

INFORMATIONS

CORRESPONDANCE

OUVRIERES

LUTTES

le Numéro : 2 F - MENSUEL

N° 112-113 - Décembre 71 Janvier 72

SOMMAIRE

Le capitalisme dans le monde	1
Origines du Gauchisme	4
Grande-Bretagne	9
La Brigade de la Colère	17
Lettres d'Espagne	20
Japon	23
La vie des travailleurs	26
Enseignants en grève à Paris VII	35
Papa est en grève	37
Lutte contre la guerre	38
A propos d'I.C.O.	40
Le Maoïsme	42
Publications	47

Directeur de la Publication : P. BLACHIER

Imprimerie Coop. l'Abeille - 34 Montpellier

1971 : Le Capitalisme dans le monde

En août 1971, les Etats-Unis ont pris toute une série de mesures destinées à redresser leur économie sérieusement perturbée, principalement par la concurrence des autres Etats capitalistes. Pour maintenir sa présence dans le monde entier, cette puissance dominante doit absolument — comme toute autre — produire toujours plus, donc vendre toujours plus (ce qu'on appelle continuer l'expansion).

Les mesures prises par les U.S.A. étaient à la fois d'ordre intérieur et d'ordre extérieur.

D'ordre intérieur : pressions sur les salaires (blocage « provisoire », chômage) et sur la productivité. Le but évident est de réduire le coût de production des marchandises (c'est-à-dire d'accroître la plus-value extorquée aux travailleurs). Pourquoi ? **D'une part** pour que les marchandises américaines soient plus compétitives sur le marché mondial (donc pour vendre plus dans le monde entier), **d'autre part** pour réserver une part plus grande du revenu national aux dépenses « improductives » : guerre, espace, soutien aux états dominés, tout ce qui est

nécessaire au maintien de la « présence américaine » dans le monde.

D'ordre extérieur : mesures de protection de l'industrie américaine (refus de dévaluation du dollar, droits de douane, contingentement pour les marchandises étrangères entrant aux U.S.A.). Pourquoi ? Pour forcer les américains à « acheter américain » (et plus cher). Toujours dans l'espoir d'accroître la puissance économique.

Le chômage, la possibilité de produire et de vendre plus ou moins, de faire travailler plus ou moins, et de faire consommer plus ou moins, les dirigeants capitalistes ne le contrôlent pas. Tout cela résulte des contradictions mêmes du système capitaliste ; les dirigeants essaient de s'en accommoder, de les utiliser. A vrai dire, la marge dans laquelle ils peuvent se mouvoir est très étroite, autant à l'intérieur d'un état qu'à l'extérieur. Le chômage est un auxiliaire précieux pour faire accepter aux ouvriers de travailler plus pour moins d'argent, mais s'ils gagnent moins, cela signifie aussi qu'ils consommeront moins. Les mesures que les dirigeants prennent pour « redresser l'éco-

nomie » tendent à résorber le chômage (plus précisément à le renvoyer dans d'autres pays). Mais l'écarsément du chômage est tout autant dangereux pour le capitalisme actuel que sa diminution. Le chômage accru signifie réduction de la consommation intérieure, troubles sociaux... Chômage réduit signifie plein emploi, exigences ouvrières, accroissement des salaires et de la consommation intérieure par conséquent, et produits plus chers, en moins grande quantité pour faire face à la concurrence étrangère sur le marché mondial.

Toutes les mesures prises aux U.S.A. ont fait couler des flots de paroles et de littérature, comme si elles étaient les nuages apparus brusquement dans un ciel serein, comme si elles annonçaient, pour un futur proche, l'orage, de nouvelles rivalités mondiales aiguës, une nouvelle crise du capitalisme, une nouvelle guerre, etc... Tout ce bruit autour d'une des principales puissances mondiales (la première encore pour beaucoup) nous vient de deux sources différentes : des autres capitalistes d'une part, des groupes ou partis dits « révolutionnaires » d'autre part.

Pour les autres capitalistes (et nous y incluons non seulement les pays européens et le Japon, mais les capitalismes d'Etat russe ou chinois), les mesures prises par les U.S.A. ne font que traduire ce qui existe déjà dans les faits : l'enlèvement de la puissance américaine au Vietnam, le développement d'autres puissances dont l'importance (globale ou séparée) modifie les données du partage de la domination mondiale. Au coup porté par les U.S.A. pour faire face à cette situation, d'autres coups répondront sur le plan économique, diplomatique, militaire. Ils rendront d'autant plus aléatoires les effets des mesures prises par les U.S.A. Chez les uns comme chez les autres, les divisions d'ordre économique s'accompagnent du battage habituel des propagandes qui masquent les rivalités réelles entre états. Les nationalismes sortent des placards où ils avaient été provisoirement remis lorsque l'intérêt du capital était de proclamer la « coopération entre les peuples ». La peur et l'insécurité, bien manipulées, sont d'excellents instruments de conditionnement pour la « paix sociale » plus que jamais nécessaire aux capitalistes de partout. Mais cette paix sociale est menacée parce que l'exploita-

tion est de plus en plus grande, cela veut dire que la répression est de plus en plus nécessaire.

Pour les groupes ou partis dits « révolutionnaires » : ce sont les retrouvailles avec un capitalisme conforme à l'orthodoxie marxiste-léniniste-trotskiste-maoïstes, etc... C'est à qui démontrera péremptoirement qu'il a toujours eu raison. A force d'avoir proclamé la crise du capitalisme et célébré la révolution qui s'avance, voici venus les temps où l'on va pouvoir déployer en grand les tactiques révolutionnaires : Qui, à travers les luttes du prolétariat contre une misère accrue ; Qui dans le soutien aux « patries du socialisme », capitalismes d'Etat russe ou chinois ; Qui, dans l'espoir de l'apocalypse d'une nouvelle dernière guerre mondiale. Les propagandes des révolutionnaires prennent le relais des propagandes des capitalistes.

**

Il est relativement facile de tout expliquer et de tout avoir prévu. Nous aurions pu facilement céder à une telle tentation. La lecture de quelques textes présentant une analyse globale a soulevé des discussions et des critiques. Personne ne voulait se contenter d'affirmation touchant la situation du capitalisme dans le monde en 1971.

Si les événements de l'été 1971 entraînaient une certaine inquiétude (modification du statu quo mondial, crise, chômage, montée des nationalismes, guerres périphériques, ou guerre mondiale, etc...) il n'était pas du tout évident pour chacun (et pour les travailleurs que nous pouvons côtoyer) que le monde était au bord de la grande crise (comme en 1929) ou de la guerre (comme en 1937). En fin de compte, toutes ces manipulations monétaires et économiques passaient par-dessus la tête de beaucoup d'entre nous. Cela pouvait être aussi l'effet de la propagande temporisatrice du gouvernement français, cela pouvait être dû au taux réduit du chômage en France, malgré des situations locales plus aiguës (par exemple dans l'Est).

Etayer de faits précis et de chiffres les explications que nous pourrions donner, les conclusions que nous pourrions tirer,

tel fut ce qui se dégagea de ce débat. Nous étions bien d'accord sur le sens à donner à ce travail : faire comprendre que quelles que soient les manipulations et les intérêts en cause, ce sont toujours les travailleurs qui finalement supporteront le poids des difficultés du capital. C'est à eux que l'on tentera d'imposer les mesures destinées à sauver les capitalismes, fut-ce au prix de destructions et de misères dont on peut percevoir le degré et l'étendue à travers la dernière guerre mondiale et celle du Vietnam. C'est donc aux travailleurs que nous devons tenter d'expliquer le sens réel de ce qui se passe et les conséquences qui en résulteront pour eux.

Il faut d'abord essayer de montrer simplement ce que sont les mécanismes économiques et monétaires pour que tout ce travail d'informations et d'analyses ne soit pas finalement réservé à quelques grosses têtes « spécialistes » livrant leurs conclusions à ceux qui n'ont plus qu'à les croire sur paroles. Ce que nous entamons avec cette présentation, c'est donc toute une série d'articles, de débats, autant que d'analyses, de recherches longues et minutieuses. Ce ne sera pas fait régulièrement, et nous tâtonnerons sans doute pas mal. Raison de plus pour que ceux qui sont intéressés apportent leur contribution soit par des documents, soit par leurs explications étayées par des faits ou se référant à des éléments que nous aurions publiés.

*
**

Pour commencer, voici un bref texte sur l'évolution de la position des U.S.A. dans le monde capitaliste :

« Les deux super-grands qui dominaient le monde à l'issue de la dernière guerre mondiale, engagés dans une couteuse guerre froide les obligeant à maintenir une véritable économie de guerre, n'ont pu empêcher ou limiter le développement de la Chine, l'expansion rapide du Japon, et de l'Allemagne, et la construction laborieuse et encore bien fragile d'une Europe économique.

» L'éclatement de ce qu'on a appelé les deux blocs devait s'ensuivre. La dissidence yougoslave et surtout l'autonomie de la Chine devenue une grande puissance à part entière, ont marqué les étapes de la réduction de l'hégémonie russe.

Quant à l'hégémonie américaine sur le monde dit libre, elle a commencé à être sérieusement contestée et à se fissurer dès que l'énorme machine de guerre des U.S.A. a été tenue en échec au Vietnam.

...

» L'impérialisme américain se trouve actuellement, toutes proportions gardées, dans la situation de la Grande-Bretagne au début de ce siècle.

» Celle-ci était le premier pays industriel, son empire couvrait le monde, ses flottes marchandes et militaires bénéficiaient de routes maritimes jalonnées de bases puissantes, sa domination financière et sa monnaie, la fameuse cavalerie de Saint-Georges, étaient incontestées.

» Or, toute cette suprématie économique, politique et militaire à l'échelle planétaire, n'en connut pas moins le sort que l'on sait. Et maintenant, même pour une super puissance comme les U.S.A., l'hégémonie mondiale est un trop lourd fardeau si elle ne peut pas s'appuyer sur une expansion industrielle et économique qui surpasse celle de tous ses rivaux.

» L'impérialisme américain en arrive là où, faute d'avoir pu assurer cette expansion, son hégémonie doit se réduire à une suprématie relative. En conséquence comme la Grande-Bretagne, jadis, les U.S.A. s'orientent vers ce qu'on a appelé la politique de l'équilibre des puissances.

» La dimension historique de l'offensive américaine actuelle sur le plan diplomatique d'abord, puis dans les domaines monétaire et économique, ne peut être saisie que si l'on fait l'effort que nous venons seulement d'esquisser, d'une analyse de la situation internationale dans son évolution au cours de la dernière décennie. » (1)

Comme nous l'avons dit ci-dessus, ce qui est avancé dans ce texte doit être prouvé. Des chiffres, des faits, permettront soit de confirmer, soit de contredire. En d'autres mots, ce que nous allons tenter de montrer c'est : **quelle était la puissance du capitalisme américain en 1946 et ce qu'il est aujourd'hui.** Ce sera l'objet de notre prochain article.

(1) Le texte qui vient d'être cité est une partie de « Pour défendre sont hégémonie, l'impérialisme américain attaque » — Cahiers du Communisme de Conseils, n° 9, septembre 1971.

A propos des " Origines du Gauchisme "

(R. Gombin - Ed. du Seuil - Voir Publications)
d'un camarade de province (2-11-71)

« J'ai lu le livre sur « les origines du gauchisme » (1) qui m'a vivement intéressé, plus particulièrement les pages au sujet de l'organisation « gauchiste » : l'Internationale situationniste. Je suis lycéen, je vais avoir bientôt 18 ans, suis passionné depuis plus d'un an par le marxisme, le surréalisme, etc... de façon générale, tous les courants de la pensée moderne. Je n'ai jamais lu un seul numéro de l'Internationale situationniste et ce livre m'en a donné l'envie. Seulement, ici comme à Toulouse, il n'est pas possible de se les procurer. Pourriez-vous m'indiquer, si vous le connaissez, le siège, l'adresse de l'I.S. ou un autre endroit où je pourrai communiquer avec l'organisation ? Il est dit que l'I.S. a été influencée par H. Lefebvre (et réciproquement), ce qui accroît mon intérêt étant donné l'admiration et la sympathie que je voue à son œuvre. En même temps que ce renseignement, puis-je me permettre de vous poser quelques questions...

...La bureaucratie soviétique est-elle une *classe* sociale, propriétaire des moyens de production ? Pouvez-vous me préciser ce que l'on peut entendre par le clivage dans les sociétés modernes qui n'est plus entre les propriétaires et les non-propriétaires, mais entre les dirigeants et les exécutants ? Les propriétaires des moyens de production) ne sont-ils pas les dirigeants et les non-propriétaires les exécutants ?

Les critiques du livre portent surtout dans l'attitude de l'auteur face au marxisme. Il me semble (mais peut-être je me trompe) y avoir décelé une certaine hostilité au marxisme du fait que l'auteur veut montrer que le « gauchisme » a « dépassé » celui-ci et l'a intégré en partie en faisant de lui « une de ses nombreuses étoiles de son ciel théorique » (p. 69).

Certes, on y distingue le marxisme institutionnalisé (marxisme-léninisme) d'un marxisme plus proche de Marx et de Hegel (que retrouvent Lu-

kacs, Korst, Lefebvre...), mais souvent on assimile l'un à l'autre sans autre indication. Et d'abord faut-il vraiment « ranger le marxisme-léninisme dans les oubliettes idéologiques de l'histoire » (p. 8), exclure « tout retour aux sources léninistes ou révolutionnaires du communisme » (p. 18).

N'est-ce pas trop excessif ? Le retour à Lénine n'est certes pas absolument négatif, loin de là. Mais je crois qu'on peut admettre facilement cela. Il y a plus grave : le gauchisme qui d'après l'auteur penserait « qu'à la limite Marx apparaît comme le théoricien de la révolution bourgeoise poussée jusqu'au bout de ses virtualités » (p. 20) ? Peut-on croire vraiment que la pensée marxiste « escamote le rôle conscient des classes et des hommes » (p. 71) qu'elle fait peu de place à la subjectivité, que « l'évolution des faits et des sciences n'a pas vérifié les hypothèses du « Capital » (p. 70) (ce que tous les universitaires acharnés du marxisme se plaisent à dire). Le capitalisme concurrentiel a suivi la marche qu'avait prévue Marx : Il a succombé face à la concentration des monopoles et l'organisation ouvrière (ce qu'avait vu Marx) c'est déjà une des hypothèses du « Capital » qui s'est vérifiée. Elle n'est pas la seule (bien sûr en contre partie Marx n'avait pas prévu d'autres choses). D'autre part, ce qu'on appelle le « révisionnisme » (Lukacs, Korsh) s'est-il livré à « un révisionnisme philosophique du marxisme lui-même » (p. 51) ? Je ne sais pas si Lukacs ou Korsh apprécieraient de tels propos. Comme l'écrit E. Morin, il s'agissait de « réviser le révisionnisme » (c'est-à-dire Engels, Bernstein, Lénine, Staline...). La redécouverte de la notion de totalité n'est pas seulement un retour à Hegel et à Marx « jeune » (p. 61) : elle se trouve, comme l'a montré Lukacs, dans les écrits économiques de Marx, au moins implicitement. Quelle exagération enfin quand on parle de la « fin du marxisme théorique » (p. 69), de la « destruction du marxisme par le « révisionnisme » (p. 70) ! C'est trop facile. Certes, il n'y a pas de marxisme « pur » (pas plus d'ailleurs, contrairement à ce qui est dit dans le livre, de théorie « pure » p. 70) mais la relecture de Marx faite par « Arguments » tenait compte du développement ultérieur du marxisme et de ses avatars. Il s'agissait de rendre à la pensée marxiste, dialectique, tout son tran-

(1) Richard Gombin - Les origines du gauchisme - Ed du Seuil - Peut-être obtenu à I.C.O. à prix réduit.

(2) Adresse connue : I.S. B.P. 307-03 Paris.

chant, sa critique et je ne crois pas que ces efforts aient échoué. Il y a d'autre part des éléments de Marx qui sont attribués à la théorie gauchiste sans référence (comme « l'Homme total » empruntée par Marx à Fourier).

Pour finir, j'ai relevé des inexactitudes à propos de la pensée de H. Lefebvre, ce dernier sait très bien, je crois que les *loisirs* sont eux-mêmes aliénés (p. 84) mais surtout quand l'auteur écrit qu'il ne s'agit pas seulement de faire évoluer l'art dans la vie quotidienne, comme le veut H. Lefebvre, mais aussi de transformer celle-ci (p. 95) ; cela devient malhonnête : il suffit de connaître un peu Lefebvre pour savoir que celui-ci a toujours voulu avant tout « changer la vie » en changeant et métamorphosant la vie quotidienne.

Finalement, ce livre me rappelle étrangement celui de M. Carrouges sur « Breton et le surréalisme » (Idées) : tout comme pour celui-ci en

1957 le surréalisme, pour vous aujourd'hui, le gauchisme s'annonce comme la théorie, la vision du monde (au niveau seulement de la théorie sociale il est vrai) qui dépasse et intègre les autres, « exprime le réel » (p. 170), met fin aux idéologies, etc... Quand on voit le chemin qu'a suivi le surréalisme, je me permets d'être méfiant.

Ces réserves faites, j'ai cependant beaucoup aimé ce livre (ne serait-ce que parce qu'il est un des rares à traiter de Henri Lefebvre).

Il me semble seulement que la pensée dialectique marxiste y est « liquidée » un peu vite. Et je crois que les théories gauchistes lui apportent un renouvellement plus qu'une alternative brutale. Autre chose : il faut faire la part de la subjectivité et de l'analyse scientifique. C'est ce qu'a très bien réalisé Lefebvre notamment (à qui il est reproché un certain « scientisme » - voir pourtant sa théorie du « romantisme révolutionnaire ») »...

Réponse à ce camarade (28-11-71)

En réponse à ta lettre du 9 novembre, je vais m'efforcer de discuter les critiques que tu formules.

Tu n'as pas l'air d'être convaincu par la nature de classe de la société soviétique. Il suffit de suivre les analyses des camarades de Socialisme ou Barbarie qui, dès 1949, avaient donné des textes convaincants sur ce sujet (voir notamment le numéro 1 qui est capital à cet égard). En gros, ils avaient repris les matériaux fournis par Trotsky lui-même avant la guerre, et à l'aide desquels celui-ci montrait, concrètement (et il avait une documentation énorme à sa disposition), qu'en Union Soviétique il existait ce qu'il appelait une couche de près de 15 millions de personnes qui jouissaient d'avantages, privilèges et bienfaits refusés au reste de la population ; que l'ensemble de ces avantages (habitat, nourriture, salaires, voitures de fonction, postes de direction dans l'appareil du parti, dans l'Etat et dans l'économie) étaient transmis aux enfants de leurs bénéficiaires. Non pas en droit mais en fait : par leur accession à l'enseignement supérieur, par leur culture héritée en quelque sorte de leur milieu familial, par leurs relations sociales enfin qui leur permettaient de s'attribuer les meilleurs emplois.

Evidemment, il y a le problème de la propriété des moyens de production. Mais l'appropriation individuelle n'est qu'un mode juridique parmi d'autres : l'Antiquité avait connu (je pense no-

tamment aux civilisations de l'Euphrate, Akkade, Sumer, Babylone) le mode collectif d'appropriation au bénéfice d'une classe de prêtres.

D'ailleurs, les critères juridiques ne sont pas toujours en concordance avec un état de fait : c'est ainsi qu'en U.R.S.S. l'appropriation collective d'une classe n'est pas inscrite dans les lois (bien que nombre de privilèges des apparatchiks le soient) pas plus que ne l'est la centralisation politique (alors que constitutionnellement, l'Union est composée d'un certain nombre de républiques et territoires autonomes). Pour la description de cette classe je te renvoie donc à la Révolution Trahie de Trotsky (coll. 10/18).

Mais il ne faut pas croire que la propriété collective existe seulement dans les pays socialistes. En réalité, c'est l'évolution du capitalisme qui y conduit et même dans un pays comme la France le phénomène est déjà clairement perceptible.

Que ce soit par le truchement des nationalisations ou des monopoles privés (et des concentrations en général), la propriété des moyens de production échappe de plus en plus aux individus. L'important n'est même pas de savoir qui sont les innombrables actionnaires des sociétés anonymes (souvent des simples prolos comme en Allemagne et aux Etats-Unis), mais qui a le pouvoir d'organisation (qui comprend celui de commandement, de gestion, de contrôle). Or, la réalité de ce pou-

voir-là échappe progressivement à ceux qui ont un capital à titre individuel et passe aux mains des diverses catégories de gestionnaires (qu'en tant que classe il est commode d'appeler la bureaucratie).

Certes, dans les pays dits capitalistes, les contours de cette classe sont encore flous : car ceux qui possèdent cet indispensable capital qu'est le savoir spécialisé se trouvent encore répartis des deux côtés de la barrière. Mais en U.R.S.S. où l'évolution est achevée, le clivage est net. D'un côté tous ceux qui sont aux postes de commande, qui ont l'intelligence du processus de production et qui ont prise sur lui : directeurs techniques, commerciaux, administratifs dans les entreprises, fonctionnaires supérieurs, dirigeants politiques ou syndicaux, cadres universitaires, etc... De l'autre côté, les exécutants de divers rangs.

Si le clivage entre dirigeants et exécutants est une réalité, l'endroit exact où passe la ligne de séparation dépend du cas d'espèce ; il est difficile, je crois, de donner pour l'instant un critère absolu. Dans telle boîte le comptable aura une influence considérable sur la marche de l'entreprise, dans telle autre il devra se cantonner dans sa tâche technique.

Il ne faut pas en déduire que, désormais, il n'y a ni riches ni pauvres, puisque le capital individuel perd de son importance. Mais la source d'enrichissement des membres de la classe bureaucratique n'est plus leur capital mais leur savoir et leur place dans le processus de production. Ayant la haute main sur la répartition des revenus ils s'en attribuent, évidemment, une part prépondérante. Par ailleurs, dans les sociétés dites d'abondance, les éléments de la nouvelle bourgeoisie s'ajoutent aux représentants les plus prospères de l'ancienne bourgeoisie de capital pour, ensemble, former la classe dominante. L'évolution se fait cependant vers le modèle soviétique et l'opposition entre capitalistes et socialistes reproduit celle qui existait autrefois entre aristocratie et bourgeoisie : c'est un combat d'arrière-garde, non pour la libération mais pour le pouvoir.

Si nous essayons de situer l'œuvre de Marx à la lumière de cette évolution, il y a plusieurs remarques à faire. Premièrement, dire que certaines hypothèses du Capital n'ont pas été vérifiées (appauvrissement absolu du prolétariat, baisse tendancielle du taux de profit, etc...) c'est constater une évidence statistique et si elle a été vue aussi par les « adversaires acharnés du marxisme » c'est tant mieux ou tant pis, mais cette simple coïncidence ne détruit pas l'argument !

Deuxièmement, il faut régler son sort à un mythe ou plutôt à un ensemble de mythes qui présentent Marx comme victime d'interprétations vicieuses, fausses, etc... Le marxisme a correspondu à un stade de l'évolution historique et ses exégètes et continuateurs ont essayé de l'adapter à leurs tâches nouvelles, mais le fond de la toile est le même : le marxisme en tant que doctrine (et non seulement critique de la société bourgeoise) fut et demeure l'idéologie d'une classe qui aspire au pouvoir. Le résultat le plus clair du révisionnisme des années 1920 fut de le relativiser, c'est-à-dire de l'insérer dans le contexte historique en lui enlevant le vernis d'intemporalité et d'universalité dont se couvrent toutes les idéologies. Il a su tout de même reconnaître l'apport du marxisme à la théorie révolutionnaire, apport qui est évidemment valide aujourd'hui encore (réalité de la lutte de classe, importance des facteurs économiques, essence de l'idéologie, etc...). Il n'en reste pas moins que, exprimant les intérêts d'une classe naissante (les intellectuels) à une certaine phase de l'évolution du capitalisme, le marxisme tâche de se hausser au niveau de l'absolu, de faire croire qu'il parle au nom des lois de la nature et qu'il veut la libération de toute l'humanité. Le christianisme ne disait rien d'autre lorsqu'il proclamait que tous les hommes sont égaux devant leur créateur ; et l'idéologie des Lumières au XVIII^e siècle prétendait libérer tous les hommes de leurs chaînes. Puis, la Déclaration des Droits de l'Homme est rédigée en termes les plus généraux possibles (« Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux »). Le code Napoléon parle d'égalité dans le contrat, sans discrimination et, plus tard, la démocratie se voulait le gouvernement du peuple tout entier.

C'est précisément la caractéristique de toute idéologie de cacher son aspect particulariste (expression des intérêts et des aspirations de telle ou telle classe) sous une apparence de générosité cosmique. La mystification consiste à faire croire aux victimes qu'elles sont (ou seront) les bénéficiaires du système projeté.

C'est pourquoi Marx a voulu donner à sa théorie un caractère de totalité. Et tu n'as pas tort de soutenir qu'on trouve trace de ce souci jusque dans le Capital. Mais il faut l'analyser sous l'angle de l'évolution du capitalisme et du mouvement ouvrier au XIX^e et XX^e siècles. Le Capital n'est pas l'analyse de toute économie, de tout système de production et d'échange, mais du capitalisme concurrentiel qui, alors, battait son plein. Marx montre à la fois le caractère d'idéologie du libéralisme économique (mystification de la réalité) et son aspect situé et daté, alors que J.-B. Say, D.

Ricardo et autres J.-S. Mill prétendaient poser les lois naturelles de tout système économique. Mais, à côté de cette tâche indispensable, Marx fait aussi œuvre de sociologie économique : c'est-à-dire qu'il explique le fonctionnement réel du système économique de l'époque et il en déduit une projection sur l'avenir en partie vraie, en partie fautive. En percevant un passage vers le socialisme (grandes unités économiques, rattachement des centres de décision à un organe central, marché monopolistique) il n'est pas dans l'erreur. Mais il le présente comme inéluctable, plus, positif car amenant la libération de tous les esclaves et la suppression de toutes les classes. Et là Marx tombe dans l'idéologie car son analyse tait les vrais bénéficiaires de cette évolution (appelons cette classe la bureaucratie, produit de toute société industrielle) et, surtout, confond cette nouvelle classe dominante avec le prolétariat, c'est-à-dire la masse des exécutants.

En réalité, dans le passage du capitalisme concurrentiel vers le socialisme (ou capitalisme d'Etat) le prolétariat n'est que l'auxiliaire de cette nouvelle classe : il y puise ses délégués, théoriciens, secrétaires et l'enrichit à son tour par ses propres couches supérieures bureaucratiques et séparées de la réalité prolétarienne (G. Séguin en est un exemple typique). Ce genre de camouflage a toujours existé (1792-1794), mais il est apparu dans toute sa dimension en 1848 puisque la bourgeoisie « démocratique », alliée au prolétariat en février, marche avec la bourgeoisie réactionnaire contre ce même prolétariat, en juin.

L'idéologie marxiste, à partir du milieu du siècle dernier, consiste donc à mutiler la réalité, l'étriquer à la mesure des aspirations de la nouvelle bourgeoisie intellectuelle. C'est ainsi que la critique se réduit à la critique de la réalité économique (alors que la seule critique totale est celle philosophique qui dénonce toutes les séparations et toutes les aliénations ; celle que Marx avait pratiquée dans son Idéologie allemande, les manuscrits philosophiques de 1844, etc...), qu'elle débouche sur une prospective sociale qui ne souffre pas la contradiction, et, surtout, qu'elle se pare de tous attributs d'une idéologie.

C'est le dernier point qui me paraît le plus intéressant et c'est par lui que je vais terminer. Toute idéologie est imprégnée de la rationalité qui sert le mieux les intérêts de la classe dominante. De même qu'à la civilisation féodale et médiévale correspondait une idéologie qui masquait sous un langage céleste les intérêts et les modes de dominations d'ici-bas, je veux parler de la religion catholique, la civilisation bourgeoisie des XIX^e-XX^e siècles se caractérise par son engouement pour la science. Les découvertes scientifiques, les

lois de la physique, de la chimie, de la biologie permettent à l'économie marchande de se développer, de se diversifier, de multiplier et d'accroître les profits. Il fallait donc sacrifier la science, la montrer comme promouvant les intérêts de tous. A une utilité réelle de la science - tant pour le développement de l'économie que pour l'amélioration du mode de vie (habitat, santé, transports, loisirs) - correspond très tôt une idéologie de la science. Cette tendance à considérer la société comme un organisme parmi d'autres, régi par des lois d'évolution, ne date pas de Marx. Le positivisme de Comte, Saint-Simon avait déjà réglé leur compte à la spontanéité de la lutte et aux conceptions volontaristes de l'histoire. Mais le marxisme est l'exemple parachevé d'une idéologie scientiste. Non seulement il se veut une théorie scientifique mais il a l'ambition d'être la théorie scientifique. Par avance cet impérialisme interdit toute contradiction et réduit le volontarisme révolutionnaire à la portion congrue. Le « coup de pouce » pour faire accoucher de la nouvelle société y apparaît comme une opération secondaire par rapport à l'évolution des contradictions objectives que le marxisme circonscrit par avance. Du même coup, la véritable libération du prolétariat, le communisme intégral, se trouvent relégués dans un avenir utopique ; au contraire, le socialisme, cette prétendue « étape de transition » devient le but à atteindre, la tâche prioritaire imposée au prolétariat.

A bien y réfléchir, la forme de l'idéologie marxiste a fait autant de mal, sinon plus, que son contenu.

Cette prétention à identifier une idée à la certitude d'une loi scientifique obligea les contradicteurs eux-mêmes à puiser dans le scientisme leurs arguments. C'est dire que les exégètes du marxisme, de quelque bord qu'ils soient, sont condamnés à se poursuivre dans une espèce de ronde sans fin rappelant le serpent qui cherche à se mordre la queue... Cette prétention repose sur l'immense engouement des masses pour la raison, comme opposée à la foi. Au XVIII^e siècle, cet engouement s'était concrétisé dans la philosophie des lumières avec sa croyance naïve dans le progrès, l'amélioration graduelle du sort des hommes, etc... Mais, la philosophie des Lumières restait une catégorie philosophique, à la limite elle débouchait sur l'utopie (Rousseau). Elle exprimait certes le rêve d'une bourgeoisie montante, mais encore sous une forme diffuse et qui demeure idéale. Le positivisme, puis le scientisme (et tous les historicismes qui en découlent) au contraire exprimaient déjà des intérêts précis : ceux de la bourgeoisie marchande qui avait trouvé dans la certitude quasi-scientifique son *ultima ratio*.

Aussi bien, toutes les doctrines qui en sont imprégnées (saint-simonisme, socialisme de Louis Blanc, marxisme) reflètent les aspirations d'une classe ou noyau de classe. Ce qui n'était que vague croyance (dans la raison, la bonté de l'homme, le progrès) devient certitude.

On aboutit alors à cet extravagant projet de régenter l'avenir. La tâche du prolétariat est de faciliter le passage d'un capitalisme anarchique vers le capitalisme organisé alors même que cela représente pour lui l'instauration d'un système dans lequel son propre esclavage sera rationnellement planifié : mais il ne lui reste aucune autre issue, il ne peut que s'exécuter au nom des lois objectives.

La forme de l'idéologie marxiste correspond parfaitement aux aspirations immédiates à la domination de ses bénéficiaires. Puisqu'il s'agit de lois,

il faut avoir la science pour les déduire, interpréter et les exécuter. Ce sera la tâche de l'intelligentsia et le prolétariat n'aura qu'à suivre. Chez Lénine cette logique est poussée à son comble : le parti, à la rigueur, pourra n'inclure aucun ouvrier ; ceux-ci sont même dangereux dans la mesure où ils ne connaissent pas leurs propres intérêts de classe. On aura donc un parti d'intellectuels-révolutionnaires professionnels qui va se substituer à la classe : qui va théoriser, organiser, déclencher la révolution. La propre histoire du prolétariat se joue en dehors du prolétariat (voir la critique clairvoyante de Trotsky dans Nos tâches politiques (1904) aux éd. Denoël-Gonthier).

Pour percer la muraille de la mystification marxiste-léniniste, il ne suffit donc pas de mettre en cause les différentes « directions » du prolétariat ou même tel ou tel chapitre de doctrine ; il faut oblitérer jusqu'aux formes mêmes que revêt cette mystification.

Brejnev aux usines Renault :

L'accueil à un voyageur de commerce (22 octobre 1971)
DEUX DOCUMENTS DU COMITE D'ETABLISSEMENT R.N.U.R.-BILLANCOURT

UNE AFFICHE (fac simulé et en réduction)

UN TRACT (texte intégral)

Comité d'Etablissement
R.N.U.R.-Billancourt

Léonid BREJNEV chez RENAULT

DECLARATION des élus CGT, CFTD et CGC

du Comité d'Etablissement des Usines Renault à Billancourt

- Les élus du comité d'établissement de la R.N.U.R.-Billancourt sont sensibles à la marque de considération portée au personnel par Léonid Brejnev, qui visitera la Régie Renault-Billancourt vendredi prochain.
- En toutes occasions, ils ont toujours insisté, en séance du comité d'établissement, pour que s'établisse et se développe une coopération sur la base d'échanges commerciaux entre la Régie, l'U.R.S.S. et les pays socialistes.
- L'action des élus du comité d'établissement a aidé à ce que se créent de telles relations. Ils prennent acte du développement des relations commerciales et, en particulier, des derniers accords passés avec l'U.R.S.S., qui portent sur un marché de 1 milliard 200 millions de F.
- Cela doit assurer aux travailleurs de RMO (département machine-outils) et DAI (secteur commercial) du travail, donc de garantir entre autres cette branche d'activité, l'emploi et le revenu.
- Les élus du C.E. estiment que les échanges commerciaux sont un des moyens qui aident au resserrement des liens scientifiques, culturels et d'amitié entre les peuples d'U.R.S.S. et de France qui consentirent des sacrifices communs très importants au cours de la dernière guerre mondiale.
- De telles relations sont bénéfiques à la France et à l'U.R.S.S. : elles permettront, aussi, de jeter des bases réelles de détente en Europe et d'aller vers un renforcement de la paix sur notre continent et dans le monde.

Le 22 Octobre 1971

COMITE D'ETABLISSEMENT de la R.N.U.R. - BILLANCOURT IMPORTANT CONTRAT Renault Kama

Renault Kama : 1200 cm³ et 1300 cm³ de cylindrée

DEMAIN A 12H salle C.9 119, rue du Point-du-Jour
Le Comité d'Etablissement organise une
GRANDE RECEPTION
POUR le renforcement de la coopération et
de l'amitié Franco-Soviétique

DE 12H à 14H LES ELUS DU COMITE D'ENTREPRISE RECOIVENT DES PERSONNALITES SOVIETIQUES, ILS ACCUEILLIRONT LES TRAVAILLEURS ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET DEPORTIQUES A CETTE RECEPTION FRATERNELLE.

Le récent accord entre l'U.R.S.S. et la REGIE RENAULT sur la construction de la plus grande usine de carions du monde (150.000 carions par an) confirme avec ferveur la justesse du combat que mènent les représentants du personnel au COMITE D'ENTREPRISE depuis ces années.

Nous avons toujours considéré que le potentiel technique et la qualité de production des secteurs de machine-outil et d'équipement de la REGIE, lui permettraient de jouer un rôle pilote dans notre pays et un rôle de premier plan dans les échanges internationaux.

Portant sur 120 milliards d'anciens francs, les commandes soviétiques doivent permettre une extension de ces secteurs. Ils vont dans le sens d'intérêts communs entre les travailleurs français et soviétiques.

Les techniciens, ingénieurs et les ouvriers de Billancourt ont applaudi cet accord dès que la nouvelle fut annoncée.

Les élus du COMITE D'ENTREPRISE estiment qu'il est indispensable que les travailleurs et leurs élus syndicaux manifestent leur sympathie et applaudissent cet exemple de coopération internationale qui ne peut que favoriser l'amitié et la paix dans le monde.

Les élus du COMITE D'ENTREPRISE conviennent du rôle qui est le leur dans la défense de la nationalisation et appellent les travailleurs à venir saluer les représentants soviétiques à la salle C.9 AUJOURD'HUI entre 12 H. et 14 H.

PARTICIPEZ NOMBREUX A CETTE GRANDE MANIFESTATION

GRANDE BRETAGNE

Deux mouvements de lutte contre les licenciements

Les contradictions de la lutte de classe

L'article qui suit est extrait de SOLIDARITY (vol. 6 n° 11, 15-10-71). Il analyse deux luttes qui se déroulent en GRANDE BRETAGNE dans le centre de l'ECOSSE près de la grande ville de GLASGOW, l'une dans les chantiers navals des bords de la CLYDE (UPPER CLYDE SHIPBUILDERS, désigné dans le texte sous le sigle U.C.S.), l'autre dans une usine PLESSEY à ALEXANDRIA qui fabrique des armes pour la marine.

On a quelque peu parlé en FRANCE de la grève des chantiers navals de la CLYDE. Fin juillet 1971, la société a été mise en faillite et un liquidateur a été désigné pour achever les travaux en cours et ensuite fermer ces chantiers. Cette opération se place dans le cadre d'une réorganisation totale par l'Etat de la construction navale anglaise analogue à celle que la France a connu il y a quelques années.

La lutte contre la fermeture et les licenciements progressifs a pris, à l'instigation des shop-stewards (délégués d'ateliers dont les plus éminents sont membres du P.C.) un caractère très particulier : la grève consiste à travailler (sous l'autorité des shop-stewards des chantiers et des cadres restés tous en place) et à payer à ceux qui, licenciés par le liquidateur, continuent à travailler, un salaire uniforme moyen prélevé sur un fonds de grève alimenté par la solidarité de tous les travailleurs. Cette situation dure depuis quatre mois ; pour caractériser cette forme de lutte, on a conservé dans le texte le terme « work-in » (intraduisible : littéralement « travail en dedans »). Le texte souligne justement toutes les ambiguïtés d'une telle forme de lutte, et tous les magouillages politiques qui l'accompagnent. Mais en dépit de cela il n'en reste pas moins que cette « gestion » par un appareil de délégués (bureaucratique mais suivie par les ouvriers à la place de l'appareil capitaliste « normal » et à l'encontre de ses décisions), met gouvernement et patronat dans un grand embarras. Même s'ils y trouvent leur compte et peuvent penser que cela les aidera à manipuler dans cette situation délicate du licenciement de 6.000 ouvriers. Les shop-stewards, les bureaucrates du P.C., ceux du syndicat (des Trade Unions) ou du parti social-démocrate (Labour-Party), se trouvent finalement obligés de prendre cette position (qui dépoussède les capitalistes d'un de leurs droits essentiels) à cause du rapport de force existant en ANGLETERRE et dans les chantiers. C'est le minimum de ce qu'ils peuvent faire et bien à contre cœur. Mais toute ambiguë et limitée que soit cette situation, elle contient pourtant assez d'incertitudes, d'ouverture vers « on ne sait quoi », mais bien suffisant pour inquiéter les dirigeants de tous bords et intéresser tous les travailleurs.

A l'usine d'armement de PLESSEY (on y fabrique des torpilles), les choses sont identiques (on ferme et on vide 1.300 ouvriers) ; mais elles sont plus claires : pour empêcher le patron de profiter des machines modernes qu'il a acheté avec l'usine (seul intérêt pour lui de l'opération) les ouvriers occupent jour et nuit : c'est parti spontanément, et les dirigeants syndicaux regardent ça plutôt d'un sale œil. On peut donc opposer et comparer, comme dans l'article de SOLIDARITY, la lutte autonome de PLESSEY et la lutte bureaucratique des chantiers navals. Mais on ne peut manquer de relever qu'à PLESSEY les ouvriers se battent pour...

continuer à fabriquer des torpilles, des engins de morts. La lecture du texte a relancé le débat - pas nouveau - sur la « conscience de classe » et les contradictions de la lutte de classe.

Nous n'avons pas l'intention de reprendre ce débat dans cette introduction, mais nous souhaiterions que la lecture de l'article amène une discussion sur tous les problèmes - et ils sont importants - qui s'y trouvent soulevés et que nous avons seulement évoqués dans cette introduction.

Ajoutons, pour permettre de situer le niveau des luttes en GRANDE BRETAGNE, qu'il y a en ECOSSE de 7 à 15 % de chômeurs et qu'au moment où 10.000 ouvriers se battaient sur les bords de la Clyde pour ne pas être licenciés, 2.800 ouvriers des chantiers de la Tyne (plus au sud près de NEWCASTLE) faisaient grève 3 semaines pour les salaires (ce qui entraînait la mise à pied de 7.000 autres ouvriers) et ceci bien que ces chantiers soient aussi touchés par la « crise » de la construction navale.

On ne peut manquer de comparer la combativité et les méthodes de lutte des ouvriers anglais avec ce que nous voyons se dérouler ici même devant la vague de licenciements.

Il n'est pas sans intérêts de rappeler que le mouvement shop-steward prit naissance dans les arseneaux de la Clyde en Ecosse, à l'occasion d'une grève sauvage en février 1915 (voir note 14, p. 181, dans Pannekoek et les Conseils Ouvriers - Bricianer - Ed. E.D.I.). Cela permet de souligner comment se déroule réellement la lutte de classe.

U.C.S. et PLESSEY

Les luttes en cours dans la partie Ouest du centre de l'ECOSSE, aux chantiers navals U.C.S., sur les bords de la Clyde, et à l'usine PLESSEY, à ALEXANDRIA dans le comté de DUMBARTON, ne sont pas de simples luttes pour empêcher des licenciements, mais pour la survie de communautés tout entières. Dans cet article, nous voulons examiner ces deux situations pour voir comment deux groupes d'ouvriers ont choisi de combattre et comment les méthodes choisies sont de toute évidence différentes, de comprendre pourquoi elles sont différentes et pourquoi ces différences sont significatives.

Nous sentions que ce qu'en disait la presse capitaliste (et même celle de gauche) n'était pas toute l'histoire, particulièrement dans le cas de l'U.C.S., et pour savoir ce qui se passait, nous sommes allés en ECOSSE. Il était important de rencontrer et de discuter avec des ouvriers qui prenaient part aux luttes et n'avaient pas d'autres intérêts dans la situation que leur état de travailleurs ; de sorte que nous avons pris soin de ne contacter que des ouvriers qui n'étaient ni shop-stewards, ni membres de partis politiques essayant de tirer profit de la situation. En conséquence, une bonne part de cet article n'est que la répétition de ce qui nous a été dit par des ouvriers qui savaient de quoi ils parlaient.

U.C.S. : la situation réelle

La presse a été remplie de titres et de commentaires au sujet de cette « expérience » de la démocratie ouvrière et l'arrière plan général du « work-in » a été exposé en long et en large, et nous ne nous proposons pas de discuter sur ce même terrain.

Un point auquel la presse n'a guère consacré ses colonnes concerne « la lettre de RIDLEY ». C'était un mémoire écrit en décembre 1969 par Nicolas RIDLEY (maintenant sous-secrétaire d'Etat

au ministère du Commerce et de l'Industrie) alors que les conservateurs étaient dans l'opposition. Dans cette lettre, il recommandait aux conservateurs, s'ils arrivaient au pouvoir, de « dépecer » (c'est son propre mot) les chantiers U.C.S. quelle que soit leur position financière à ce moment. Une des méthodes qu'il donnait explicitement était qu'il fallait réduire à tout prix le montant des salaires dans la construction navale, en imposant comme normes les taux les plus bas pratiqués dans les chantiers de LOWER CLYDE. En

clair, c'était une déclaration de guerre des classes sans équivoque. Ses intentions doivent rester présentes à l'esprit quand on examine les différentes « solutions » proposées de toutes parts.

Beaucoup de choses n'ont pas été rapportées qui pourraient montrer qu'il y a beaucoup d'intéférences politiques plus ou moins insidieuses, et une utilisation habile des réactions ouvrières à des fins qui ne sont pas du tout conformes aux intérêts des ouvriers et qui, à long terme, peuvent seulement amener parmi eux, des divisions. Si nous considérons les impressions que nous avons retirées de tout ce qui s'est exprimé au sujet de la situation à U.C.S., tout ce que nous avons vu fut une fantastique démonstration de solidarité derrière le comité des shop-stewards, pour soutenir le « work-in ». Pourtant, comme nous le vîmes, il y avait encore dans les chantiers le même système dirigeant exerçant les mêmes fonctions dirigeantes sur la même force de travail

(officiellement réduite par les licenciements) tous étant également intéressés à terminer les bateaux en construction. Les navires ainsi construits amèneraient seulement un peu plus d'argent dans la poche du liquidateur avant que les chantiers ne ferment. Et tout cela apparemment avec l'approbation des ouvriers.

N'y avait-il pas réellement de désaccord significatif parmi les travailleurs de base ? Voyaient-ils réellement en ceci, parmi toutes les options qui s'offraient à eux, la meilleure manière de lutter ? La réponse brutale est NON. Mais parce que les ouvriers sont continuellement exhortés à l'UNITE derrière les shop-stewards, ils sont inhibés pour entreprendre des discussions intéressantes, ou bien entre eux, ou bien avec des gens venus de l'extérieur. Il a été difficile jusqu'à maintenant, bien que le mécontentement des ouvriers ait atteint des proportions massives, de se faire une idée exacte de ce qui s'est passé.

Derrière la scène :

La seconde fournée de licenciements se termine le vendredi 3 septembre, et approche un total de 800. Quelques uns de ces ouvriers nous ont dit qu'il y eut en fait un mécontentement massif à la base, que l'opposition aux leaders s'accroît... A un meeting, avant le 3 septembre, le comité des shop-stewards fut battu lors d'un vote qui comprenait un grand nombre d'abstentions. Le vote intervint sur une de ces petites maladresses administratives qui se produisent toujours à la base, mais qui, par leur arbitraire, provoquent la colère des ouvriers. Un des ouvriers licenciés avait demandé, pour son propre compte, s'il pouvait chercher un autre travail, simplement parce qu'il ne lui était pas possible matériellement de continuer le « work-in » avec les paiements qui lui seraient faits par le fonds de grève. Il devait passer toute sa journée au travail pour toucher seulement une fraction de ce que touchaient ceux qui n'étaient pas licenciés. Le comité des shop-stewards voulait lui retenir deux heures de paie pour ses absences prises pour chercher du travail, ceci sur les trois demi-journées pendant lesquelles il avait travaillé depuis qu'il avait été licencié officiellement. C'était un exemple de la mesquinerie bureaucratique contre laquelle les ouvriers se dressaient.

Au même meeting, ceux de la tribune appellent à une meilleure discipline de travail car les cadres se plaignaient de ce que les ouvriers licenciés ne fournissaient pas la quantité de travail requise (un cas qui ne descendit pas jusqu'à la base dans

un meeting de masse concernait un ouvrier licencié par le liquidateur, qui avait cherché un autre travail et qui fut « révoqué » par le comité des shop-stewards pour absentéisme. En fait cette décision fut annulée plus tard).

Il était clair que beaucoup d'ouvriers n'étaient pas d'accord avec la politique de payer ceux qui avaient été licenciés à l'aide du fonds de grève pour aider à la finition des navires pour le compte du liquidateur ; ils comprenaient que de demander à des ouvriers de travailler pour un salaire réduit séparerait les ouvriers licenciés des autres et serait une source constante de difficultés. Pourtant il était pratiquement impossible aux ouvriers d'exprimer leur désaccord. Les meetings étaient moins fréquents, parfois moins d'un par semaine ; et en conséquence, la plus grande partie du temps, était pris par les shop-stewards pour faire leurs rapports ; dans le temps très court qui restait, il était impossible à quiconque de se faire entendre au-delà de quelques personnes qui se trouvaient autour de lui et ceci surtout si c'était contre ce que prônaient les shop-stewards. Si ceux de la tribune reconnaissaient dans celui qui voulait parler un de leurs opposants, il était immédiatement dénoncé comme un élément perturbateur, essayant de briser « l'unité des ouvriers ».

Lors d'un meeting de masse, quelqu'un dans l'assemblée essaya de poser une question. Un des Stewards de la tribune brandit un exemplaire de

« I.S. CLYDEBANK BULLETIN » (1) en criant : « ce sont des briseurs de grève » et ainsi y amalgamant l'orateur de l'assemblée. Est-ce seulement une coïncidence si les licenciements parvinrent à inclure des ouvriers qui avaient émis des critiques contre les shop-stewards ? On aurait pu supposer que les licenciements n'interviendraient progressivement que pour les ouvriers des secteurs où la production était déjà terminée, mais cela ne paraît pas toujours avoir été le cas.

Pourquoi les dirigeants se comportaient-ils ainsi ? Probablement parce que leurs intérêts ne sont pas les mêmes que ceux de la majorité des ouvriers (ils le sont évidemment très rarement). Les ouvriers savent qu'à la fin, si la politique gouvernementale de chômage de masse réussit, peut-être 2 à 3.000 emplois seront supprimés. Quelques-uns parmi eux pensent que s'ils suivent la politique des shop-stewards qui consiste à continuer de travailler avec les cadres, ils auront une meilleure chance ne pas être plus tard parmi ceux qui seront licenciés. Et ainsi, ces appels à l'unité répandent en fait, le germe d'une division future parmi les ouvriers en jouant sur leur crainte présente, bien compréhensible.

Pourtant, les motifs de tout cela sont beaucoup plus profonds. AIRLIE et REID, les deux plus puissants membres du comité des shop-stewards sont bien connus pour être membres du Parti Communiste, bien que malgré cette appartenance, ils furent à la tête de l'agitation au début du work-in. D'après une source de confiance, nous avons su que les dirigeants du P.C. firent rapidement savoir à AIRLIE qu'il devait se modérer car il ne devait pas croire qu'il allait faire la révolution. Il devint bientôt apparent alors, qu'AIRLIE, REID et Compagnie, se mêlaient à toutes sortes de négociations et n'étaient pas, de toute évidence, à la tête d'une révolution. En fait, il devenait clair que le P.C., comme tous les autres partis, accepterait les suggestions pour résoudre les problèmes de l'U.C.S. si le nombre des licenciements (à l'origine de 6.000) pouvaient être réduits, de sorte qu'il puisse proclamer une « victoire partielle ». Au cours des événements on a su que le P.C. voyait dans REID (2) la tête future du district du P.C. pour l'ECOSSE (un poste qu'il a déjà occupé) et un futur député du

P.C. pour la région. Pour AIRLIE, il pourrait bien devenir un sérieux concurrent de Hugues SCANLON, à la tête de l'A.E.U. (3). Si ces buts pouvaient être atteints, cela serait un moyen de refaire flotter ici le drapeau du Parti Communiste, déclinant en GRANDE BRETAGNE.

Ces buts seraient liés de près au changement actuel dans la politique du P.C. et en relation avec le futur développement du journal MORNING STAR ; ceci demanderait un élargissement de la base de soutien du journal qui serait le porte parole de la gauche travailliste dans la politique de la « voie parlementaire vers le socialisme ».

New university rector
Mr James Reid, leader of Upper Clyde shop stewards and a Communist member of Clydebank town council, was elected Rector of Glasgow University yesterday.

TIMES • 26-10-71.

TRADUCTION

Un nouveau recteur à l'Université M. James Reid, chef des shop-stewards de Upper Clyde et membre communiste du conseil du district de la Clyde, a été élu Recteur de l'Université de Glasgow (Times 26-10-71).

NOTE : Un recteur, dans une université anglaise, n'a pas le même rôle que dans une université française. C'est un poste plutôt honorifique. Mais ça situe bien le personnage.

- (1) I.S. - International Socialist - courant trotskyste anglais se rapprochant de ce qu'est en France Lutte Ouvrière, mais en plus ouvert.
- (2) Reid est déjà conseiller municipal du P.C. et le plus grand espoir du P.C. dans la perspective d'élections au Parlement.
- (3) Un des plus puissants syndicats des Trade Unions.

Plessey :

La lutte à ALEXANDRIA n'a pas eu la publicité réservée à celle de l'U.C.S. ; aussi en parlerons-nous plus en détail. Nous y ajouterons ce que des ouvriers nous ont dit pour décrire la situation.

L'usine d'ALEXANDRIA, autrefois ARGYLE MO-

TOR FACTORY, puis NAVY TORPEDO FACTORY était utilisée pour produire des torpilles M.K. 24, le principal armement des chasseurs de sous-marins. En décembre 1969, en dépit d'assurances renouvelées un an plus tôt, que l'usine avait du travail jusqu'en 1972, le gouvernement décida que

le M.K. 24 était trop compliqué à produire, de sorte que la firme G.E.C. devait se voir confier une nouvelle conception de torpille. L'usine d'ALEXANDRIA employant 1.300 ouvriers devait fermer. En mars 1970, il fut annoncé que la firme PLESSEY devait reprendre l'usine, laquelle deviendrait un des principaux centres de ce groupe de l'électronique ; 500 ouvriers devaient y être employés à la fin de cette année, et quelques cadres devaient être transférés à DALKEITH. Au même moment, l'I.R.C. donna près de 3 millions de livres (1) à PLESSEY pour investir dans des machines outils à contrôle numérique. Il est très significatif que l'essentiel des machines de l'usine d'ALEXANDRIA soit de ce type. A la fin de juillet, il fut annoncé que la torpille M.K. 24 était la meilleure du monde. Tout paraissait s'améliorer et le travail était donc garanti. PLESSEY faisait une affaire aussi bien avec l'argent de l'I.R.C. qu'avec l'usine (un terrain de 23 acres (10 hectares environ) avec 400.000 pieds carrés d'usine (environ 36.000 m²) et pour plus d'un milliard de francs anciens de machines pour le prix de base de 640.000 livres (environ 1 milliard de francs anciens). En plus, comme le groupe PLESSEY prenait le contrôle de l'usine, il était annoncé que PLESSEY avait obtenu le contrat pour fabriquer la torpille M.K. 24.

Derrière tout cela pourtant, les choses n'étaient pas toutefois ce qu'elles paraissaient être. Les cadres de l'usine avaient des difficultés pour obtenir de nouveaux équipements, même pour remplacer des machines à écrire. Quelque temps plus tard, les machines commençaient à être transférées dans les autres usines de PLESSEY principalement au Sud de l'ANGLETERRE. Bientôt les ouvriers s'inquiétèrent à juste titre, car vers le milieu de mai 1971, PLESSEY annonça que l'atelier des machines serait fermé et 440 ouvriers licenciés. La section contrôle numérique devait être ouverte embauchant 250 ouvriers. Au début de juin, il fut annoncé que toute l'usine devait être fermée et le vendredi 3 septembre la direction licencia ce qui restait d'ouvriers. PLESSEY déclara qu'il avait décidé de fabriquer les torpilles à ILFORD (3), et à cause du manque de travail, qu'il devait fermer l'usine d'ALEXANDRIA. Les shop-stewards déclarèrent qu'ils avaient la preuve irréfutable que PLESSEY avait assez de contrats pour garantir le travail à l'usine pour une période indéfinie.

Les ouvriers d'ALEXANDRIA savaient que PLESSEY n'avait jamais eu l'intention de conserver l'usine bien longtemps, qu'il ne l'avait achetée que pour le profit qu'il retirerait du marché.

Occupation

Bien avant qu'ils ne soient licenciés, les ouvriers de PLESSEY s'étaient déjà remués : ils avaient envoyé des protestations à la direction et au ministère de la Défense. Ils s'étaient mis aussi en relation avec les ouvriers des autres usines de PLESSEY ; les shop-stewards de POOLE (2) et d'ILFORD avaient accepté de lancer le boycott des machines venues d'ALEXANDRIA. Dès qu'ils se surent licenciés, les ouvriers tinrent un meeting et décidèrent de ne pas quitter l'usine. Ils allèrent à la porte principale et firent à la direction qui s'en allait une conduite de circonstance ; ils s'enfermèrent dans l'usine et en gardèrent le contrôle.

Ils trouvèrent le soutien immédiat de tous les habitants de la ville et des autres ouvriers. Ce soutien allait de la nourriture, à l'argent, et au soutien moral. Des équipes de piquets furent or-

ganisées avec des rotations pour pouvoir dormir et manger. Le matin du dimanche suivant, un meeting de masse décida de continuer l'occupation et de contrôler le mouvement des hommes et des machines dans l'usine. Le principal objectif était de s'assurer que les machines nécessaires à la fabrication des torpilles à ILFORD ne quitteraient pas ALEXANDRIA.

Quand on demanda au secrétaire de district de l'A.E.F. (autre syndicat des Trade Unions), Mc KEE, quelle était la position du syndicat vis-à-vis de la grève, il déclara que le syndicat était derrière les ouvriers mais que rien ne pouvait être fait pendant le week-end pour confirmer officiellement ce soutien de la grève, car les bureaux du syndicat n'ouvraient que le lundi matin (il est bien étonnant que les dirigeants syndicaux aient attendu de mettre les pieds sous leur bureau le lundi pour décider de leurs positions)...

(1) L'I.R.C. est un organisme d'Etat chargé de distribuer des crédits d'investissement aux entreprises ; la somme allouée avoisine 4 milliards d'anciens francs.

(2) Petit port de la Manche au Sud de l'Angleterre.

(3) Banlieue du Nord-Est de Londres à 100 km de là

Le lundi matin, la grève marchait bien : presque tous les ouvriers de PLESSEY étaient dans l'usine. Dehors, près de 50 ouvriers des usines locales s'étaient relayés au piquet de grève, et chacun attendait pour congratuler la direction. Ce furent d'abord les quelques ouvriers employés par PLESSEY au démontage de l'usine qui durent faire demi-tour. On leur dit à la porte qu'ils pouvaient entrer et qu'on ne leur ferait rien pour autant qu'ils n'essaieraient pas de toucher aux machines, sinon ils seraient traités en ennemis. Ils s'en furent sous les quolibets des piquets. Quand les cadres arrivèrent là en voiture, on leur dit la même chose. Il y eut quelques incidents amusants. A un moment, une voiture avec 4 personnes s'arrêta à la porte. Le conducteur en descendit, s'engagea à ne pas toucher aux machines et retourna à sa voiture. Les portes restaient fermées. Il sortit de nouveau, retourna à la porte et dit : « eh bien ». La réponse fut : « vous avez accepté, mais les autres n'ont rien dit ». Et chacun des occupants de la voiture dut descendre et venir donner personnellement son accord ; ils entrèrent dans l'usine, sous les cris : « dis merci », de tous les ouvriers, les uns photographiant, les autres battant lentement des mains, les autres tambourinant sur le toit de la voiture. En tout, 12 à 15 cadres entrèrent. Plus tard vinrent les garçons préposés pour le thé, pour faire du thé

aux piquets : un bon signe de soutien. Chacun s'installa pour attendre, sachant qu'il se passerait du temps avant qu'il ne se produise quelque chose de sérieux.

Quelques jours plus tard, après un entretien avec la police, la direction informa les ouvriers qu'elle allait amener de l'extérieur des équipes d'entretien. Les ouvriers offrirent de faire cet entretien, mais ils furent éconduits. Il y eut aussi une entrevue entre la police et les ouvriers. Bien que ce ne soit pas prévu par la loi en ECOSSE, les ouvriers se virent affirmer que ce n'était pas légal d'interdire le libre accès de l'usine à ceux qui en avaient le droit, et que la police donnerait sa protection à la direction, aux cadres, et aux ouvriers de l'extérieur, si c'était nécessaire. De longues discussions eurent lieu entre les ouvriers pour décider comment faire face à ces menaces.

Plus récemment, il y eut une manifestation à ALEXANDRIA pour le soutien des ouvriers de PLESSEY, à laquelle participèrent 7.000 ouvriers. Parmi les manifestants, il y avait une délégation de l'usine d'ILFORD. La direction leur avait dit que les machines d'ALEXANDRIA étaient démodées, mais une petite visite à l'usine les convainquit que c'était un mensonge. Les ouvriers d'ILFORD dirent qu'ils allaient diffuser ce fait auprès des ouvriers et du comité shop-stewards d'ILFORD.

Avoir du Bon sens :

Le lundi 6 septembre, nous (c'est-à-dire Solidarity) avons distribué ce tract aux ouvriers de PLESSEY et de l'U.C.S. :

- « avoir du bon sens
- « U.C.S.-PLESSEY : un pas vers quoi ?
- « PLESSEY : sit-in
- « U.C.S. : work-in
- « PLESSEY : prendre les machines aux patrons
- « U.C.S. : faire tourner les machines pour les patrons
- « PLESSEY : démocratie ouvrière
- « U.C.S. : bureaucratie des shop-stewards.
- « qui contrôle à PLESSEY : les ouvriers
- « qui contrôle à U.C.S. : « il ne faut pas faire de vagues »
- « un gouvernement travailliste ou la nationalisation sont-ils une solution ? demandez aux mineurs, aux cheminots, aux ouvriers de l'acier.
- « les dirigeants syndicaux peuvent-ils mener une grève active ? Demandez aux postiers, aux électriciens, à ceux de PILKINGTON, aux éboueurs. (1)
- « TOUS LES JOURS ET PAS A LA VOLONTE D'AIRLIE. Est-ce assez du meeting hebdomadaire ou bien devons-nous être consultés ?
- « les leaders sont-ils ceux capables d'avoir des idées et de décider de la politique et des tactiques ?
- « la base peut-elle mener une lutte sans les leaders ?
- « que peuvent faire les leaders sans la base ?

(1) Note d'I.C.O. : Voir le récit de ces différents mouvements dans les numéros d'I.C.O. des années 1970 et 1971.

« LA CLASSE DEVANT LES PROFITS

- « la coopération avec la direction nous apporte-t-elle un profit quelconque ?
- « la coopération avec les liquidateurs nous apporte-t-elle un profit quelconque ?
- « quel profit retirerons-nous de terminer les navires avec le fonds de grève ?
- « nous sommes dans cette situation à cause du profit.
- « est-ce les travailleurs qui doivent agir pour le sauver ? »

Reprenons les quatre comparaisons de ce tract :

1) Que les ouvriers restent unis sur leur lieu de travail est une chose très importante. Les ouvriers de PLESSEY voient que la meilleure forme d'action est d'occuper les lieux de travail et d'exercer un contrôle direct : une attaque évidente sur les droits de propriété des patrons. Ils sont ainsi réunis et peuvent discuter de leur situation, des méthodes qu'ils doivent continuer à utiliser et peuvent ainsi communiquer continuellement. Il n'y a pas dans ce cas de possibilité que des ouvriers ne soient pas au courant de ce que pensent et sentent leurs camarades.

Les ouvriers d'U.C.S. ne menacent pas pour le moment les droits de propriété de leurs patrons sur les chantiers où ils travaillent. Ils y viennent le matin et les quittent le soir ; les week-end, les chantiers sont déserts, les portes sont ouvertes et on peut s'y promener librement. Il n'est pas nécessaire d'y prévoir une présence des ouvriers, car ils n'ont aucun contrôle de leurs lieux de travail.

Cette différence se retrouve dans les rapports avec la police. A U.C.S., la police va et vient librement dans et hors des chantiers dans un landrover bien visible, et peut ouvertement se faire voir. Le work-in ne constitue pas une menace quelconque « à l'ordre et à la loi » (en d'autres termes, aux patrons, aux liquidateurs et au gouvernement). A PLESSEY, la police n'est pas visible, et elle bat froid. Elle a avisé direction et ouvriers, mais l'avis destiné aux ouvriers a pris figure d'avertissement qu'ils mettraient le paquet en cas d'affrontement direct.

2) Les ouvriers de PLESSEY tiennent les machines dont l'entreprise a besoin ; le seul équipement qui les intéressait en achetant l'usine. Les patrons ont besoin des machines, mais les ouvriers sont déterminés à ne leur en laisser l'utilisation que quand eux-mêmes auront décidé où et comment elles seront utilisées. Ils ont dit qu'ils ne voulaient pas que leur vie dépende de fabrication d'armes de guerre, mais la direction étant ce qu'elle est, les torpilles seront faites ailleurs et il n'y a pas de raison qu'elles ne soient pas faites à ALEXANDRIA, et qu'en même temps, cela leur donne du travail.

A U.C.S., les ouvriers continuent à construire des navires et à vivre des subsides tirés de la poche des autres ouvriers, ceci seulement pour amener plus d'argent dans la caisse du liquidateur. Cette forme d'action laisse les navires finis entre les mains des patrons. Leur propriété doit être encore reconnue comme telle et cela n'est même pas à l'avantage financier des ouvriers. Finalement, plus les navires s'achemineront vers leur achèvement, moins il restera d'ouvriers dont la présence sera nécessaire sur les chantiers, et moins il en restera donc pour faire pression sur le gouvernement si cela est nécessaire à ce moment.

3) Les ouvriers de PLESSEY font leur politique et prennent les décisions ensemble démocratiquement. Ces décisions sont prises avec tous ceux qui ont la même information et le même intérêt dans l'issue de la lutte. C'est un contraste frappant avec l'U.C.S. où, comme nous l'avons souligné, la véritable structure des meetings de masse est telle qu'elle inhibe toute formulation d'une opinion par les ouvriers qui sont simplement regardés comme des tampons en caoutchouc pour imprimer les décisions des shop-stewards. Les ouvriers U.C.S. comprennent de plus en plus quel rôle on leur fait jouer dans cette affaire, et en allant plus loin, ils peuvent faire pression sur leurs leaders pour prendre en main le contrôle de la lutte.

4) Pendant leur lutte à PLESSEY, les ouvriers ont modifié les méthodes habituelles des prises de décision, ce qui a transformé la manière dont leur vie de travail est organisée ; cela leur permet de faire face à la situation présente. A PLESSEY, il n'y a pas de différence entre ceux qui prennent les décisions et ceux qui les exécutent. A U.C.S., les mêmes structures anciennes de la direction restent en place pour contrôler le travail quotidien dans le « work-in », avec en plus, un dirigeant shop-steward qui l'appuie et qui essaie de maintenir les ouvriers toujours plus loin de la sphère où sont prises les décisions. En conclusion, il n'y a aucun changement dans les relations d'autorité qui sont en place depuis si longtemps...

Solidarité U.C.S.-Plessey :

Il est intéressant de regarder l'attitude des shop-stewards U.C.S. à l'égard de la lutte de PLESSEY. Quelques incidents sont particulièrement révélateurs.

Par exemple, à la manifestation massive de l'U.C.S. à GLASGOW, le mercredi 18 septembre, à laquelle prirent part 70.000 personnes, des ouvriers de PLESSEY, parmi d'autres, se joignirent au cortège. A un moment, ils s'assirent sur la chaussée et bloquèrent la rue. Immédiatement, les stewards de la marche firent la chaîne pour canaliser le reste des manifestants autour de ceux qui étaient assis et isolèrent ceux-ci en criant : « évitez ces fauteurs de troubles, c'est une marche disciplinée ». La police arriva et, voyant que les autres manifestants ne les soutenaient pas, fit déguerpir ceux qui étaient assis.

Quelques conclusions :

Que pensons-nous des arguments économiques au sujet de la rentabilité possible des chantiers U.C.S. contenue dans le rapport RIDLEY d'il y a deux ans ? Les chantiers ont-ils été délibérément sabotés entre décembre 1969 et la mise en faille en juillet 1971 ? Par exemple, on nous dit que les commandes de plusieurs navires ont été délibérément refusées au cours des 9 derniers mois. Sur le papier, il y a beaucoup de projets pour « résoudre » le problème U.C.S. et il est difficile de se faire une idée de ce qu'il en adviendra. Ce qui est clair, c'est que la base a été incapable d'imposer ses propres idées, qu'on lui a seulement demandé d'entériner les recommandations du comité des shop-stewards. Le gouvernement a monté une société pour continuer les chantiers de GOVAN LINTHOUSE. Les directeurs ont maintenant rencontré les représentants des syndicats et les shop-stewards, d'où se dégage une base pour la discussion d'une solution de compromis.

Avant la formation de cette société, les stewards disaient qu'il n'y aurait pas de négociations basées sur l'éclatement des quatre chantiers ou sur une solution qui n'incluerait pas l'emploi de la *totalité* de la force de travail. Puis REID et AIRLIE nuancèrent leur position en y introduisant un nouveau terme baptisé « proposition cumulative »... REID était d'accord que ceci pouvait être interprété comme une opération impliquant des solutions distinctes pour les différents chantiers. Dans les négociations, les stewards changeront vraisemblablement leurs positions « pas de licenciement » vers une attitude plus souple comportant inévitablement des licenciements, c'est-à-dire un peu

Quand la marche atteignit la place prévue pour le meeting, quelques ouvriers de PLESSEY essayèrent de planter leurs banderolles à côté de celles de l'U.C.S., bien en vue des caméras de TV pour donner quelque publicité à leur mouvement. Ce n'était pas à faire. AIRLIE se pencha et leur dit de partir. Comme ils insistaient, tout ce qu'ils obtinrent fut la menace d'appeler la police.

Le lundi 13 septembre, à un meeting à CHATHAM, ROSS, leader des shop-stewards des chaudronniers U.C.S. déclara qu'en dépit de leur situation meilleure, les ouvriers de PLESSEY n'avaient aucune chance de gagner (comme les ouvriers U.C.S.) car « ils n'avaient pas de direction ayant une perspective politique correcte »...

moins que les 6.000 envisagés au début. Une telle solution de compromis permettrait à AIRLIE et REID de proclamer une « victoire partielle » et le gouvernement atteindrait en même temps son principal objectif. Ce n'est que si les choses devenaient trop brûlantes pour REID et AIRLIE, sous la pression de la base, qu'on verrait alors intervenir les chefs des Trade Union dans les négociations.

N'y a-t-il pas d'autre alternative que cette négociation par dessus la tête de la base ? Les ouvriers du rang ne sont pas des idiots et beaucoup se rendent compte de ce qui se passe. Peuvent-ils lutter contre la répression des leaders tels que REID et AIRLIE, qui s'ajoute à celle des dirigeants des Trade Union, qui s'ajoute à celle de la presse, de la T.V., de la radio, et à celle du gouvernement - Les ouvriers pris séparément ont des problèmes individuels différents, c'est-à-dire les circonstances familiales, l'âge, des projets pour leur emploi futur, etc... problèmes qui influent sur leurs actes. Quoiqu'ils décideront de faire, les ouvriers d'U.C.S. devraient pouvoir le faire en pleine connaissance de toutes les informations souhaitables. Le gouvernement n'ira pas faire de concession s'il n'y est pas contraint. Les ouvriers doivent assurément utiliser des méthodes qui frappent plus durement ceux qui détruisent ainsi leur communauté de vie.

Considérant les avantages du « work-in » le liquidateur les résumait ainsi. Alors qu'on lui parlait de la décision de work-in », il déclara : « eh bien, si ce qu'ils font est de travailler de la bonne manière, je n'ai pas à m'y opposer ».

Naturellement, il ne s'y opposera pas. Il sait que dans cette société le droit au travail signifie le droit à être exploité et certainement, il ne s'y oppose pas. Un journaliste cynique a commenté : « Concentrer toute leur frustration (1) et leur angoisse dans une volonté de travailler effectivement détourne leur énergie d'autres activités plus dangereuses ».

La situation à PLESSEY est différente. Les ouvriers gardent encore tout en mains et ils peuvent le garder aussi longtemps qu'ils ne seront pas isolés. Ils ont besoin du soutien des ouvriers des autres usines PLESSEY et de celles de toute leur communauté de vie. Ils ont besoin du soutien de tous les ouvriers... La lutte doit être étendue aux autres usines PLESSEY pour amener au maximum la pression sur les patrons.

Il y a un risque que si cela ne conduit pas à une victoire, les luttes du genre de celles qui sont en cours à U.C.S. et à PLESSEY, seront discréditées en tant que tactiques de lutte. Cela ne doit pas arriver. Quelle que soit l'issue de ces luttes particulières, ces tactiques (occupation, grève du zèle) sont plus que jamais nécessaires. La loi sur les relations industrielles (2) rend les formes de grèves traditionnelles moins efficaces dans beaucoup de situations. Dans ces deux cas, les ouvriers doivent faire face à la fermeture de l'usine. Mais les tactiques utilisées sont encore plus valables dans le cas d'usines restant en activités.

A un meeting de soutien à U.C.S., à CHATHAM, les représentants des shop-stewards de l'U.C.S. (membres du P.C.) déclarèrent : « aucun sit-in n'a jamais réussi ». Nous pouvons leur dire que dans beaucoup de cas au contraire, cela a réussi. Les ouvriers de l'automobile, FLINT aux U.S.A., de RENAULT, de FIAT, peuvent nous apprendre beaucoup au sujet de ces tactiques.

Nous pensons avec Solidarity, que les ouvriers peuvent avoir une opinion, faire des propositions et des critiques, s'ils ne se reposent pas sur les chefs quels qu'ils soient qui manipulent les meetings et arrangent tout pour empêcher la base d'exister. Ceci signifie prendre les choses en mains en formant ses propres organisations de base et en se rassemblant aussi souvent que nécessaire quand on est engagé directement dans la lutte.

Nous disons que les ouvriers eux-mêmes doivent décider de l'objectif de leur lutte et que le contrôle et l'organisation de ces luttes doit rester solidement entre leurs mains. Les formes de cette auto-organisation de la classe ouvrière peuvent être très variables suivant les pays et les industries. Son contenu de base est toujours le même.

Une action conséquente pour des révolutionnaires est tout ce qui accroît la confiance, l'autonomie, l'initiative, la participation, la solidarité, les tendances égalitaires et d'action de masse, et tout ce qui contribue à leur démystification.

Une action est stérile et nuisible si elle conduit à renforcer la passivité des masses, leur apathie, leur division hiérarchique, leur aliénation, laisse les autres agir pour eux, et les manipuler quel qu'en soit le degré, même par ceux qui prétendent « agir pour eux ».

Partout, les travailleurs peuvent maintenant agir sans abandonner tout à des leaders qui, au nom de l'UNITE prennent des décisions par dessus leurs têtes. A quoi sert alors de pleurnicher à la fin du jour : « nous avons été vendus ».

(1) *Celle des ouvriers bien sûr.*

(2) *Nouvelle loi qui règlemente strictement la grève, mise au point par les socialistes (travailleurs), votée par les conservateurs, dans le but d'endiguer le mouvement des grèves sauvages.*

La brigade de la Colère

(Suite - voir ICO n° 110 . 111 - page 42)

Le fait marquant pendant le mois de novembre, après les deux explosions du week-end de la Toussaint et le luxe inouï de précautions qui a entouré le défilé de l'ouverture solennelle du Parlement par la Reine, a été le procès de Jake PRESCOTT et Jan PURDIE, inculpés d'avoir participé aux activités de la Brigade de la Colère (voir communiqué ci-dessous). A part cela, les éditeurs du mensuel OZ ont vu leurs peines rédui-

tes en appel et bénéficient du sursis (Richard NEVILLE n'est plus expulsé) ; mais la jurisprudence sur l'obscénité admet maintenant qu'un ensemble d'articles est condamnable si un seul l'est — le caractère général de la publication ne peut plus servir — littéralement — de cache-sexe. Enfin, le juge ARGYLE a révélé qu'il avait vécu le mois d'août (pendant la fin du procès) terré dans sa maison de campagne, les environs truffés

de flics en civil déguisés en jardiniers, passants, etc... Avec la nouvelle que des précautions militaires ont été prises pour le juge STEVENSON (voir ci-dessous), voilà qui en dit long sur la panique de l'Establishment et explique sans doute la sévérité du verdict... A part cela, deux rectifications sur l'article du n° 110-11 : le nombre des immigrés n'approche pas 4 mais 2 millions ; ensuite, l'auteur de l'article fait savoir qu'il n'a pas écrit, comme on le lui fait dire que « les journaux Underground ne sont plus exposés » (p. 49, 2e colonne). Les compagnies commerciales qui ont le quasi-monopole de la diffusion refusent effectivement de distribuer la plupart des publications Underground, mais elles se vendent toujours très ouvertement dans quelques lieux privilégiés. Ce qu'il fallait lire, c'est que « les journaux Underground sont plus exposés » (à la répression).

Le Spectre de la Conspiration Internationale Anarchiste se porte bien...

Après l'Italie avec l'affaire Pinelli-Valpreda, et l'Allemagne avec la bande à Baader, c'est au tour de l'Angleterre d'exhumer cet épouvantail poussiéreux. Là encore, la chasse aux sorcières, en l'occurrence la chasse à la « Brigade de la Colère », permet ou voudrait permettre d'oublier les malaises qui se multiplient et de faire passer des mesures d'exception.

Le 10 novembre, s'est ouvert à Londres ce que la presse a appelé aussitôt « le procès anarchiste ». Ian Donald Purdie, 24 ans, technicien cinématographe, et Jake Leonard Prescott, 26 ans, artisan-peintre, étaient tous deux inculpés de participation à une « conspiration » responsable, sous des appellations diverses — dont celle de la Brigade de la Colère — de 25 explosions en trois ans. Prescott était également inculpé d'avoir participé à l'attentat contre la maison de M. Robert Carr, le ministre du Travail, le 12 janvier 1971, et contre des bureaux du ministère du Travail, le 9 décembre 1970.

Il s'avéra bien vite que les seules « preuves » retenues contre Ian Purdie (*) étaient ses opinions anarchistes bien connues (et qui lui avaient valu six mois de prison pour avoir été arrêté à la fin d'une manifestation sur l'Irlande à Londres, la police l'ayant accusé d'avoir lancé un cocktail Molotov), et les rapports étroits qu'il entretenait avec Jake Prescott, qu'il avait connu en prison. Contre ce dernier, son écriture retrouvée sur des

enveloppes contenant des communiqués de la Brigade de la Colère, et surtout le témoignage de deux « moutons », à qui il aurait confié sa participation aux attentats. Ceci, alors qu'ayant lui-même une longue expérience de la vie de prison, il avait été en contact avec eux moins d'une semaine ! Il est vrai que le *Daily Mirror* (équivalent britannique de *Paris-Jour*) a offert le 14 janvier 1971 une prime de 10.000 livres sterling pour toute information aboutissant à la condamnation de l'un des responsables de l'attentat contre Robert Carr...

Enfin, sans pour autant s'abaisser à apporter des preuves matérielles, la police s'étendait complaisamment sur la découverte d'un « arsenal » dans un appartement du quartier de Stoke Newington, dans le Nord de Londres, où furent arrêtées six personnes les 21 et 22 août. Inculpés d'avoir trempé dans la même conspiration, les « six de Stoke Newington » (Jim Greenfield, John Barker, Chris Bott, Stuart Christie, Anna Mendleson et Hilary Creek) ne seront jugés qu'en janvier 1972, ce qui permettait à l'accusation d'éviter toute expertise ou interrogatoire sur cet aspect de l'affaire.

Le 30 novembre 1971, le jury rendait son verdict. Ian Purdie était reconnu innocent du chef de « conspiration ». Il était acquitté, mais une affaire de chèques, où il figure comme co-inculpé avec quatre des « six », permet de le maintenir en état d'arrestation. Jake Prescott était reconnu innocent des chefs de participation aux attentats contre Robert Carr et le ministère du Travail — ce qui revenait à rejeter les témoignages des deux moutons — mais coupable du chef de conspiration. Le 1er décembre, le juge Melford Stevenson, déclarant qu'il ne doutait pas qu'il « était l'instrument de personnages plus sinistres, et probablement plus intelligents », le condamnait à quinze ans de prison ferme.

Le maximum de peine prévu par la loi est de vingt ans ; or, après avoir connu Ian Purdie, présenté comme son mauvais génie, Jake Prescott n'avait guère été en liberté que cinq mois sur les trois ans qu'aurait duré la fameuse « conspiration » — du 17 septembre 1970 au 13 février 1971. Il est vrai que si Ian sort de milieux relativement aisés et a été élevé dans une école privée, Jake, écossais comme lui, est issu d'une famille de mineurs, a été élevé à l'Assistance Publique, et a commencé dans la vie par l'éducation surveillée et la maison de correction. Fuyant d'abord dans la délinquance à la petite semaine, c'est lors d'un de ses nombreux séjours en prison qu'il fera connaissance avec Ian — et avec l'anarchisme, la politique. C'est peut-être ce qui explique en partie la férocité de la sentence...

(*) Arrêté le 6 mars.

En fait, on croirait assister en Grande-Bretagne à un mauvais *remake* des événements italiens, à une reprise malhabile (parce que plaquée sur une situation malgré tout différente) d'un scénario qui semblait pourtant avoir fait ses preuves. Comme en Italie, on trouve, sur un fond d'explosions (106 en trois ans, dira la police) à caractère en général manifestement politique (banques, administrations, ambassades) un attentat meurtrier — ou du moins qui aurait dû l'être. En septembre 1970, un couple ramassait un sac « oublié » dans un cinéma du West End, le quartier commercial et touristique de Londres, pour le porter au commissariat. Cinq minutes plus tard, le sac explosait, détruisant leur voiture et les tuant sur le coup.

Mais si l'élément principal du scénario semble avoir — relativement — fait long feu, le reste suit, et rappelle étrangement l'Italie. Après l'attentat contre Robert Carr, un article « inspiré » de *l'Evening Standard*, le principal journal du soir londonien, affirme le 14 janvier 1971 que les soupçons de la police se portent sur « un jeune anarchiste d'origine écossaise, ayant des liaisons avec l'étranger, et qui aurait de bonnes raisons d'en vouloir à l'Espagne » — et qui aurait disparu de chez lui. La description est claire, et désigne manifestement Suart Christie, qui a fait quatre ans de prison en Espagne, et est l'un des animateurs de l'Anarchist Black Cross (la Croix Noire Anarchiste), organisme de solidarité internationale avec les groupes libertaires antifascistes. De même qu'à Milan Giuseppe Pinelli était l'un des animateurs de la Croce Nera Anarchica... Stuart Christie, qui n'avait nullement disparu, se présenta de lui-même à la police, qui le laissa en liberté... jusqu'au jour, en août, où elle crut le moment venu.

De même qu'en Italie c'est un fasciste notoire, le juge Amati, qui a été commis pour le procès Valpreda, c'est un homme sûr qu'on a chargé du procès de Jake et Ian. Candidat conservateur à Maldon lors des élections générales de 1945, le juge Melford Stevenson, âgé maintenant de 68 ans, a toujours été connu pour ses positions réactionnaires. Réputé pour être l'un des juges d'assises les plus sévères, sa célébrité date de juin 40, avec l'affaire de l'émeute de la Garden House, à Cambridge. Pour avoir trouble une réception qui avait été organisée le 13 février 1970 par l'ambassade de Grèce, huit étudiants, pris parmi les cinq cents qui y étaient allés, furent condamnés à des peines de 9 à 18 mois de prison ferme.

Le juge Stevenson opérait alors en vertu d'une vieille loi scélérate sur les émeutes, sortie des tiroirs pour l'occasion, qui permet au parquet d'éviter le procès en correctionnelle, dont les peines sont limitées en Angleterre à six mois. Loi guère plus scélérate d'ailleurs que celle sur la « conspiration » qui a servi pour Ian et Jake, et va réserver pour les Stoke Newington. Pour être condamnées en vertu de cette loi, deux personnes n'ont même pas besoin de s'être connues. Simplement, il suffit qu'elles aient entretenu avec quelque tierce personne le fameux dessein criminel connu. Une personne peut d'ailleurs être condamnée sans que ses « complices » soient connus ou même en vie. Cette loi est à rapprocher de notre propre loi sur les associations de malfaiteurs, votée en 1894 pour lutter contre les menées anarchistes, mais dont l'utilisation dans un contexte politique fut longtemps déconsidérée par le procès de Trente. Mais elle existe toujours, et d'autres du même acabit, prêtes à servir à tout instant contre tous ceux que l'appareil d'état croit une menace pour lui.

Après les 15 ans assésés à Jake Prescott (qui vient de faire appel), quel sort la justice anglaise réserve-t-elle à Ian Purdie et aux six autres prévenus dont le procès aura lieu en janvier ? La presse française n'a pas jugé utile de rendre compte du procès et de la condamnation de Prescott. Peut-être pour ne pas ternir l'image libérale de la Grande-Bretagne au moment où elle entre dans le Marché Commun ? Si une campagne d'information énergique n'est pas entreprise, les juges anglais pourront s'en donner à cœur-joie avec les sept autres inculpés.

De même que les autorités italiennes pour l'affaire Valpreda, les autorités britanniques déclarent que certains des explosifs utilisés par les conspirateurs provenaient de France. La France continue donc d'être le haut-lieu de la conspiration anarchiste internationale. Il n'est pas dit que Marcellin n'y songera pas un jour, si la situation l'exige...

Solidarité, informations :
Stoke Newington 6 Fund
c/o Compendium Books
240 Camden High Street
London N. W. 1.

Lettres d'Espagne

Les difficultés économiques et monétaires que connaissent actuellement les U.S.A. se répercutent dans chacun des Etats du monde dit « libre » (c'est-à-dire dominé par le capital américain. C'est le cas pour l'ESPAGNE. Ce que le « Monde » (28-10-71) appelle la fin du « Miracle espagnol » (1) ce sont à coup sûr, les inquiétudes du capital qui voit ses profits diminuer et l'exacerbation des rivalités entre les différents clans de la classe dominante (sous-tendus par des intérêts économiques rivaux). Mais ce sont surtout les tentatives, comme partout, de faire porter le poids des difficultés à la classe ouvrière tout entière. Les grèves actuelles (10.000 mineurs dans les Asturies à Oviedo, conflit de la S.E.A.T. à Barcelone), ne sont pas nouvelles. Quand un capitalisme a réussi à conserver des niveaux très bas d'exploitation, il tente de les maintenir à tout prix. Ce n'est pas la première fois que la police tue des ouvriers en lutte. En ESPAGNE, et ailleurs. Ce qui s'est passé à Barcelone est révélateur du niveau des luttes face à une exploitation accrue et du niveau de la répression face à ces luttes. Mais il faut replacer tout cela dans le contexte espagnol, les efforts de toute une fraction du capital pour faire le passage à froid du franquisme à une forme de « démocratie » à l'occidentale. Avec parallèlement la conquête par les syndicats « libres » (issus de leur embryon actuel que sont les commissions ouvrières) du droit de participer - comme ici - à la gestion de l'Etat capitaliste. Tout mouvement ouvrier autonome risquerait de faire sauter ces belles perspectives. La répression des luttes sert donc « objectivement » tout le monde - sauf les exploités : elle montre la nécessité d'organismes tampons - les syndicats à l'occidentale - et brise le courant autonome qui pourrait entraver le développement - bien lent - dans cette direction.

Les lettres d'ESPAGNE que nous reproduisons ci-après, outre les faits, montrent l'enchevêtrement des luttes et des conflits d'intérêts.

Fin août 1971

(Suite aux arrestations dans les milieux « gauchistes »)

« Si on oppose à la répression un front de même type, organisation de force, style de lutte et surtout militantisme hiérarchisé (francs-tireurs, imprimeurs, propagandistes, etc...), je crois que nous n'avons pas d'espoir, car ils sont beaucoup plus forts, et notre lutte quotidienne le prouve bien. Ils ont des millions de pesetas pour écraser Dieu et sa mère et sur leur terrain d'action il n'y a rien à faire...

Face à la répression, les types traditionnels d'organisation doivent se transformer. Ou encore mieux, on doit opposer l'individu travailleur conscient de l'être déjà en tant que tel, car il semble que la classe laborieuse soit organisée en vertu de sa propre situation dans l'ordre social. Apparemment les tactiques traditionnelles qui consistent à créer une supra-organisation entre les ouvriers, restent automatiquement en marge, du fait

de leur structure, et sont tout de suite repérées par la répression, lui facilitant ainsi la tâche...

La prise de conscience, déterminée par le type traditionnel de propagande ouvrière, se réalise hiérarchiquement. C'est ce que donnent à penser les arrestations actuelles. Faudra-t-il nous sacrifier pour que nos enfants, grâce à nous, atteignent un niveau plus élevé ? Non ! Cela me répugne. Ce que nous faisons c'est pour en profiter nous-mêmes, du moins sans dénouement tragique à la fin, et au diable le grand progrès de l'humanité.

(1) *Heureuse expression pour désigner la voie fasciste semi-capitaliste d'Etat du franquisme pour réaliser l'industrialisation de l'Espagne sur un minimum d'un million de cadavres et on ne sait trop combien de souffrances de 30 ans de dictature*

Septembre 1971

« Les dirigeants technocrates occupent une place importante dans ce conglomérat de groupes idéologico-politico-sociaux divisés que représente l'actuel gouvernement espagnol. Et ils montrent

un intérêt évident pour lancer carrément le pays vers l'intégration européenne.

Quelle autre perspective pourrait avoir une men-

talité consciente de ses intérêts de classe, dans les courants actuels du capitalisme ?

Qui, en Espagne, sinon les profiteurs de notre désastre peuvent prôner une politique fasciste classique qui s'oppose à cette politique d'intégration ?

La classe ouvrière espagnole, dans ses couches les plus spécialisées techniquement — qui ne sont pas encore les plus représentatives — évolue forcément vers une intégration évidente. Les influences de tous genres qui arrivent ici, nous vantent les délices du monde intégré : consommation, sécurité dans ses conséquences les plus vastes, confort, etc...

Pour toutes ces raisons, aussi bien certains groupes de l'opposition que les technocrates capitalistes au pouvoir, se retrouvent fondamentalement pour rechercher l'intégration progressive de l'Espagne dans l'économie européenne.

Mais dans la réalité, ces deux forces sont durement freinées par les résidus (nostalgiques du passé) de certains groupes dirigeants. Ces derniers, ou bien agissent pour que l'intégration se fasse à un rythme très lent (et encore avec beaucoup de réserves), ou bien disloquent le processus d'intégration en favorisant les secteurs les plus réactionnaires en leur octroyant indépendance et liberté d'action. Cela se traduit par des répressions virulentes et absurdes, qui ne plaisent pas du tout aux secteurs technocrates progressistes de droite, et encore moins à ceux qui, dans l'affaire, puisqu'ils sont les exploités, sont comme toujours les victimes propriétaires toutes désignées. On peut trouver dans la presse officielle elle-même d'abondants exemples qui illustrent cette situation.

La loi syndicale est l'un des premiers gestes sérieux destinés à tracer pour une opposition actuellement fort peu organisée, ce que devra être l'opposition dans la tâche d'intégration intérieure

et vers l'Europe. Ceux qui, à la base, profitent de cette nouvelle Loi appartiennent, d'une façon ou de l'autre, aux partis qui se structurent plus ou moins timidement, dans la clandestinité.

Leur action correspond pratiquement au même but que ceux qui, du côté capitaliste, prônent la nécessaire intégration, parce que théoriquement ou historiquement, c'est leur intérêt. Les seules divergences sont dans le rythme imposé par l'un ou l'autre secteur à ce processus global d'intégration. Les travailleurs, eux, voient clairement l'éventail de revendications pratiques qui, dans une structure sous-développée comme la nôtre, apparaissent partout ; les dirigeants, eux, sont empêtrés dans leurs propres tensions. Cela amène toute une série de conflits qui justifient les délirants rêves fascistes des plus réactionnaires et des mesures politiques qui frisent la stupidité. Expulsion de l'entreprise de ceux qui précisément représentent la volonté d'intégration plus ou moins consciente de la classe ouvrière autour d'une plateforme réformatrice. Réadmission forcée par le gouvernement de ceux qui ont été ainsi expulsés parce que le pouvoir actuel a besoin de cet encadrement de l'action revendicative ouvrière pour lui. Tout cela se déroule en même temps, dans une tension qui implique toute une gamme de conflits sur le schéma « expulsion-réadmission » et toutes les séquelles répressives.

C'est dans cette tension que se concentre tout le dynamisme de la vie politique actuelle. A la longue, c'est la question la plus importante qui, en s'étendant à tous les différents niveaux de lutte, pourra permettre de définir le degré d'avantages et de reculs dans la lutte des classes en Espagne. Les travailleurs pourront-ils tirer profit de la crise sans faire involontairement le jeu du capitalisme espagnol qui a misé sur leur propre terrain ? Quel rôle jouent les blocs de forces mondiales dans cette conjoncture ? Ces questions et bien d'autres encore définissent les différentes positions que la classe ouvrière doit prendre dans sa marche vers son émancipation. »

26-10-71 - Barcelone

La S.E.A.T. (Société Espagnole d'Automobiles de Tourisme) est une entreprise d'Etat qui construit des voitures sous licence Fiat (la même chose en moins grand que l'usine russe de Togliattigrad). La lettre du camarade Barcelone donne une version des événements différente de celle qu'en ont donné les journaux français. Après des alternatives de grève, de lock-out, de manifestations, d'arrestations et de condamnations, le mouvement a cessé. Ce qui veut dire que la lutte quotidienne continue jusqu'à la prochaine explosion, ici ou ailleurs...

Les évènements de la semaine dernière, à Barcelone, ont mis toute la police sur pied de guerre. La violence des ouvriers de S.E.A.T. était quelque chose d'inusité et la réponse était à prévoir. Bien que ce genre de répression soit habituel, l'attitude des ouvriers, elle, ne l'était pas, et cela vaut la peine de le souligner.

Tu connais la situation précaire dans laquelle se trouve aujourd'hui une bonne partie des ouvrier : c'est la guerre ouverte entre les visionnaires néocapitalistes et bureaucrates de l'Etat, et la bourgeoisie craintive devant les énormes investissements à faire.

Le personnel de S.E.A.T. travaille en 3 équipes, et un bon nombre d'ouvriers sont temporaires. Leur contrat s'est terminé et ils ont été licenciés. Il y a eu des litiges que l'Etat a portés devant les tribunaux, et ceux-ci ont obligé l'entreprise à verser une indemnité. Les palabres entre l'Etat et S.E.A.T. ont seulement réussi, après bien des douleurs, à accoucher d'une indemnité ridicule. C'est là l'origine de la situation actuelle, ce que l'on voulait éviter à tout prix était inévitable.

Les ouvriers licenciés décidés à faire un coup d'éclat sont entrés à l'équipe du matin, bien que ne faisant plus partie de l'usine. Les gardiens ont voulu les en empêcher, comme c'était leur rôle naturellement. Aussitôt les ouvriers ont annoncé qu'ils occupaient l'usine. Il est bien évident que l'initiative était partie de quelques-uns, comme on l'a souligné. Quand la police a « invité » les 5.000 ouvriers à évacuer l'usine, 600 environ seulement ont « désobéi » et se sont enfermés dans une section. La police a alors encerclé cette section et donné l'assaut, non sans peine, car les ouvriers avaient versé des bidons d'huile à machine sur le sol et se sont mis à lancer sur les policiers toutes sortes d'objets lourds, si bien que ceux-ci ont dû reculer et repenser leur attitude.

La seconde charge a eu lieu à l'aide de gaz lacrymogènes en quantités énormes. Alors les ouvriers ont commencé à détruire tout ce qu'ils pouvaient et à mettre le feu. La police a alors essayé d'éviter un incendie catastrophique et est entrée en

tirant, blessant grièvement 2 ou 3 ouvriers (plus tard, dans la rue Layetana, les ouvriers criaient que l'un d'entre eux avait été tué). Les arrestations ont été nombreuses. Dans l'usine le travail a cessé et la réaction du gouvernement, pour le moment, est de couper toute information sur l'évènement. On ne sait pas quelles mesures sont prises et les spéculations vont bon train. Tous les groupes ont participé à la création du conflit et voudraient signer l'évènement de leur sigle. On peut conclure que ce n'est là que la réaction d'un groupe de gens dans une situation insupportable et prêts à tout. On peut aussi conclure que le développement économique de notre pays ne se réalise pas avec la simple sécurité à court terme que certains essayent d'obtenir ; que le chômage ne cesse d'augmenter et que devant la situation, la crainte d'investir croît de jour en jour. Les ouvriers veulent prendre leur part de la sécurité et des biens ; ce sont aussi les buts recherchés par l'Etat, mais la réalité ne répond aux désirs ni des uns ni de l'autre, et c'est là le problème si particulier à l'Espagne.

A la prison, on a libéré des « politiques » qui avaient encore du temps à faire, et cela à cause de la situation nouvelle créée non plus par des groupes minoritaires « dirigeants » mais par les travailleurs eux-mêmes, qui répondent logiquement à la situation réelle du pays. Dans le cas présent, la répression a été théoriquement dépassée, car si cela se reproduit dans 4 ou 5 usines à la fois, il n'y aura pas assez de policiers pour entrer d'assaut comme chez S.E.A.T. : il faudrait alors utiliser la réserve de la Guardia Civil, ce qui donnerait un ton nouveau à la situation, alors qu'ici à Barcelone, au niveau du grand public populaire, on ne sait encore rien. Une compagnie de soldats réellement armés s'est promenée de 10 h du soir à 3 h du matin autour de l'usine. Manœuvres pour impressionner les familles voisines, dont les membres travaillent à l'usine ? Défi d'un secteur dirigeant que n'arrivent pas à contrôler ceux qui, depuis le gouvernement, font l'impossible pour ne pas mener à une impasse une situation qui, avec de la diplomatie, pourrait encore être canalisée ? On ne sait pas exactement mais les esprits sont échauffés et le niveau d'instabilité monte continuellement.

JAPON

Nous avons reçu un texte (en français) annonçant la création d'un *Conseil Socialiste Libertaire* éditant un journal irrégulier *Torrents* et un organe théorique trimestriel *Révolution Permanente*. Le C.S.L. se réjouit de l'évolution des dernières années qui, après l'échec des communistes de tout poil, y compris les « anti-parti », ouvre des perspectives « créatrices » au mouvement libertaire surtout depuis la dissolution, en 1968, de la Fédération Anarchiste Japonaise.

Voici quelques passages de ce texte.

ACTIVITES DE C.S.L.

C.S.L. est un centre d'initiative, d'animation et de coordination, pour créer une nouvelle société. Il y a cinq sections et un trésorier :

— *la section théorique s'occupe de la recherche théorique, de l'analyse des structures de la société, de l'organisation des réunions de recherche pour les lycéens, les étudiants et les ouvriers.*

— *la section politique s'occupe de l'analyse de la situation politique, de la proposition de lignes d'action, de la propagande et de la coordination de l'action des groupes.*

— *l'organisation de défense s'occupe de la défense de l'organisation et de l'aide aux accusés.*

— *la section presse s'occupe de la rédaction et de la publication des organes de presse.*

— *la section des relations internationales. Elle prévoit la publication d'un bulletin trimestriel en français ou en anglais.*

*Pour le moment, C.S.L. s'occupe de l'élargissement du mouvement libertaire à Tokyo. Il œuvre pour l'action commune, fondée sur l'unité idéologique. C.S.L. organise le Comité des militants, formé de représentants des groupes (principalement des étudiants et des lycéens). Le Comité des militants, à son tour, organise les réunions de discussion, les manifestations, les campagnes de propagande politique sur les problèmes immédiats. Pour épauler ces actions, C.S.L. dispose d'un journal, *Torrent*.*

C.S.L. organise régulièrement, une fois par semaine, une réunion de recherches pour des lycéens, des étudiants et des ouvriers, et parfois des conférences.

*C.S.L. organise deux fois par mois une réunion de recherche théorique pour ses adhérents, et publie trimestriellement sa revue théorique « *Révolution Permanente* ».*

C.S.L. commence à avoir des contacts avec la nouvelle tendance révolutionnaire dans le syndicat, et considère que cette tâche est la plus importante.

C.S.L. participe au comité national d'établissement des communes, pour réaliser des communes autogestionnaires.

*C.S.L. s'occupe également, avec des camarades non-adhérents, du fonctionnement de *Mugisha*, coopérative fondée après la dissolution de la Fédération Anarchiste, pour faire office de centre national de relations des mouvements libertaires, et pour publier la propagande. Cette coopérative administre un bureau, s'occupe des relations, publie une revue mensuelle, « *Rébellion* », et des brochures, organise des conférences, etc...*

Plus loin, C.S.L. donne ses idées sur la « stratégie de la Révolution ».

LA STRATEGIE DE LA REVOLUTION et le C.S.L.

C.S.L. n'apporte aucun intérêt à la simple propagande des idées, C.S.L. poursuit toujours la réalisation de la nouvelle société. Donc, tout d'abord, C.S.L. continue de procéder à l'analyse de la situation, parce que l'on ne peut prendre de mesures révolutionnaires efficaces, sans connaissances précises de la situation générale. Ensuite, C.S.L. décidera sa tragédie révolutionnaire selon l'analyse qu'elle aura faite de la situation. Mais C.S.L. n'a pas encore tiré une analyse suffisante de la situation, ni une stratégie bien définie de la révolution.

C.S.L. affirme que le système actuel présente certaines faiblesses et que la civilisation, basée sur l'idée que l'augmentation du bien-être matériel apporte le bonheur à l'homme, est en train de détruire l'homme physiquement par la pollution, et moralement par l'aliénation. De ce fait, elle va mourir elle-même.

Pour résoudre les problèmes ainsi posés, il faut établir une nouvelle société : une nouvelle civilisation qui nie les excès de l'industrialisation. Au point de vue politique, C.S.L. propose la société de la démocratie directe qui se base sur l'initiative libre et le consentement libre des individus. Au point de vue économique : la société autogestionnaire où l'organisation ouvrière administre l'économie. Et au point de vue administratif, la fédération des communes.

Pour atteindre ce but, C.S.L. affirme que la révolution ne triomphe seulement que lorsque les masses elles-mêmes s'emparent des moyens de production, et que les organisations populaires s'emparent du pouvoir politique. C.S.L. considère comme organisations révolutionnaires : le syndicat révolutionnaire, l'organisation populaire d'agglomération, l'entreprise autogestionnaire. C.S.L. estime nécessaire l'existence d'une organisation idéologique révolutionnaire.

Le caractère et la fonction de chacun de ces organismes sont définis comme suit :

1. — Le syndicat révolutionnaire :

C'est l'organisation qui se charge de la gestion ouvrière de l'entreprise dans la société future, et qui, dans sa phase actuelle, remplace progressivement le pouvoir patronal par le pouvoir ouvrier, au moyen de multiples contestations. C'est l'organisation qui met en question non seulement le salaire, mais aussi le caractère du travail, les rapports sociaux dans l'entreprise, et de ce fait, en essayant d'intervenir dans toute la gestion de l'entreprise, prépare l'autogestion, indique une voie pour rechercher le nouveau mode de travail qui remplacera le travail inhumain actuel, la

A la suite de cet envoi, un camarade d'I.C.O. a rédigé le texte suivant :

Si ce texte peut en rassurer quelques uns sur l'actualité du conseillisme et de l'anarchisme au Japon, il ne nous révèle rien de particulier sur les luttes et leur organisation. Le fameux Conseil Socialiste Libertaire analyse la situation en tant que couche sociale de pointe, ayant elle aussi son mot à dire dans l'évolution du capitalisme, et dans la perspective du capitalisme. Si les luttes ont rarement à voir avec un quelconque mouvement politique, aussi antipolitique et « authentiquement libertaire » fut-il, elles ont encore moins à voir avec les nouvelles entreprises autogestionnaires qui pointent leur nez au Japon comme dans d'autres pays industrialisés. Il faut viser une place de technocrate autogestionnaires pour voir dans ces formes de gestion et d'organisation les germes de renversement du système.

nouvelle morale fondée sur la compréhension, le consentement et la fraternité. C'est l'organisation qui promeut l'auto-éducation des ouvriers, qui pratique la démocratie directe pour préparer la société future et en même temps éliminer le pouvoir actuel.

2. — L'organisation populaire d'agglomération :

C'est l'organisation qui aura la charge d'autogérer les agglomérations dans la société future. Elle tend à substituer au pouvoir administratif, le pouvoir populaire, et elle doit préparer la société future selon les mêmes principes que le syndicat révolutionnaire.

3. — L'entreprise autogestionnaire :

Les fermes, les usines, les banques, les écoles, etc... constituées par la mise de fonds en commun et par le travail de volontaires qui refusent de vivre dans la société bureaucratique, sont les entreprises autogestionnaires. Limités par l'environnement de la société capitaliste, ces essais sont cependant précieux comme expériences de la société future.

4. — L'organisation idéologique révolutionnaire :

La révolution ne se réalise que par les organisations populaires elles-mêmes. Mais lorsque les capacités intellectuelles y font défaut, l'existence de l'organisation idéologique est indispensable. C'est l'organisation qui analyse la situation, propose les lignes d'action, et si c'est nécessaire, coordonne les activités des organisations populaires. Mais elle doit, de toutes façons, se fondre ou s'intégrer, en tant que section, dans l'organisation populaire.

**

La description sommaire des divers courants politiques japonais, faite en quelques lignes au début du texte, et que nous n'avons pas reproduite, ne nous donne qu'une idée approximative de la stratégie des politiciens dans un pays fortement industrialisé, mais justement peut-être est-ce parce que ces politiciens sont de plus en plus submergés les luttes autonomes et n'ont même plus le loisir de manifester leur inefficacité. C'est ce dont j'aurai aimé qu'un groupe japonais nous entretienne, plutôt que ces regrets envers les Zengahuren ou autres étudiants qui « ne comprennent pas la situation et ne proposent pas des solutions valables ». Heureusement que le C.S.L. est là avec ses recettes pour nous proposer un modèle d'organisation bien « animée, coordonnée et sectionnée ».

Non seulement une larme est versée contre la pollution, mais C.S.L. fait encore l'apologie du syndicat révolutionnaire, des organisations populaires d'agglomération, des entreprises autogestionnaires et de l'organisation idéologique révolutionnaire (qu'est-ce que c'est que ça ?).

Parions que ces conseillistes pourront bientôt s'exprimer dans les conseils d'administration ou d'autogestion des patrons les plus intelligents.

D'autres camarades ont fait une appréciation différente du même texte.

Le texte complet du C.S.L. ne donne en effet que peu d'informations et d'ailleurs réellement inintéressantes sur la situation des luttes sociales et des groupes politiques au Japon, et on ne peut que le regretter (1). Ce texte est en effet, avant toute chose, idéologique : c'est une plate-forme politique.

On y retrouve deux caractéristiques de deux courants de pensée, le maoïsme et le proudhonisme.

En effet, d'un côté, après tout un passage de type idéologique sur la forme de la Révolution et sur la prise en mains des moyens de production par les masses et du pouvoir politique par des organisations révolutionnaires (non définies), on trouve un long passage sur l'autogestion de secteurs restreints à l'intérieur du système capitaliste qui rappelle les théories coopérativistes du XIXe siècle.

Ce côté proudhonien s'accompagne de résonances maoïstes lorsqu'il est question de « l'organi-

sation qui analyse la situation, propose les lignes d'action et si nécessaire coordonne les activités des organisations populaires. Mais (qui) doit de toute façon se fondre ou s'intégrer en tant que section dans l'organisation populaire ».

D'ailleurs, ce côté « maoïste » — c'est-à-dire l'adhésion à l'idée léniniste de fournir aux masses la théorie et la conscience, la coordination, qu'elles sont incapables d'élaborer elles-mêmes, même si elles en ont une connaissance confuse — a déjà existé chez de nombreux anarchistes (par exemple nettement à la Fédération Anarchiste Ibérique (F.A.I.) en Espagne) et de ce point de vue le texte reste dans une tradition bien définie.

Quant au programme « autogestionnaire » qu'il se fixe, il faut se rappeler l'existence au Japon d'un secteur important d'artisans et de petites entreprises très paternalistes, voir corporatistes, si bien que la survivance de petites communautés égalitaires de production n'a rien d'impossible, *à priori*.

Mais est-il nécessaire de voir là une visée vers « une place de technocrate autogestionnaire » même si, bien entendu, il ne s'agit pas de « germes de renversement du système » ?

(1) Pour avoir un panorama des groupes politiques et du mouvement étudiant au Japon, on peut consulter l'ouvrage de B. Beraud « La gauche révolutionnaire au Japon » (le Seuil-Coll. Combats) Mais d'une part, il n'y est fait mention que des groupes léninistes et seul, un très bref chapitre traite des syndicats, d'autre part, on n'y trouve pratiquement rien sur les luttes ouvrières au Japon et leurs formes organisationnelles.

La Guerre et le Capital

EXTRAITS DU MONDE 5-6 décembre 1971 :

Page 1 : 6 colonnes à la une : « la guerre entre l'INDE et le PAKISTAN »

Page 32 : « la semaine financière »

« les matières premières... métaux non ferreux... Les places commerciales ont réagi favorablement... Un regain de tension internationale (Moyen-Orient, évolution du conflit indo-pakistanaï) a ainsi contribué au raffermissement des cours...

« Bourses étrangères » : New-York forte hausse - Allemagne : vive reprise... Londres au plus haut depuis 1969. hausse sensible des valeurs industrielles - Tokyo : ... pour la première fois depuis dix ans Heiwa Estate a franchi la barre des 400 yens, etc...

NOTE D'I.C.O. : Soulignons que les commentaires essaient d'insinuer hypocritement que cette allégresse capitaliste devant les perspectives de hauts profits de la guerre serait en partie due à un accord inexistant des grandes puissances sur la dévaluation du dollar.

La vie quotidienne des travailleurs dans les boîtes et ailleurs

La Grande Bretagne et le Marché Commun (11-71) - Lettre de Londres)

« On nous rabat les oreilles de partout à cause de l'entrée dans le Marché Commun. Les firmes françaises inondent les canards anglais de réclames. Il y a même eu une « manifestation de masse » à Trafalgar Square. Ils étaient à peine

5.000 malgré les renforts des bonzes syndicaux et du P.C. de toute l'Angleterre pratiquement. Et les bonzes du P.C. défilèrent joyeusement à côté des fascistes du National Front (un genre d'Ordre Nouveau)... »

Les grèves de la région de Liège (Belgique) (30-11-71 - d'un camarade belge)

« ...Toutes syndicales, sans rien qui paraisse vouloir dépasser le sommet. L'aspect positif à long terme, c'est que cela vide la caisse des syndicats (1) : ainsi les employés de la sidérurgie liégeoise sont en grève depuis près de 15 jours

(6.000 types à payer) et les ouvriers (20.000) sont en chômage technique (le syndicat complétant l'indemnité officielle à concurrence du salaire complet). La F.N. (fabrique d'armes) est aussi en grève... »

La mort d'un ouvrier (octobre 71)

Un ouvrier de la presse a été électrocuté dans la nouvelle imprimerie du journal « Le Monde » à Saint-Denis. Après les fleurs, les pleurs hypocri

tes, les minutes de silence, voici ce que donne la mort d'un travailleur derrière les portes feutrées des patrons, des comités, etc...

LE PATRON (au comité d'entreprise)

« M. remarque qu'après cet accident, deux conclusions d'ordre général s'imposent : premièrement, même les entreprises les plus modernes ne sont pas à l'abri d'accidents puisque c'est dans l'entreprise de presse la plus récente de Paris que s'est produit l'accident le plus grave ; deuxièmement, même dans les entreprises où le profit n'est pas la raison d'être - comme c'est le cas du Monde - des accidents peuvent se produire et l'on se rend compte de la nécessité d'assurer la primauté à la vie des hommes.

Puis M. rend compte au C.E. des circonstances du drame. D'après les rapports des experts, cet accident est dû à l'omission de raccordement à la terre d'un tube d'éclairage fluorescent au-dessus d'une sortie des rotatives.

Le Monde a immédiatement déposé une plainte contre X et une enquête a été aussitôt ouverte pour établir les responsabilités de l'accident.

Le lendemain de l'accident, une réunion du Comité Interprofessionnel d'Action et du Comité d'Hygiène et Sécurité s'est tenue à Saint-Denis, à l'issue de laquelle il a été décidé de reprendre le travail, le jour même, sous trois conditions :

- la vérification des installations électriques dans les quatre jours, comme l'avait demandé l'inspecteur du travail,

(1) Positif à cause de l'extrême degré d'intégration des syndicats en Belgique (voir en particulier : « l'organisation de la lutte des classes dans la grève du Limbourg » et le n° 97-98 d'I.C.O.).

- la disparition de l'entreprise chargée des travaux électriques,
- la présence d'un représentant du service électrique du journal au cours de toute discussion traitant des installations électriques.

L'INSPECTEUR DU TRAVAIL

a également demandé le registre de vérifications des installations électriques ; nous lui avons expliqué que nous étions dans une période de fin de travaux et dans une phase de transfert des responsabilités et que de ce fait nous n'avions pas encore pris en charge un certain nombre de formalités administratives telle que la tenue du registre.

LE PATRON

Le conducteur de travaux et le chef d'équipe de la maison X* affirment avoir reçu l'ordre d'un de nos cadres de brancher les lampes incriminées à la terre, et d'avoir transmis cet ordre à l'ouvrier chargé du travail. C'est un problème grave qu'une entreprise importante confie des installations qui mettent en jeu la vie des travailleurs à du personnel incompetent.

UN DELEGUE JOURNALISTE

En tant que journaliste et associé, je me sens solidaire de la direction, donc responsable, mais je constate que quelquefois les directeurs de journaux et plus généralement les directeurs d'entreprise ont tendance à oublier la sécurité des travailleurs et à ouvrir des usines avant qu'elles soient terminées, par souci de rentabilité, sans trop se préoccuper des règlements à respecter.

Il aimerait savoir si l'ouvrier auquel on a confié le travail était embauché au titre du « travail temporaire » et dans ce cas propose que le C.E. fasse une démarche auprès du Ministère du Travail afin d'accélérer la réglementation sur le travail temporaire qu'il promet depuis longtemps.

UN PERMANENT C.G.T.

Nous aimerions connaître d'une part, les noms du chef des travaux et du chef d'équipe de la maison X, et d'autre part savoir depuis combien de temps travaillaient-ils sous les ordres de M. B. ?

Le PATRON

donne le nom des deux personnes et répond qu'en principe, les ouvriers de l'entreprise en cause n'étaient pas sous la responsabilité ou la dépendance de cadres du journal.

LE PERMANENT C.G.T.

Nous pouvons dire que les deux personnes dont vous avez cité le nom travaillent depuis de nombreuses années en collaboration avec M. B... Néanmoins leurs qualités professionnelles sont reconnues par tous. Mais nous n'entendons pas que ce soit le simple compagnon qui porte la responsabilité de cet accident, et si cela semblait être le cas, nous serions solidaire du petit exécutant.

NOTE D'I.C.O. : Toutes les citations sont extraites du rapport de la réunion du Comité d'Entreprise du journal « Le Monde » du 25 octobre 1971.

LE MEME PERMANENT C.G.T.

a donné dans le bulletin du syndicat le texte de son intervention au cours de la réunion du Comité Interprofessionnel d'Atelier - CIA-Direction.

« Nous pouvons dire que l'équipement productif clicherie et rotatives a suivi le modernisme propre à assurer une production moderne et rapide, ceci avec les garanties de sécurité pour que celle-ci puisse sortir...

Parallèlement, grâce à l'action du C.H.S. appuyé par notre C.I.A. C.G.T., se sont mises en place les conditions matérielles de pouvoir travailler dans un environnement favorable à remplir sa tâche.

A cela plusieurs fois certains camarades ont penché pour avoir une véritable équipe d'entretien et de travaux intégrée à l'entreprise avec de véritables responsables...

Des camarades des entreprises extérieures travaillent avec des salaires défiant toute concurrence. On fait appel à une main-d'œuvre bien souvent sous-qualifiée.

On leur demande de travailler dans des conditions anormales : heures supplémentaires à n'en plus finir (non rémunérées à leur taux). Si les ouvriers de ces entreprises subissent ces choses, il faut bien manger.

A part cela, la direction de l'entreprise a les mains nettes à l'intérieur avec ses ouvriers. Mais avec les autres, ce n'est plus ses problèmes. Et si nous posions la question à savoir - et là je ne veux pas généraliser - si nous n'avions pas d'organisations syndicales aussi fortes, qu'advierait-il ?

Emploi, patronat et syndicats dans l'Est

SELESTAT : CRISE DE L'EMPLOI

A la suite du dépôt de bilan par la filature de Selestat et les établissements SOFASIC (voir Agalsi n° 2, 23 octobre), la situation de l'emploi se dégrade rapidement et devient critique dans la région de Selestat. Amorcée en 1968, cette dégradation n'a fait que s'accroître depuis, malgré le climat d'insouciance et l'illusion de prospérité qui régnaient à Selestat. Quelques chiffres le prouvent : depuis 1968 aucune implantation d'industries dans la région, mais par contre des fermetures d'usines se succédaient : 1968 le centre E.D.F. ; 1969 les établissements Marchal à Chateaufort ; 1970 répression dans la vallée de Villé ; 1971 dépôt de bilan des établissements SOFASIC et de la Filature.

Parallèlement à cette crise de l'emploi et venant l'aggraver, l'essor démographique, lui aussi, aurait dû faire tirer la sonnette d'alarme : de 68 à 72, l'accroissement de la population dans la région est de 5 % par an. Les jeunes représentent 36, 8 % de la population, chiffre plus élevé que la moyenne alsacienne (33,7 %) qui est elle-même déjà plus forte que la moyenne nationale. Résultat : 25 % de la population active travaillent hors du canton, dont 442 frontaliers en Allemagne.

Aucune subvention pour des implantations nouvelles n'a été accordée. Le patronat local, désireux de conserver ses positions, a toujours refusé une politique d'industrialisation et a entretenu cette situation en pratiquant une publicité tapageuse sur les offres d'emplois, rendue possible par une rotation très rapide de la main d'œuvre dans les entreprises existantes.

Actuellement, la situation est tellement alarmante que ce même patronat a brusquement inversé ses positions : la crise non résolue devant entraîner la mort de la région à plus ou moins longue échéance et risquant aussi de devenir explosive, il demande une politique d'industrialisation.

Quant à l'union locale C.F.D.T., elle demande la création d'une zone industrielle et artisanale de surface suffisante, d'une infrastructure routière, d'une grosse industrie à Markolsheim et de moyennes industries à Selestat, ainsi que la diminution de la durée du temps de travail (40 heures) sans perte de salaire, et la retraite à 60 ans ; ces

mesures devant résoudre la crise immédiate, il est nécessaire, selon la C.F.D.T., de créer une commission de sauvegarde de l'emploi et d'industrialisation de la région de Selestat, avec la participation des syndicats.

Quelques précisions sur le dépôt de bilan SOFASIC

La SOFASIC, filiale de la filature de Selestat, ouvre en 1969. En 1970, la direction se rend compte de la mauvaise gestion de l'entreprise et licencie ceux qui doivent en être les responsables, soit 12 personnes en novembre de la même année. Mais l'affaire n'est pas réglée, aucune gestion réelle de l'entreprise n'est instituée. Et ce sont des erreurs dans les envois de commande (exemple : deux salons sont expédiés à un client qui n'en a payé qu'un) et dans la tarification (exemple : un salon dont le prix de revient est de 1.300 F est vendu 1.100 F). Et récemment le P.D.G. offre un prototype de fauteuil à Mme Pompidou, ce qui empêche le démarrage de la fabrication de ce fauteuil. En un an, cinq personnes se succèdent au poste de directeur de gestion.

En avril 1971, les travailleurs se mettent en grève pour exiger la démission du dernier directeur de gestion. Ils obtiennent satisfaction.

Depuis septembre 1971, plus de livraisons de matières premières. On effectue seulement quelques commandes destinées à compléter le stock afin de pouvoir le liquider.

La direction annonce alors une diminution d'effectifs de 25 personnes. Après discussion avec les délégués syndicaux, un accord conclu : 25 volontaires quittent l'entreprise avec indemnité de licenciement et prime de fin d'année. C'est à ce moment là que le dépôt de bilan intervient et que la direction ne cache pas les 6 millions de NF de déficit (maison-mère et filiales) et son intention de faire mourir l'usine de Selestat afin que sa valeur soit au plus bas et pouvoir ainsi lui trouver un acheteur.

A noter aussi : dans cette usine, les conditions de travail étaient telles que, dès 1969, se produisit un départ massif des travailleurs alsaciens. La direction avait alors fait venir de nombreux portugais à la filature.

(extrait de Agalsi n° 5, 14-11-71)

19 JOURS DE GREVE AUX ETABLISSEMENTS GLUCK (MULHOUSE)

Ne voyant de la lutte des classes que ce qu'elle persiste à vouloir considérer comme du brigandage et du vandalisme, la presse régionale a fait des gorges chaudes de l'occupation, le 28 octobre, du musée automobile privé des industriels SCHLUMPF par les ouvriers en grève.

En effet, après dix jours de grève et de vaines revendications, la section C.F.D.T. des établissements GLUCK et les ouvriers décidèrent d'aller ensemble admirer les Bugatti et autres voitures de haut prix peu à peu ammassés par leurs patrons et qu'ils avaient largement payés de leur sueur.

Tous étaient donc, ce jeudi soir, devant les usines Heilman-Koechlin à Mulhouse, où les frères Schlumpf avaient laissé leurs merveilles valant 6 milliards anciens, avec 35 personnes payées à plein temps pour les bichonner. Dans une allocution préliminaire, M. Staedelin, secrétaire général de l'U.D.-C.F.D.T. du Haut-Rhin, annonçait la fin de non-recevoir qui lui avait été opposée par les frères Schlumpf lors d'une tentative de négociations menée sur le territoire de la Suisse. Face à des C.R.S. et flics locaux présents en force pour empêcher la lèpre populaire de contaminer les joujoux patronaux, les manifestants se mirent à escalader une grille, puis l'ouvrirent tandis qu'une cinquantaine d'autres enfonçaient un rideau de kèpis pour les rejoindre à l'intérieur, dirigeants syndicaux en tête. Tous s'installaient dans la cour et le préfet Escande, après s'être fait prier, demandait un délai d'une demi-heure pour joindre les frères-patrons. La nouvelle d'un nouveau refus se propageant vers 21 heures, les leaders de la C.F.D.T. invitèrent les grévistes à quitter les lieux jusqu'à une prochaine manifestation, bien que quelques uns, décidés à rester, aient commencé à allumer un feu de camp. Mais la lutte menée par les ouvriers de Gluck ne saurait être résumée à cette explosion de colère contre un symbole de leur exploitation.

La discussion, plus ou moins fructueuse, était encore possible jusqu'à ce que deux frères venus de Suisse rachètent l'entreprise en juin dernier. La filature Gluck, malgré le déclin des textiles dans le Haut-Rhin, était une bonne affaire pour un patron de combat comme Fritz Schlumpf : elle possédait le monopole régional de la laine peignée. Parmi les ouvriers qui changeaient de mains avec murs et matériel, la C.F.D.T. avait, elle, le monopole de la représentation. Mais ce n'était pas suffisant pour s'entendre avec le nouveau patron qui refusait toute augmentation de salaires bien que « les affaires marchent bien », comme il l'avait clamé lui-même après avoir repris l'usine. Et Fritz de refuser les 5 % revendiqués et déjà accordés par un accord national à tous les travailleurs du textile...

Le 6 octobre (communiqué aux Dernières Nouvelles d'Alsace publié seulement le 20), les syndicats C.F.D.T. de l'habillement-cuir-textiles (HACULTEX) se réunissaient à Sélestat. Au programme : « étudier les problèmes communs des travailleurs (euses) de ces professions ». La décision fut prise de créer une Union Régionale pour rechercher un renforcement et une plus grande efficacité. Après consultation de ses sections, la C.F.D.T. HACULTEX signait l'accord national, tout en ajoutant quelques précisions :

— 1) Que cette signature porte sur l'augmentation de salaires devant garantir le pouvoir d'achat des salariés du textile face à l'augmentation du coût de la vie (au minimum 0,30 de l'heure)

— 2) Que le problème de rattrapage vis-à-vis des autres professions restait entier et que ce deuxième volet de notre revendication reste posé entièrement (revendication de 0,40 F à ce titre).

La C.F.D.T. engageait donc ses sections syndicales à poser ce problème avec force dans les entreprises, ce que celle de Gluck fit bientôt, demandant 40 cts à celui qui avait déjà refusé d'accorder 5 %. Après refus, les ouvriers informés réagirent. Le 18 octobre, Fritz Schlumpf, entouré de ses collaborateurs, recevait les représentants syndicaux avec mépris. « Vous pouvez faire grève, leur disait-il, j'ai le temps », ajoutant quelques menaces de renvoi et de fermeture de l'usine. La grève était décidée le lendemain à bulletins secrets, cette décision obtenant chaque fois la majorité lors de trois votes successifs :

— pour « féliciter le personnel de son attitude courageuse et de son unanimité dans l'action »,

— pour « dénoncer les frères Schlumpf qui, fidèles à leurs habitudes, refusent de négocier et de discuter, et montrent ainsi leur mépris de leurs salariés »,

— pour dire que « la richesse inouïe qu'ils ont accumulée l'a été uniquement sur le dos du personnel »,

— pour « dénoncer l'attitude de l'association patronale du Haut-Rhin qui recommande une attitude ferme alors que les accords d'entreprise sont devenus la règle générale ».

Le vendredi 22, c'était une nouvelle réunion d'information devant la porte de l'usine ; le 28, les grévistes exaspérés assiégeaient le musée privé de Schlumpf et se heurtaient aux C.R.S. casqués et bottés. Devant le silence persistant des deux frères réfugiés dans leur pays, ils réitéraient le 4 novembre sans plus de résultat, renonçant devant le mur de C.R.S. qui leur était de nouveau opposé. Certains restèrent et tentèrent une action de front, si bien que les flics chargeaient à 19 h 30, une demi-heure après la dissolution et emmenaient des manifestants au commissariat. Ils furent libérés peu après sur l'intervention de la C.F.D.T., mais « ils n'étaient pas du syndicat », nous dit-on au secrétariat départemental de Mulhouse.

Le lendemain matin, vendredi 5 octobre, une majorité des deux tiers se prononçait pour reprendre le travail dès le lundi 8. La grève des ouvriers de Gluck aura duré 19 jours, sans aucun résultat.

(extrait de Agalsi n° 4, 6-11-71
1, rue des Vaux - 67 Strasbourg)

Les luttes dans les entreprises

Dans d'autres publications

Nous reprenons sous ce titre la rubrique « Publications » que nous avons abandonnée, mais limitée aux informations sur les luttes dont la « grande presse » parle de moins en moins. Notre idée est de parvenir sous ce titre à un débat critique et il est évident que nous n'y parviendrons pas du premier coup.

ANARCHO-SYNDICALISME 12, rue Béchade, 79 Chef-Boutonne

N° 110 CLARK (STRASBOURG) : 15 jours de grève dans une filiale d'un important trust de manutention et travaux publics embauchant 400 ouvriers et 100 employés et cadres — boîte rachetée par les américains — expension formidable réglée sur travail au rendement, heures supplémentaires, dans un vieux cadre et avec de vieilles méthodes.

Salaire = part fixe + part variable dépendant de la production suivant types et quantités de matériel.

Suite à une baisse du boni, les ouvriers horaires se mettent en grève illimitée en demandant : suppression du boni, son remplacement par prime fixe de 150 F par mois. Devant le fait accompli, la C.G.T. tente de joindre à cela d'autres revendications de caractère plus général (perches au patron pour céder sur quelques points et obtenir d'apparentes victoires secondaires). Après dix jours de grève, occupation décidée — poursuite judiciaire contre les occupants — la C.G.T. éjecte

le piquet d'occupation, tandis que le juge se déclare incompetent. Après 14 jours de grève : protocole d'accord syndicats-patron qui ne touche pas au travail au rendement. C.G.T. impose vote à bulletins secrets — prolongation votée — C.G.T. organise la reprise du travail de ceux qui sont touchés par les miniconcessions patronales — découragement — Après 15 jours de grève, reprise du travail. Les mensuels qui voulaient continuer sur leurs propres revendications sont entièrement lâchés par les syndicats et reprennent le lendemain.

— A.V.S. (RICHEMONT) : travail temporaire. 1.000 ouvriers, immigrés, sans qualification. foyer d'hébergement = taudis. Loyer porté à 180 F par mois pour éjecter les gars afin de les raser pour raison d'urbanisme. Grève des habitants du foyer travaillant à l'A.V.S., sauvage, à l'unanimité, sans syndicats. L'occasion est saisie pour mettre en avant d'autres revendications. Après 8 jours de lutte, le patron lâche : 0,40 F heure et augmentation de la prime de panier, contrat de relogement, garantie, stabilité et permanence de l'emploi.

PEUPLE BRETON (n° 93) B.P. 713 Reims

— « Apre lutte de classes chez les électriciens Sud à Brest », entreprises Electric-Flux, C.S.E.E. et E.G.E. : bilan des luttes menées depuis 1956 jusqu'à juin 71 où plusieurs déclenchements de

grèves illimitées avec occupation provoquent la réunion d'un comité paritaire et l'obtention d'un alignement sur la « réparation navale A.F.O. ».

LUTTE OUVRIERE, 54, rue M. le Prince, Paris 5e

N° 149 (GOUGNE-POURGON (PARIS) : 1ère grève dans l'entreprise avec comité de grève non élu mais représentatif, et occupation. Revendications : OS 1200, C1 1320, C2 1440, C3 1540. L'Union régionale de la construction C.G.T. laisse le mouvement dans l'isolement le plus complet. Après 8 jours de grève reprise du travail sur contre-propositions patronales : augmentation de 0,20 à 0,80 F de l'heure selon les catégories.

de fers à repasser, 45 ouvriers dont 18 femmes, tous immigrés, payés sous le S.M.I.C. : hommes 850 F et femmes 750 F pour 50 heures. Conditions de Sécurité vitales non respectées.

Grève illimitée, élection comité de grève, revendication : 200 F de plus par mois (sans changer les primes), le 13e mois, incorporation des primes dans le salaire et revendications matérielles (douche, réfectoire, chauffage, etc...), sans oublier le paiement des heures de grève. 2 heures après le

N° 150 NOVEX-SIEBERT (PARIS 20) : Entreprise

début de l'action, le patron cède sur les revendications les moins coûteuses, puis organise un vote, malgré la protestation du comité de grève — les femmes votent la reprise — les ouvriers poursuivent le mouvement pendant 15 jours à l'issue desquels le patron paie 443 F de l'heure avec incorporation des primes, une augmentation de 6 % au 1er juillet et de 2 % en octobre, diminutions d'horaires planifiées sur la convention collective de la Métallurgie.

— AQUITAINE-ORGANICO : Avec les revendications

« augmentation de 100 F pour tous, révision des classifications, 40 heures et retraite à 60 ans », 90 % du personnel se met en grève illimitée. Assemblées tenues tous les jours avec tous les grévistes, mais l'usine reste isolée du complexe de Lacq où ne sont organisés que des collectes et un débrayage d'une heure, 2 semaines après ! A l'Aquitaine, les syndicats jouent sur cet isolement pour saboter la grève. La direction accorde : augmentation de 3 %, prime de 100 F fin juin et accompte sur les heures de grève remboursable. La grève qui a duré du 1er au 17 juin est un échec.

CAHIERS DE MAI (n° 32) 72, rue du Château d'Eau, Paris 10e

— Après l'échec de la grève de juin, des cheminots de Paris Atz posent 3 questions.

— Berliet Venissieux : réflexions après la grève des ouvriers des moteurs.

LE PROLETAIRE (n° 110) B.P. 375 Marseille-Colbert

— Grèves de plus de 2 mois au CHANTIER NAVAL DE CAMMEL LAIRD (Grande-Bretagne). Publication d'un article des militants marxistes-révolutionnaires groupés autour de « Class Voice ».

Le gouvernement conservateur n'entend plus subventionner un groupe de chantiers navals dont la rentabilité n'est plus assurée. C'est la loi inexorable du capitalisme d'abandonner les branches

d'industrie où le taux de profit est descendu largement au-dessous du taux moyen, et le gouvernement bourgeois, de quelque teinte politique qu'il soit, n'a pas d'autre politique que d'obéir aux impératifs économiques du Capital. La réplique imaginée par les travaillistes et les syndicalistes officiels est caractéristique de leur fonction authentique et permanente de défenseurs acharnés du Capital.

Chomage, retraite, scolarité, service militaire, femme au foyer, etc...

Les échos des boîtes transmis par les copains montrent que la situation économique mondiale commence à se répercuter réellement en France. On ne sait pas trop, souvent, dans tout ce qui perturbe la vie quotidienne des travailleurs ce qui est dû à la réorganisation du capitalisme (c'est-à-dire à sa modernisation pour faire face à la concurrence) ou à la chute des ventes entraînant une réduction d'activité.

SACLAY (C.E.A.)

Le service informatique doit être « cédé » à une société privée, la FRANLABT. Cela fait partie du démantèlement du C.E.A., les 120 techniciens doivent suivre, pas mécontents au début, mais hostiles maintenant depuis qu'ils ont vu quels salaires leur seraient payés. Pour une fraction des dirigeants, l'hostilité à cette décision gouvernementale s'explique par le fait que la nouvelle société d'informatique serait une des plus puis-

santes de France : certains intérêts se secouent. La C.G.T. défend comme d'habitude la nationalisation : il lui faut trouver un appareil solide si par hasard la « voie parlementaire vers le socialisme » l'amenait à gérer le capital en France. Tout cela explique que la grève du 1er décembre parait due autant à l'action de base qu'à l'action syndicale ; dans cette action on devine l'existence d'intérêts divergeants, ce qui présage bien sûr les magouillages habituels.

I.B.M. FRANCE (trust américain)

De l'informatique, en pointe jusqu'à présent, à la fois quant aux techniques et quant à l'expansion, n'embauche plus depuis un an. Et incite à partir ceux qui le veulent. Crise de l'informatique,

les boîtes étant saturées d'ordinateurs, ou crise du dollar, ou compétition accrue des autres boîtes d'ordinateurs ? A coup sûr une mutation économique qui peut englober tous ces facteurs.

RENAULT à BILLANCOURT

On trouve une sourde inquiétude quant à ce qui peut venir. On parle de réduction d'horaires, mais on a peu d'informations (les ateliers d'outillage chômeraient un jour par semaine en janvier). Il semble que, forte des expériences des récessions des années passées, la R.N.U.R. réduise au maximum les stocks de bagnoles. La pré-retraite dont les journaux ont parlé, ne concerne pour l'instant que 300 ouvriers de la Division des Machines Agricoles (D.M.A.) au MANS; secteur en perte de vitesse depuis deux ans. La R.N.U.R. construit d'autres usines dans le Nord notamment, une avec Peugeot, une avec Volvo. Bien sûr tout cela réduit les fabrications à Billancourt. Quant aux restrictions d'importation aux U.S.A.

et à la crise du dollar, Dreyfus a déjà pris les devants dans une lettre au personnel annonçant les conséquences possibles. La C.G.T. et le comité d'entreprise ont bien pavosé à la venue de Brejnev et à l'accord pour la construction de l'usine de la Kama. Mais c'est sur le papier pour l'instant. Et pour serrer ses coûts de production, la R.N.U.R. renforce la discipline et accroît les cadences. La retraite à 60 ans, c'est l'agitation C.G.T.-C.F.D.T., avec la chute électorale. F.O. est contre la grève, ça ne lui coûte rien. De toute façon, ça ne remue pas les ouvriers. Comme toujours, la hantise du chômage, ça ne rend pas combatif ; au contraire, syndicats et dirigeants s'entendent pour en rajouter — à rassurer — ce qui fait encore plus peur.

DANS LE LIVRE

Ça fait un bout de temps qu'on parle de récession, licenciement, chômage, les boîtes ferment. En réalité, cette situation paraît plus due à l'évolution des techniques qui accroît considérablement la productivité. La C.G.T. n'organise rien, et comme elle contrôle étroitement l'embauche, sa seule préoccupation est de faire fonctionner son service de placement pour les boîtes capitalistes, en cherchant des recettes pour le reclassement des licenciés.

A part ça, elle appelle à participer à la journée

d'action pour la retraite à 60 ans. Pas emballant cette journée, mais dans une petite boîte du Labeur sur 50 on s'y retrouve 10 pour... tirer, en y arrivant, un vendeur de ROUGE des pattes d'une dizaine de jeunes du P.C. (étudiants on pense) qui allaient lui faire un sort. On a essayé de gueuler des slogans pas conformes. La petite guerre avec les bonzes syndicaux apprend quand même à ceux qui sont là, ce que sont les appareils. Et on en parle après au boulot. Ça ne va pas loin, mais chaque chose apporte sa leçon. Il doit y avoir aussi une autre manifestation contre les licenciements dans le Livre. On en reparlera.

LES BOITES DE SAINT-DENIS

Les boîtes de Saint-Denis, rapporte un copain de JEUMOT-SCHNEIDER, ont été conviées à « lutter contre les licenciements ». Là aussi ça dure depuis un moment, et on ne sait si ce sont des boîtes qui décentralisent ou des boîtes qui ferment à cause de la récession.

Le cas le plus récent et le plus marquant est le licenciement de 1.000 travailleurs à Roussel Uclaf.

L'annonce de ces licenciements a provoqué une manifestation spontanée de plusieurs centaines de travailleurs devant le siège de Roussel à Paris où ils furent reçus par les flics.

A ces manifestations parties de la base, la C.G.T. et la C.F.D.T. opposent des manifestations locales autour d'un comité de défense de l'emploi formé des unions locales des syndicats. Le sens politique et électoral de ce que proposent les syndicats est évident.

Lors de la visite de Pompidou à Bobigny, le 18 novembre, cette rupture entre base et syndicats n'est même pas dissimulée (la C.F.D.T. avait soutenu une suggestion d'aller accueillir Pompidou à la Préfecture).

Extrait d'un tract C.G.T. du 16-11-71 :

« ...Certains travailleurs auraient souhaité participer à une manifestation ce jour là pour montrer leur colère à propos du projet de fermeture de l'usine.

« Les responsables de notre organisation syndicale ont longuement discuté de cette question.

« Conscients justement de leur rôle de responsables et compte tenu du programme de la visite présidentielle, ils ont décidé de ne pas appeler à manifester le 18.

« Nous savons seulement que Pompidou doit s'arrêter seulement 20 minutes à Bobigny et qu'un important dispositif policier interdira tout accès. La Seine-Saint-Denis n'est pas la Bretagne. A Brest il était prévu une prise de contact direct de Pom-

pidou avec la population. Ici, rien de semblable. Tout se passe à l'intérieur de la Préfecture, et à 9 heures du matin, heure peu favorable pour organiser un rassemblement de masse, alors qu'il faudrait la présence de milliers de travailleurs pour donner un certain retentissement à une telle manifestation.

« Notre rôle c'est d'organiser la lutte pour le maintien en activité de l'usine, ce n'est pas de faire matraquer les travailleurs. »

. . .

« Il est facile de lancer des mots d'ordre aventuristes, il est plus difficile de préparer des actions payantes aux objectifs bien définis. »

Dans la motion que la C.G.T. propose d'aller porter à la préfecture et au Conseil général de Seine Saint-Denis, la C.G.T. prête aux travailleurs qu'ils « s'indignent contre l'idée même de l'abandon du potentiel de production important... ».

Dans un tract du 23 novembre, la C.G.T. admet que dans la manif du 16 à St-Denis, la participation de Roussel Uclaf (où 1.000 travailleurs sont licenciés) était à peine d'une centaine et ajoute innocemment : « cela tendrait à prouver que les actions menées sur le plan du trust sont plus appréciées que celles à l'échelon de la localité. »

Le même tract envisage en long et en large les « solutions » : démissions, mutations, licenciements, formation professionnelle. Autrement dit, entériner purement et simplement la situation ; et dans l'énumération des obligations patronales, dans chacun des cas, au lieu de donner les explications pour que chacun puisse vérifier, on trouve seulement « voir les délégués, ne rien accepter, ne rien signer avant d'avoir consulté les délégués »

L'avant-dernier chapitre du tract est édifiant ; la C.G.T. se préoccupe « comment va fonctionner l'usine » (autrement dit donne des recettes au patron une fois les licenciements admis) :

« Dans certains secteurs : labos, certains bureaux, peu de problèmes ; on travaille comme on peut avec ceux qui sont encore là. Dans les ateliers, pour certains postes clés comme la Centrale Air ou le service électrique, il n'en est pas de même.

« Bien que globalement, la masse des productions ait diminué, on constate dès maintenant certains goulots d'étranglement. Le travail est mal réparti du fait des départs. Par ailleurs, il est certain que les travailleurs auxquels on offre pour

toutes perspectives la mise à la porte dans quelques mois, refuseront de se plier à des acrobaties d'horaires et de changement de poste ou de service. Aussi, nous sommes inquiets pour les mois à venir. Des solutions d'urgence devront être trouvées. »

. . .

« En guise de conclusion : pour ne pas sombrer dans la morosité, pour garder le moral : venez tous et toutes au bal de la Sainte-Catherine, vendredi... »

C'est comme ça qu'à la C.G.T. on lutte contre le Capital.

Jeumot-Schneider

La journée pour la retraite à 60 ans s'est déroulée quasi officiellement. Le tract C.G.T.-C.F.D.T. nous invite à nous rassembler à la porte à 16 h 42. « Ce départ anticipé se fait sans bon de sortie.

Il suffit de pointer son carton ». Tout est en règle.

La perspective des syndicats et des partis : il suffit de prendre dans les tracts pour la connaître.

« ...Pourtant le premier ministre qui se déclare partisan d'un syndicalisme responsable et efficace, a le pouvoir de donner aux organisations syndicales représentatives la possibilité de jouer efficacement leur rôle en prenant l'initiative d'une conférence nationale tripartite : syndicats, gouvernement, patronat, pour examiner la situation et arrêter les décisions propres à assurer la sécurité de l'emploi : C'EST UN PROBLEME D'INTER NATIONAL ». (tract C.G.T. du 15-11-71).

Finalement, tous s'arrangent pour faire tomber ces problèmes dans le cadre « national ». Les capitalistes commencent à coller des étiquettes tricolores sur leur camelote : « Fabriqué par des ouvriers français (légère omission pour le million et demi d'ouvriers étrangers à la base de l'industrie en France). Le P.C. n'est pas le dernier à foncer sur le nationalisme : patriotisme d'un côté, nationalisation de l'autre. Sauver le Capital, voilà le mot d'ordre. Avec au bout les élections, pour rester dans le cadre de l'Etat français et dans celui du système (dernière en date, la déclaration ci-contre d'une section syndicale C.G.T. d'une usine d'aviation). Et tous les groupes ou groupuscules qui veulent « forcer le P.C., la C.G.T. à... », apportent finalement de l'eau au moulin.

Si nous devons en discuter, expliquer, ce n'est pas sur ce terrain bien sûr. Un camarade province nous écrit :

« Le plus grave, c'est le chômage et ça va vite car partout le patronat se prépare à une période dure... On peut se référer à 1929-1934, le chômage pose de foutus problèmes pour la lutte de classe. Les grèves barouds d'honneur vont se multiplier. Les masses de chômeurs vont être manipulables par les politiciens... Cette partie des travailleurs chassée des entreprises, quel genre de lutte vont-ils bien pouvoir mener ? Sur quelles bases ? Ça va faire l'affaire du P.C. comme en 32-35... Il ne faut pas oublier que le fascisme et le nazisme ont puisé des troupes dans les chômeurs (1). Si donc ça s'amplifiait (ce qui est certain) et durait (ce qui l'est moins) le danger serait grand... »

(1) On peut considérer le développement du racisme y compris dans les milieux ouvriers et les tendances fascistes de la répression (matraquage de 15 lycéens à Rueil ou des prisonniers mutinés de Toul, entre autres...).

Lutte Ouvrière (7-11-71) appelle à soutenir le comité de défense de l'Emploi.

Le P.S.U. « contre les licenciements pour le contrôle ouvrier » recommande de manifester à l'appel des organisations syndicales. Ça complète ce que clame la Ligue Communiste chez Renault « A nous de faire comprendre à nos directions syndicales qu'au lieu de perdre leur temps à de vaines querelles, elles doivent organiser l'unité d'action pour les luttes futures ».

**

LA C.G.T. ET L'EMBARGO SUR LES HÉLICOPTÈRES

Dans une motion adoptée par le comité d'établissement de l'usine de l'Aérospatiale, à Marignane, la C.G.T. proteste contre les conséquences de l'interdiction des ventes d'armes à l'étranger, en particulier des hélicoptères fabriqués dans cette usine. Ces appareils sont, on le sait, soumis à un embargo en ce qui concerne l'Inde et le Pakistan, depuis mars dernier. Sans se prononcer sur le fond du problème, la C.G.T. dénonce « cette atteinte au bon fonctionnement de la division hélicoptères de la SNIAS ».

Cette motion, qui a été adoptée après que le comité d'établissement eut été saisi par la direction des difficultés actuelles de cette branche de l'entreprise, demande en conclusion au gouvernement de « compenser par une aide financière le préjudice causé à la SNIAS par l'embargo ». La C.G.T. ajoute que « la vraie solution aux problèmes posés par ces interdictions consiste à développer le marché civil et, en premier lieu, à destination des pays européens ».

Dans ses éditions datées 23-24 mai et 5 octobre 1971, « le Monde » avait rappelé qu'une vingtaine de pays — jugés peu solvables ou dont la politique extérieure est trop agressive — figurent sur une « liste noire » qui porte mention des Etats où la vente d'hélicoptères français est interdite.

(Le Monde, 15-12-71)

Mais ce problème, il faut le situer dans le contexte présent du capitalisme mondial. Le chômage en France n'est qu'un aspect de ce que connaissent tous les autres pays. Les mesures politiques que tente de prendre le gouvernement ne sont aussi qu'un aspect des relations économiques mondiales. La lutte de classe ici même contre cette aggravation de la condition ouvrière n'est aussi qu'un aspect de la résistance de tous les travailleurs du monde à l'exploitation. Dans un prochain article, nous essaierons de dégager tous ces problèmes des particularismes de l'entreprise, de la profession, de l'Etat, pour les situer au niveau du capital et de l'exploitation.

Grève des enseignants à Paris VII (Halle aux Vins)

Avec la rentrée de 1971-72, l'Université Paris VII a déjà connu nombre de mouvements divers. Ces mouvements tirent leur origine de l'afflux d'étudiants dans cette université et plus spécialement dans le domaine scientifique. En effet, les étudiants, soit venant des lycées, soit ayant déjà subis deux années de propédeutique, fuient l'université voisine et concurrente de Paris VI (pour la séparation Paris VI-Paris VII, voir I.C.O. n° 100-101). Il est remarquable que Paris VII subisse un afflux d'étudiants en sciences à une époque où le nombre d'étudiants dans ces disciplines diminue dans le monde entier. Mais il s'agit là d'une fluctuation locale due essentiellement à la réputation moderniste, gauchiste et libérale de Paris VII opposée à la réputation d'emmerdeuse et de sélectionniste dont est affligée Paris VI.

Bien entendu, cet afflux d'étudiants a posé des problèmes techniques importants. Et d'abord au niveau du personnel administratif chargé d'établir les inscriptions et les dossiers. Peu apparent au début, le mécontentement de ce personnel a finalement éclaté il y a quelques jours sous forme d'une grève, réclamant une amélioration des salaires (pas de salaires au-dessous de 1.000 F par mois) et des améliorations des conditions de travail. Cette grève se déroule encore au moment où nous écrivons (15 décembre) et ne semble pas devoir finir avant les vacances de Noël. Nous y reviendrons dans le numéro suivant d'I.C.O.

Mais, au niveau des enseignants aussi, il y a eu des troubles qui se sont concrétisés sous forme de deux grèves.

Tout d'abord, dès le début d'octobre, les enseignants physiciens se sont mis en grève pour protester à la fois contre le manque d'enseignants et contre le fait que l'avancement promis des assistants en maîtres-assistants n'avait pas été effectué. Cette grève a duré quelque trois semaines mais fut très inégalement suivie, certains services démarrant l'enseignement et les « grévistes » se trouvant dans l'incapacité de les en empêcher. Finalement, on retint l'idée de commencer tout de même, mais avec la menace de reprendre la grève le 18 novembre si les demandes en enseignants et les exigences d'avancement n'avaient pas été satisfaites.

Mais un nouveau débrayage se produira dès le 3 novembre à l'instigation des chimistes. Il faut dire que pour remplir leur tâche, sans faire appel à des heures supplémentaires les enseignants chimistes auraient besoin de 52 postes supplémentaires, c'est le plus fort déficit. La raison en est que lors du partage entre Paris VI et Paris VII, les chimistes, plus traditionnellement réactionnaires que les physiciens et les matheux (?), ont choisi Paris VI pour éviter Paris VII « le rouge ». Pourtant M. Dubois, un des chimistes qui a choisi Paris VII, est un des pontes de la D.R.M.E. (Direction des Recherches et Moyens d'Essais), organisme qui répend l'argent des militaires sur les laboratoires universitaires travaillant pour l'armée. En fait, Dubois et d'autres, sont venus à Paris VII espérant avoir les coudées franches pour se fabriquer un petit empire - de gauche, pourquoi pas ? - bien à eux. C'est dire qu'ils sont favorables à la création de ces cinquante deux postes d'enseignants, tout bureaucrate ne rêvant que d'augmenter son empire bureaucratique. C'est dire combien est douteux le mot d'ordre qui consiste à réclamer des postes ! Mais il y a quand même un problème réel : s'il n'y a pas création de postes nouveaux, il faudra soit arrêter les enseignements soit accepter le travail de vacataires (c'est-à-dire céder à une tendance générale du gouvernement qui pense ainsi pouvoir attendre la fin de la pression démographique sans créer de postes nouveaux), sans sécurité d'emploi, soit travailler en heures supplémentaires. Pour l'instant, le climat est à la lutte et les chimistes débrayent. Les physiciens en font autant, suivis par les sociologues, etc...

Le 3 novembre, une première assemblée générale étudiants-enseignants rassemble quelques centaines de personnes. Mais le devant de la scène est occupé par les groupuscules venus en force : Ligue Communiste et A.J.S. en tête, mais aussi l'U.N.E.F. Renouveau, le syndicat étudiant inféodé au P.C. C'est la différence avec les réunions d'autre fois. Il n'y a plus la Gauche Prolétarienne, il y a la C.d.P. à la place. Y a-t-on gagné ? Voire. Tout le monde en tout cas se retrouve au comité de grève. Chacun y va de son petit discours ; mais déjà il y a quelques notes discordantes. Certains étudiants, venus des groupes expérimentaux - sorte de tentative de rendre l'enseignement scientifi-

que à la fois plus concret, plus politique et plus libre - et certains enseignants ont opposé une affiche : des postes pour quoi faire ?

Une manifestation est proposée devant le ministère, mais avec peu d'enthousiasme. Toutefois l'amphi décide de se porter tout ensemble chez le président de l'Université M. Alliot. Celui-ci n'en est pas au premier envahissement de son bureau, ni même à sa première mini-séquestration. Il se borne à répondre par des paroles délatatoires, et tout le monde se sépare.

Les « cocos » de l'U.N.E.F. Renouveau vont aller se battre dans les instances de participation. Les autres rentrent plus ou moins chez eux.

Bien que l'affaire risque de les toucher (on pourra fermer des enseignements faute d'enseignants) les étudiants réagissent peu. En fait, ils voient dans le mouvement une affaire d'enseignants et s'y intéressent de manière mitigée. Pourtant certains viennent assister à des assemblées d'enseignants, où le spectacle est assez édifiant, des crépages de chignons de ces cons vénérables. La grève cependant s'étend. Le lundi 8, elle touche pratiquement toutes les U.E.R. (Unités d'Enseignement et de Recherche) de Paris VII. Dans la nouvelle assemblée générale, une longue bagarre a lieu pour décider si la manifestation aura lieu le 9 ou le 10 novembre. L'U.E.C.-U.N.E.F. Renouveau est pour le 9, jour de la discussion du budget de l'Education Nationale à l'Assemblée. Mais une forte majorité s'y oppose, et finalement on retient la date du mercredi 10.

Le mercredi 10, un millier de personnes environ se risquent dans la rue. Les enseignants y brillent par leur absence. Mais les flics sont là. Ils barrent la rue des Ecoles et le cortège finit par aller tenir une réunion à Censsier, locaux universitaires distants de la Halle aux Vins de 500 m à 1 km par la rue Monge ! ! Grande victoire clament la Ligue, l'A.J.S. et le P.C. réunis. Mais cette fois se trouvent parmi les manifestants un groupe d'étudiants et d'enseignants regroupés sous deux banderoles : Union Nationale des Etudiants Folklos (UNEF III) et : Enseignants Enseignez, Etudiants Etudiez, Travailleurs Travaillez, Flics Frappez ! ! ! qui ridiculisent complètement les habituels phraseurs. Ils chantent l'Internationale quand la Ligue ou l'A.J.S. veulent parler, la Marseillaise quand c'est l'U.E.C.

Devant cet assaut d'un nouveau genre, les professionnels de la politique se sentent désarmés.

Les contradictions de la grève, qui gênent depuis longtemps nombre d'enseignants, deviennent de plus en plus manifestes. L'un d'entre eux, une physicienne, décide de diffuser le tract que nous reproduisons ci-après. Il est distribué sur la fac et rencontre un franc succès.

L'assemblée générale du vendredi voit un incident du plus haut comique. Sur le tableau de l'Amphithéâtre où se tient la réunion est écrit : « Il y en a qui n'ont besoin que d'un micro pour se masturber ! ! ! ».

Pendant trois quart d'heure personne n'ose prendre le micro. Mais à la fin, c'est plus fort qu'eux, et les spécialistes de la politique y vont quand même de leur petit numéro. Mais le cœur n'y est pas.

Quoi qu'il en soit la grève, déjà mal partie dès le début se pourrit totalement et les chimistes décident de reprendre le travail. Ils utiliseront tous les enseignants au 1er semestre. Pour le second on verra. Derrière eux, tout le monde reprend le boulot. La grève a duré trois semaines. Toutefois, les problèmes ne sont pas résolus pour autant et des mouvements devraient reprendre au second semestre ; mais ce qu'il y a de nouveau, c'est l'apparition au grand jour des contradictions de la condition d'enseignant. Ceux-ci se trouvent en effet face à un dilemme : comment maintenir un certain statut sans participer à la gestion de l'université. L'analyse même de la fonction universitaire, de la mutation qu'elle subit nous entraînerait beaucoup trop loin, mais il faudrait la faire - et par l'intermédiaire de nombreuses discussions - si on voulait comprendre ce qui se passe actuellement au niveau des enseignants.

Sans même parler d'adhérer à « la destruction de l'université », slogan qui le plus souvent en reste au niveau des mots, il est difficile d'admettre pour un enseignant du supérieur dans un système et que sa place dans la société, qui n'est pas aussi importante que bien des intellectuels le proclament, va en se dégradant, et que par conséquent la seule attitude qu'il peut avoir face au pouvoir c'est de se défendre en n'effectuant que son travail statutaire (auquel il est contraint, faute de quoi il serait expulsé et privé de son gagne-pain) et en ne proposant aucune solution aux problèmes de la classe dominante dans le système éducatif. De ce point de vue, la récente grève, avec son échec, aura fait progresser cette prise de conscience dans l'esprit de quelques uns. Elle n'aura donc pas été entièrement négative.

Papa est en grève

Lundi 8 novembre 71

Jeudi soir, j'étais en train de faire mes devoirs (enfin, je faisais mes quatorzes lignes de copie, je les avais attrapées parce que je me battais avec Lecomte dans la cour), papa est rentré du travail. Il a dit : « Ah merde, quel embouteillage, c'est comme quand ces cons du métro étaient en grève ». Il a mis ses pantoufles, les grosses en feutre parce que le chauffage n'est pas encore allumé dans l'immeuble, le gérant a dit que la Garantie Foncière a plus d'argent pour le moment, il a embrassé moi et maman, il a dit : « Simone, apporte-moi un petit Byrrh-Cassis, tel que tu me vois je suis gréviste ». Maman a dit : « Comment Robert, c'est pas possible ».

— Oui, il a dit papa, même que mercredi on manifeste, on en a ralbol. Tu penses, on a trop d'étudiants, on peut tout de même pas faire double service pour des prunes.

— Mais, elle a dit maman, pourquoi vous prenez pas le petit Duchemin pour faire des cours, il a plein de diplômes ?

— On peut pas Simone, on a pas de postes, tout ça c'est le gouvernement ; et puis c'est pas des merdeux comme le petit Duchemin qu'a les cheveux tout sales et un drôle d'air qu'on a besoin, nous encore on pourrait, mais en chimie, où c'est plein de quantique et tout, il faut des professeurs.

— Alors, elle a dit maman, pourquoi vous demandez pas au cousin Edmond qui est à Paris VI et propre et convenable et tout, il pourrait vous aider, surtout qu'il a peut-être pas trop à faire .

— Tu veux rire, Simone, d'abord Edmond y peut pas, il a son patron qu'est pas d'accord et puis suppose qu'on le mute, alors y aurait plus qu'à muter n'importe qui pour n'importe quoi, même la politique, quoique tu me diras Edmond, y risque pas, mais enfin d'autres après, on peut pas savoir. Regarde, moi par exemple, c'est pas que je tienne à me faire remarquer, mais c'est comme tout le monde, des fois je dis mon mot.

— Alors, elle a dit maman, pourquoi vous en voyez pas les étudiants à Edmond, à Paris VI .

— Y veulent pas, Simone. Depuis 68 on peut plus faire ça, surtout qu'on a les crédits à la tête d'étudiant. Ou alors peut-être, si le gouvernement nous donnait une prime à la tête d'étudiant arra-

ché, comme il font avec les vignes en Languedoc, là peut-être, et encore c'est pas sûr...

— Alors, elle a dit maman, qu'est-ce que vous allez faire ?

— Eh ben, on va manifester. Remarque, c'est con, parce que demander des postes on y croit pas tellement, surtout qu'en physique on est déjà bien assez de profs en France, mais qu'est-ce que tu veux qu'on fasse ? Heureusement on a notre président avec nous, il a dit qu'il va nous faire geler des postes, jusqu'en octobre 72, 85 postes.

Moi, j'avais arrêté de faire ma copie (j'avais juste écrit : les ajoncs éclatants, parure du granit, j'avais pas encore fait les lignes sur la mer sans fin et l'âpre sommet), j'étais vachement intéressé, surtout que le pion à la boîte il nous dit tout le temps de nous syndiquer parce qu'il faut pas faire de politique, alors pensez, les grèves ça m'intéresse, surtout quand c'est contre la politique du gouvernement, comme il a dit le pion. Alors j'ai dit à papa :

— Qu'est-ce que c'est des postes gelés, ça veut dire que les gens qui seront dedans ils auront froid ?

— De quoi je m'occupe, il m'a dit papa, remarque en effet ils auront pas tellement chaud cet hiver, ces mecs, on va les payer en heures, ça leur fera pas cher.

— Alors j'ai dit, il est pas de gauche ton président, qu'il veut que ces mecs ils aient pas chaud l'hiver ?

— Petit con, il m'a dit papa, de quoi je me mêle ? Mon président y fait tout ce qu'il peut pour nous, même qu'il met toujours sa Légion d'Honneur sur un pull à col roulé. D'abord vient un peu ici, fais voir tes yeux.

Il a dit à maman : « Regarde ce petit salaud, il a les pupilles normales, t'as vu dans Cinq Colonnes à la Une, c'est signe qu'il se drogue au hasch. Mais qu'est-ce que j'ai fait au Bon Dieu pour avoir des mômes comme ça, moi qui me tue pour lés mômes des autres ? C'est sûrement son pion qui lui aura filé ça en lui vendant Pif le Chien.

Et puis il m'a retourné une paire de baffes. Alors je suis allé dans ma chambre, y avait mon grand frère Aldebert qui était rentré de la fac,

j'y ait tout raconté, et que j'y comprenais rien, y m'a dit : « T'en fais pas Nicolas, tout ça c'est les contradictions du capital. Quand tu seras plus grand je te filerai l'Huma, Rouge et le reste, tu comprendras ».

Seulement, en attendant, c'est moi qui ai pris les tartes.

Mercredi 10

Aldebert est pas content, il est allé à la manifestation, y m'a dit que c'est drôle, papa y était pas, que c'était les étudiants qui manifestaient avec presque pas de profs. Y m'a dit :

— Tu vois Nicolas, c'est moche, papa y comprend rien, y voit pas le problème, c'est vrai cette grève n'est pas simple ; moi la chimie j'en ai rien à foutre, mais le principal c'est qu'y a des mecs qui veulent pas travailler à mort, y a un moment où c'est plus possible, surtout quand y en a d'autres qui trouvent pas de boulot, et puis si on fait rien on sait comment ça finira, des char-

gés de cours comme à Dauphine, on les prend on les vide et y sont sous-payés. Et en plus, y a nous les étudiants, on en a ralbol aussi, tu sais à la fac c'est presque comme toi dans ton C.E.S.

Moi, j'écoutais, mais j'y comprenais pas tellement, je lui ait dit :

— Mais tes journaux que tu m'as dit, ils expliquent pas ce qu'y faut faire ?

— Tu parles, il a dit Aldebert, j'aurai pas cru mais y sont tous pareils, tous là à nous dire de grands mots et à nous fourguer leur salades. Ils disent toujours que c'est à nous de décider, mais on peut jamais placer un mot, et en plus, ils sont même pas marrants. On les écoute même plus,

— Mais alors, j'ai dit, pourquoi toi tu dis rien ?

— Bof, il a dit, c'est vrai, peut-être je devrais essayer...

Un fils d'enseignant
de physique de Paris VII.

Lutte "contre la guerre" et lutte de classe

La lutte de classe, c'est-à-dire l'antagonisme entre classes exploitées et classes dirigeantes, continue en cas de guerre, même si la lutte entre Etats a pu mobiliser les travailleurs derrière leur bourgeoisie sur la base du conditionnement bien connu : union sacrée, chauvinisme, voire racisme, guerre religieuse, etc...

La reprise des luttes revendicatives dans des pays en guerre constitue donc, même si elles ne sont pas spécifiquement menées « contre la guerre », un affrontement efficace affaiblissant la classe dominante qui dirige et poursuit la guerre pour ses intérêts propres. Cet affrontement qui, au départ, ne concerne que la répartition du fardeau de la guerre, peut ou pourrait ouvrir la voie à la « transformation d'une guerre capitaliste en guerre civile ».

C'est en fonction de ces considérations très générales que nous voudrions essayer de répondre à la remarque judicieuse d'un camarade qui a critiqué le titre, présentant, dans le numéro 103-104 de mars-avril 71 d'I.C.O., la reproduction d'un article du « Monde » sur les grèves en Israël. Ce titre « Lutte de classes contre la guerre » était une « extrapolation malheureuse », a écrit ce camarade qui ajoutait que les informations du « Monde » ne concernaient que de simples revendications de salaires. Les quelques lignes, en guise de chapeau, qui suivaient ce titre, étaient

en effet nettement insuffisantes pour l'expliquer. Il ne suffit évidemment pas de déclarer que « ...les conflits autour des nationalismes, du racisme, etc... dissimulent la réalité de la lutte de classe ». Il aurait fallu quelques phrases supplémentaires pour montrer que la reprise des luttes revendicatives en Israël peut amorcer une lutte plus efficace contre la guerre, plus efficace parce que s'attaquant directement sur les lieux de production à la classe dominante. Ces heurts classe contre classe contribuent en effet à ébranler les mythes de l'union sacrée et de l'intérêt national.

Mais il ne faut pas se leurrer, et c'est certainement ce qu'a voulu exprimer notre camarade par sa critique. Il ne faut surtout pas se leurrer en ce qui concerne Israël, en raison des conditions très particulière de la formation de cette nation, de cet Etat capitaliste, raciste et religieux, particulièrement habile à se servir des illusions démocratiques. Si nous en jugeons par les réactions des juifs français, même de ceux appartenant à des organisations d'extrême-gauche, lors des six jours de 1967, il faut reconnaître que l'idéologie sioniste a triomphé et mobilisé les esprits pour la défense de la patrie juive. Cette identification de la cause juive aux intérêts de l'Etat d'Israël n'est pas sans rappeler l'identification de la cause révolutionnaire prolétarienne aux intérêts de l'Etat russe. Dans les deux cas, pareille identification fut et est désastreuse dans ses effets.

Dire que l'Etat d'Israël est capitaliste ne signifie pas qu'on soit anti-sémite, de même que parler de capitalisme d'Etat à propos de la Russie n'est pas contre-révolutionnaire, bien au contraire.

Nous avons mentionné les conditions très particulières de la formation de l'Etat d'Israël. Elles sont bien connues. Elles ont cimenté l'union sacrée de la population juive. Pour briser cette union sacrée dans les faits et dans les esprits, il faudrait vraiment que la lutte de classe s'exacerbe, dure et s'amplifie. La situation intérieure, économique et politique, de l'Etat d'Israël justifie-t-elle un pareil espoir ?

Toute guerre qui se prolonge provoque plus ou moins de lassitude et de démoralisation chez les combattants des deux camps, ainsi qu'à l'arrière parmi les travailleurs surexploités et dont tous les droits, d'expression, de réunion, de grève, sont soumis aux rigueurs de l'état de siège. Rappelons pour mémoire la guerre de 1914-18 et notamment l'année 17 avec en France, Allemagne et Russie, des grèves, des luttes contre les mercantis (vie chère et marché noir), des désertions, mutineries et fraternisation sur les fronts. Il s'ensuivit la révolution russe de 17 et celle de 18 en Allemagne. Plus actuelle est la décomposition de l'armée américaine au Vietnam, au sein de laquelle mutineries, refus d'obéissance, passivité, drogue, propagande pacifiste, sévissent sans que l'Etat-Major puisse s'y opposer efficacement. A quoi il faut ajouter l'insoumission de plusieurs dizaines de milliers de jeunes ayant fui au Canada. Aux U.S.A., on doit aussi noter les nombreuses manifestations « contre la guerre ». Mais il ne viendrait à l'idée de personne que les luttes revendicatives qui se poursuivent dans ce pays sont spécifiquement dirigées « contre la guerre », bien qu'elles soient la conséquence du coût de celle-ci.

Pour Israël, les combats n'ont duré que six jours, et en territoire ennemi. Par contre, le cessez-le-feu imposé par les grandes puissances se prolonge indéfiniment, contraignant les belligérants à maintenir leurs armées en état de vigilance. Dans ces conditions, le poids des charges militaires est lourd et l'économie s'en trouve complètement déséquilibrée.

Le quart environ de la population active israélienne est soit mobilisée, soit occupée dans l'industrie des armements. 27 % du produit national brut est consacré à des fins militaires. Il faut remonter au temps de la seconde guerre mondiale pour retrouver des chiffres comparables.

Cet effort de guerre provoque une forte pression inflationniste à l'intérieur du pays, alors que le déficit de la balance des paiements n'est plus

compensé par les réparations allemandes, les dons des juifs de la diaspora, et les investissements de capitalistes étrangers. La dette extérieure s'élève toujours davantage, dépassant 1.000 dollars par habitant. Le remboursement du capital et les intérêts atteignent des sommes considérables. Les exportations qui s'accroissaient de 20 % par an se trouvent menacées par la crise récente du commerce international, malgré la dévaluation, de 20 %, de la livre israélienne, intervenue le 22 août 1971.

Une expansion rapide, inflationniste, serait le seul moyen de réduire la part consacrée à la défense. Mais la crise économique internationale actuelle la rend aléatoire, sinon impossible. Pour réduire la pression inflationniste, le gouvernement a eu recours à des impôts supplémentaires et à l'emprunt forcé (traitements dont une partie est payée en obligations d'Etat à intérêts différés), à la limitation de la montée des salaires... et au contrôle des prix dont on sait ce qu'il vaut.

Ajoutons à cet aperçu de la situation en Israël qu'il existe un prolétariat particulièrement défavorisé, composé par les immigrants juifs d'origine orientale et du bassin méditerranéen, victimes de leur analphabétisme et de leur manque de qualification. Pour eux, c'est le chômage ou les emplois inférieurs, et les logements surpeuplés. C'est dans leurs rangs qu'à recruté l'organisation des jeunes « Panthées noires », dont les manifestations inquiètent les dirigeants israéliens, car elles nuisent à l'image d'un Etat d'Israël homogène et socialement avancé (documentation extraite de « Problèmes économiques »).

L'économie de guerre en Israël est à coup sûr génératrice de conflits de classe qui ne pourraient que se multiplier et s'aggraver si le retour à une situation de paix n'intervient pas rapidement. Mais de là à une lutte révolutionnaire, il y a encore loin, soit que de nouvelles hostilités ressoudent l'union sacrée, soit que des réformes et concessions partielles atténuent l'antagonisme entre les classes. Il faut, d'autre part, ne pas oublier qu'Israël, comme les Etats arabes, sont sous la dépendance des grandes puissances et que celles-ci veillent au grain pour éviter toute évolution dans le sens d'une « transformation de la guerre capitaliste en guerre civile ».

Il aurait été intéressant à ce propos de faire une analyse rétrospective des formes de lutte « contre la guerre », spontanées ou inspirées et organisées, et de leur intégration à la lutte de classe dans les entreprises, le tout dans une perspective révolutionnaire. Mais c'est une trop longue étude qu'il faudrait y consacrer, étude qui exigerait même d'être précédée de discussions. Tâche de demain, par conséquent.

A PROPOS D'ICO

Au cours des derniers mois, les camarades participant à I.C.O. ont pris différentes initiatives qui peuvent modifier quelque peu le visage connu de ce qu'I.C.O. est depuis plusieurs années :

Diffusion de textes, tracts, affiches

Des textes sur des luttes ont été élaborés, le plus souvent avec des camarades ayant participé à ces luttes et diffusés auprès des boîtes intéressées par tirage à part des articles parus dans I.C.O. Il en a été ainsi pour : Assurances Générales de France (n° 97-98), Mammouth (n° 106-107), Polymécanique (n° 106-107), Grève des vacataires (n° 110-111), La grève du métro (n° 110-111). Nous

pouvons adresser quelques exemplaires de ces tirages à ceux que ça intéresse (1 F chaque). Il en est de même du texte : « Problèmes universitaires » (n° 110-111) sorti par un noyau distinct d'I.C.O.

Différents tracts et affiches ont également été diffusés sur Paris.

Réunions élargies

Une première réunion s'est tenue le 4 décembre sur proposition d'un camarade qui a rédigé le texte suivant de présentation :

Sur le thème : Le gauchisme est-il mort ?

Des survivants se proposent d'en discuter

En cette fin d'année 1971, un peu partout on entend dire que « le gauchisme est mort » et, aux difficultés réelles que subissent certains groupes (maos, ex V.L.R., TOUT) et au repli dans la nature, quand ce n'est pire (autodestruction sur toutes les formes de certains camarades inconsolés de Mai pour qui l'acte exemplaire servait de credo, on se plaît à opposer le « succès » des révolutionnaires. « sérieux : troskos de l'A.J.S., Ligue de Krivine par exemple.

« On » qui c'est ? Ça va de Mitterand aux canards des centralistes de tout poil, en passant par le Nouvel Obs, Politique Hebdo, Le Monde évidemment (article de Pfister le 29 octobre)...

Tous ces gens là forment en fait, un front uni tremblant d'espérance aux futurs délices d'une Gauche enfin unie, grâce à un parti socialiste neuf (300.000 membres bientôt, garanti !) se voyant déjà au pouvoir. Cette dynamique unitaire - qu'y disent - où les troskos révolutionnaires sérieux, espèrent jouer le rôle du M.I.R. du futur gouvernement social-populaire, implique ipso facto la disparition des gens pas représentatifs, anticentralistes, anars (et encore là aussi, y a les « bons », on en parlera aussi), gauchos-spontanéistes, et autres bandits, bref tous les emmerdeurs, ceux qui ne jouent pas, ne veulent pas jouer le jeu...

A I.C.O., on pense que ça vaut le coup de discuter de tout ça et on te propose de venir nous donner ton avis, ton aide, pour que tous on tente d'y voir plus clair.

Le gauchisme est-il réellement mort ? Et puis, qu'est-ce que c'est pour nous le gauchisme ? Cer-

tes, les centralistes rejettent le terme, et un camarade, dans un livre récent : « Les origines du gauchisme », donne son explication de ce mot : l'acceptons-nous ? Où en sont les groupes gauchistes ? Que font les militants ? Et puis, que signifient pour nous, sur le plan révolutionnaire, les mots « faire », « militer », à quoi ça répond ?

En somme, il s'agirait d'un bilan, où I.C.O. serait naturellement compris, mais sans sombrer dans le nombrilisme, donc situer notre analyse dans le contexte d'un ensemble des forces gauchistes, ce qui pourra peut-être nous « aérer », nous donner l'envie de confronter nos idées avec d'autres groupes, d'autres copains...

Enfin cette discussion, si elle implique un bilan, devrait aussi normalement déboucher sur des propositions. Que pensons-nous faire ? Que proposons-nous pour les prochains mois ?

C'est justement parce que beaucoup d'entre nous pensent, malgré les apparences, qu'une forme révolutionnaire se crée, sous-jacente, parfois, que des groupes peu connus existent et font déjà leur boulot, mais que tout ça doit être dit pour également lutter contre la propagande centraliste-réformiste, que nous jugeons utile de nous réunir et de demander au maximum de copains de venir, et de l'OUVRIR sans complexes, s'ils ont quelque chose à dire, quittes à faire fermer les grandes gueules des leaders ou des trop-parleurs existant, aussi, chez nous...

On promet pas de miracles, on s'attend à rien (notre réunion sera peut-être une merde, qui sait ? on verra bien). Mais c'est à nous, c'est à vous, c'est à TOI de jouer. Il est temps qu'on commence à contre-attaquer, ou de ressortir de nos cercueils puisque, paraît-il, on fait déjà partie des morts..

Nous reviendrons sur cette tentative par un compte rendu critique des discussions pendant et après.

Groupe de travail

Voici le texte de présentation du travail entre pris par d'autres camarades :

I. - Quelques copains projettent de faire un travail d'études économiques sur le capitalisme d'aujourd'hui. Après une première discussion, l'état du projet est le suivant :

— il ne s'agit pas de faire un travail de spécialistes de l'économie, mais de fournir des données objectives pour l'analyse de la lutte de classes actuelle.

— en conséquences, les réunions d'une commission Economie pourraient se faire suivant deux modes
1.) échanges d'articles, d'informations économiques et discussions sur les thèmes particuliers évoqués par ces articles.

2.) études sur un thème d'ordre général.

II. - Quelques idées de thème général à étudier ont été proposées :

1.) le capitalisme mondial peut-il produire la société d'abondance ?

2.) en quoi la crise économique actuelle diffère-t-elle de la crise des années 30 ?

3.) le capitalisme peut-il surmonter indéfiniment des crises ?

4.) la lutte de classes n'est-elle sous-tendue que par des facteurs économiques (concentration des capitaux, automatisation accrue, accroissement de la concurrence...) ?

En d'autres termes, comment analyser certaines tendances de la lutte de classes tel que le refus du travail sous ses divers aspects (absentéisme, travail intermittent, chômage volontaire, marginalisme...).

III. - Le sujet n° 4 semble présenter des difficultés d'analyse dans la mesure où les données objectives sur le refus du travail sont difficiles à

réunir. Le sujet n° 3 a été plus particulièrement débattu ; on se propose d'étudier ce sujet dans l'orientation suivante :

Le capitalisme tend à amortir ses crises par une série de mesures telles que l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie, l'institution des « contrats de progrès »... L'ensemble de ces mesures tendent vers un contrôle de plus en plus total des individus. A la limite, le capitalisme tendrait vers une société cybernétisée.

Le travail de la commission consisterait donc à apporter des documents sur les mécanismes par lesquels le capitalisme tend à surmonter ses crises.

Ceci n'est qu'un projet. Les camarades intéressés par ces discussions peuvent s'y joindre soit en participant aux réunions de travail, soit par des textes ou critiques sur les sujets abordés. Un compte rendu régulier de ce qui est abordé sera diffusé aux réunions d'I.C.O. et dans les publications d'I.C.O.

Brochures en préparation

Outre le travail sur la Pologne et le capitalisme d'Etat et la traduction des Conseils Ouvriers de Pannekoek qui verront le jour bientôt nous l'espérons, sont en préparation des brochures sur

le mouvement lycéen, l'irrationnel en politique, le Vietnam, la misère en Amérique Latine et les pays sous-développés.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Il est prévu que d'ici deux mois on mette au point un nouveau texte de présentation d'I.C.O.

Le Maoïsme à travers le petit livre rouge

Par ces notes, nous avons l'intention de contribuer à la démystification parmi nous de ce nouvel « isme » qui se manifeste bruyamment depuis Mai 68, et essayer de faire connaître ce monde si lointain qui participe à l'universalité du système d'oppression et d'exploitation inauguré un demi-siècle plus tôt en Russie sous le drapeau du marxisme-léninisme.

L'attrait exercé par le maoïsme sur les esprits dans les régions à économie essentiellement agricole où les paysans pauvres constituent la majorité des exploités, et sur une fraction agissante de la jeunesse des pays fortement industrialisés, nous semble provenir de deux faits principaux : Issue victorieuse d'une guerre de paysans menée par Mao contre la bourgeoisie et ses seigneurs de guerre puissamment appuyés par les impérialismes ; attitude anti-américaine du régime de Mao.

Pour les paysans pauvres embrigadés sous la bannière des partis nationalistes, la victoire de Mao semble ouvrir à leurs propres luttes une perspective de succès qui fait naître un espoir comparable à celui qui agita le monde ouvrier au lendemain de la prise du pouvoir par les bolchéviks en 1917. Pour la jeunesse occidentale animée d'un esprit de révolte contre l'écrasement des faibles par les forts, et prisonnière d'un monde capitaliste en crise permanente et sans mouvement ouvrier révolutionnaire, « Mao c'est le chemin, le long chemin de la victoire » (*La Cause du Peuple*, 1-8-71).

Qu'en est-il dans les faits ? Après vingt ans de régime maoïste, le capitalisme d'Etat chinois évolue vers l'impérialisme et tend à disputer des zones d'influence aux autres impérialistes. « Mais la Chine est une grande puissance pas comme les autres », nous disent les maos. Bien sûr, si les troupes chinoises ont occupé le Tibet, ce fut pour « libérer les Tibétains du féodalisme ». Et « l'internationalisme d'un type nouveau » (*La Cause du Peuple* dixit) de la Chine de Mao consiste à défendre le droits des Bengalis du Pakistan oriental à se faire massacrer par les armées de Karachi auxquelles elle apporta aide et soutien au nom de l'intégrité territoriale du Pakistan ; en contre-partie, Mao trouve en le général Yahya un allié militaire contre l'Inde. La république populaire ne cède point le pas aux autres puissances dans la pénétration en Afrique. Avec le fruit de travail des ouvriers et paysans chinois, les bureaucrates de Pékin contribuent à consolider le pouvoir et les bases d'exploitation des bourgeoisies africaines en vue d'avoir leur alliance. Au « socia-

liste » Sékou Touré, n'ont-ils pas offert dix millions de dollars à titre d'aide contre la subversion au moment de « l'invasion portugaise » ?

Récemment, après la dispute sanglante pour le pouvoir entre colonels et généraux à Khartoum, où communistes et syndicalistes furent pendus par les vainqueurs, à peine les Russes étaient-ils évincés du Soudan, que les émissaires de Mao vinrent proposer les services de la Chine. Les maos locaux nous expliqueront que c'est pour la cause du peuple soudanais !

Nous ne perdons pas de vue la fourniture d'armes et de vivres de la Chine aux Vietnamiens, Laotiens, Cambodgiens, Philippins, Birmans... contre l'impérialisme américain ; aux naxalites du Bengale contre le pouvoir de New-Delhi... On nous dit que c'est pour la cause de ces peuples, pour leur « indépendance nationale ». Mais nous ne perdons pas non plus de vue que Mao est le disciple spirituel de Staline. On se souvient que Staline porta un toast à Hitler pour le partage de la Pologne, on l'a vu annexer l'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie qui appartenaient autrefois aux tsars et réduire les pays d'Europe centrale en satellites du nouvel empire russe. Mao saura bien, sur les pas de son maître, utiliser tous les mouvements dits de libération au profit des manœuvres diplomatiques de la puissance chinoise. En 1936, Mao confia à Edgar Snow (*Etoile rouge de la Chine*) qu'il était pour l'indépendance de Formose contre l'impérialisme japonais. Maintenant Pékin parle de Formose comme d'une province de la Chine, d'un « territoire sacré » de la grande Chine, et Mme Sie Xue-hong, une communiste formosane clandestine, réfugiée à Pékin, n'a-t-elle pas été déportée au Turkestan oriental (Sinkiang) pour avoir osé rappeler à Mao le droit des Formosans de disposer d'eux-mêmes ?

Ce seront bien les paysans pauvres de tous les maquis du monde qui paieront de leur peau la politique de puissance de la Chine maoïste. Ils sont dupés d'une part par les « libérateurs », leurs nouveaux maîtres et futurs exploités, d'autre part par le sauveur suprême de la Chine.

♦♦

Quels renseignements tirons-nous des « Citations du Président Mao Tsétoug » ?

C'est sous ce titre que sont rassemblés dans le petit livre rouge un ensemble d'extraits des écrits

de Mao entre 1926 et 1964, qui furent édités à Pékin en 1966 par le « Commissariat politique général de l'armée de libération » (l'édition française ne porte pas cette mention). Ils sont présentés par Lin Piao, chef actuel de l'armée, qui exhorte « les masses des ouvriers, paysans, soldats, cadres révolutionnaires et intellectuels... à étudier les œuvres du président Mao, suivre ses enseignements et agir selon ses directives » dont l'essentiel se concentre dans ce catéchisme : « Est juste ce qui réussit, est faux ce qui échoue »

La bureaucratie militaire qui préparait le vaste règlement de compte que fut la « révolution culturelle », d'autre part soupape de sûreté de la fermentation libertaire contre un parti bureaucratique écrasant, publiait cet opuscule à des millions d'exemplaires et répandait aussi les paroles d'un « chef militaire » (p. 102), d'un « maître qui instruit » (p. 301) et qui a réussi, donc qui est justifié par l'histoire : « En général, est juste ce qui réussit, est faux ce qui échoue » (p. 229).

Maoïsme et traditions confucianistes

La bureaucratie du capitalisme d'Etat, militaire et maoïste, fait de ce petit livre rouge la base morale et politique nécessaire à son autorité, tout comme les fonctionnaires-lettrés de l'ancienne bureaucratie impériale trouvaient leur appui dans les textes canoniques confucéens. Le confucianisme, expression de l'idéal moral et politique féodal de la Chine antique, fut plus d'une fois révisé par la bureaucratie impériale pour être adapté aux formes politiques du pouvoir, mais ses préceptes de base — respect du pouvoir de l'empereur et de ses mandarins, respect de la hiérarchie sociale et familiale, et soumission volontaire de l'inférieur au supérieur, chacun accomplissant les devoirs de son état (le prince doit se conduire en prince, le sujet en sujet, le père en père, le fils en fils) — ont toujours été utilisés par les gouvernements et le demeurent encore en République Populaire, d'après le catéchisme rouge actuel : « soumission de l'individu à l'organisation ; soumission de la minorité à la majorité (ce qui se traduit par la soumission de huit cent millions de paysans et d'ouvriers à une dizaine de millions de cadres maoïstes) ; soumission de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur ; soumission de l'ensemble du parti au comité central » (p. 281). Le culte du chef génial couronne tout cet édifice « populaire ».

Remarquons qu'à côté du confucianisme, on

trouve invoqué dans le petit livre rouge l'autorité d'autres sages, Lao-tseu et Souen-tseu, de l'antiquité chinoise. On y trouve également des adages millénaires exprimant la morale idéale d'une société agraire, de sorte que dans ces textes émaillés des lieux communs du matérialisme historique et de la dialectique matérialiste, Marx-Engels-Lénine-Staline, se trouvent amalgamés à l'antique pensée chinoise. Avant son accès au pouvoir, Mao s'inspirait de *l'Ecole des Lois* d'avant J.-C. — art de gouverner par les lois, les punitions et les récompenses, opposé à l'art de gouverner par la morale et les rites, professé par les confucianistes — dans la rédaction du programme du parti (11-6-1945), chapitre X, art. 63 : « Les membres du parti... qui se distinguent dans l'exécution du programme du parti ainsi que de la politique et des décisions du C.C. et des organes supérieurs... seront récompensés ».

En s'appuyant sur la pensée antique pour la cause d'un nouveau régime d'exploitation, Mao n'a fait que suivre les traces des anciens mandarins (qui, comme lui, croyaient souvent œuvrer pour un monde meilleur). Exactement comme lorsqu'il affirme que « en fin de compte, le régime socialiste se substituera au régime capitaliste, c'est une loi objective, indépendante de la volonté humaine » (p. 27) ; les mandarins croyaient eu aussi que le régime de leur époque — le régime impérial — était octroyé par le Ciel (t'ien-ming).

Dictature du prolétariat chinois ou dictature sur le prolétariat et les paysans chinois ?

Nous considérons la victoire militaire de Mao comme la victoire d'une guerre de paysans dans la tradition millénaire des guerres de paysans de Chine, qui n'ont contribué jusqu'à présent à d'autre « développement de l'histoire » (p. 11) qu'à la chute des dynasties et la fondation de nouvelles ; ce peuple de serfs n'a vu depuis toujours que des changements de maîtres.

Avant Mao, trois chefs de paysans ont réussi : le premier, Lieou Pang, fondateur de la première dynastie des Han en 206 avant J.-C. ; le second, Tchou Wen, fondateur de la dynastie des Leang en 907, et le troisième, Tchou Yuan-tchang, devenu empereur Ming en 1368. Mao, dans la conjoncture historique du déclin des vieux impérialistes, a pu vaincre la bourgeoisie, les seigneurs de guerre

appuyés par les puissances, éliminer le compradorisme (*) qu'il appelle capitalisme bureaucratique (p. 16), le régime de la propriété foncière, qu'il nomme féodalisme (p. 16) et la classe des propriétaires fonciers ; il déclare que son Etat est fondé sur la dictature du prolétariat (p. 32) qui se propose de réaliser l'industrialisation de la Chine et de moderniser son agriculture (p. 2) ; que le prolétariat industriel est la force dirigeante de sa révolution (p. 15).

Qu'en est-il dans la réalité ? Cet « Etat populaire qui protège le peuple » (p. 275) avec sa police, son armée, et ses cadres hiérarchisés à l'image du mandarinat de l'ancienne Chine, est un appareil de coercition et de répression entre les mains de la nouvelle classe exploiteuse (**), la bureaucratie du capitalisme d'Etat contre les paysans et les ouvriers qui ne constituent encore qu'une infime partie de la population et n'ont d'autre rôle que de produire pour réaliser les plans de l'Etat. Cet Etat paternaliste extrait du labeur des ouvriers et de l'immense masse des paysans la richesse nécessaire à l'accumulation capitaliste.

Mystique de la nouvelle Bible

Tous les lieux communs du marxisme-léninisme contenus dans ce petit livre enrobent le fait fondamental d'une société d'exploitation et d'oppression de même que la doctrine de Confucius pleine de préceptes moraux excellents évoquait le Ciel pour enrober l'esclavage féodal sans limite des paysans. On peut dire que le petit livre rouge est un traité de morale et de sagesse si l'on entend par sagesse l'adaptation la plus réussie à la société bureaucratique issue de la victoire d'une guerre de paysans et qui nourrit l'illusion d'une société égalitaire et libre pour un avenir lointain en prêchant le sacrifice hiérarchisé et la sujétion dans le présent.

Les deux grands mouvements insurrectionnels paysans du II^e siècle, celui des Turbans Jaunes

L'Etat ne peut être le prolétariat ; le prolétariat ne verra la fin de son esclavage qu'avec la mort de l'Etat. Si la tâche actuelle « est de renforcer l'appareil du peuple, principalement l'armée populaire et la justice populaire » dont les membres ne travaillent qu'occasionnellement à l'usine et aux champs, « la dictature démocratique populaire dirigée par la classe ouvrière (p. 42-43) désigne exactement la dictature de quelques millions de bureaucrates, policiers et militaires, du parti et de l'administration sur six à huit cent millions d'hommes et de femmes à l'égard desquels il leur est recommandé d'employer la persuasion.

Cependant, « afin de pouvoir exercer une activité productrice efficace, étudier avec succès et vivre dans des conditions où règne l'ordre, le peuple exige de son gouvernement, des dirigeants de la production et des dirigeants des institutions culturelles et éducatives qu'ils émettent des ordres administratifs appropriés ayant un caractère de contrainte. Le bon sens indique que sans ces derniers, il serait impossible de maintenir l'ordre dans la société » (p. 59, souligné par nous ; on retrouve ici dans toute sa pureté l'esprit de l'Ecole des Lois évoquée plus haut).

et celui des Cinq Boisseaux de riz des Maîtres célestes à la fin des Seconds Han (25-220), comme tous les autres d'ailleurs, ne manquaient pas non plus d'une mystique sociale. Ils eurent leur bible où s'exprimait le rêve de la fin de la souffrance paysanne. Pour les Turbans Jaunes, ce fut le *T'ai-ping king*, Livre sacré de la Grande Paix ; pour les Cinq Boisseaux, ce fut le *Tao-te king*, Livre sacré de la Voie et de la Vertu, qui se sont conservés jusqu'à nos jours. Pour les Chinois d'aujourd'hui c'est le petit livre rouge. Tout ce qu'il professe est raisonnable et sage selon les critères de l'ordre social et politique de la Chine paysanne en voie d'industrialisation qui possède beaucoup d'hommes et peu de machines. Et il constitue en quelque sorte un talisman qui protège son possesseur contre tout soupçon d'hérésie.

« Il n'est possible de transformer le monde qu'avec le fusil »

Nous vivons encore dans un monde où l'impérialisme alimente le nationalisme des pays pau-

(*) La bourgeoisie chinoise dans sa majorité, dans ses activités économiques, agissait en intermédiaires au service du capital financier étranger ; ainsi elle se faisait l'agent des impérialismes occidentaux dans l'exploitation des ouvriers et paysans de Chine.

(**) La bureaucratie constitue le propriétaire collectif du capital étatique dont elle tire profit sous forme de salaires et privilèges, en s'octroyant le droit de commande et de décision dans la production, la répartition et la consommation des produits

vres. Que le maoïsme se présente aux nationalistes de ces pays comme un espoir n'a rien d'étonnant, puisque sa victoire en Chine a été éclatante et qu'il proclame à tous que « le pouvoir est au bout du fusil » (p. 70) ; puisqu'il promet « un soutien actif aux mouvements d'indépendance et de libération nationale des pays d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique Latine » (p. 75) ; mais, remarquons-le en passant, il voit en l'impérialisme russe et son empire un « camp socialiste de neuf cent

millions d'âmes » (p. 77), et lorsque les chars russes firent noyer dans le sang ouvrier l'insurrection de Budapest en 1956, il a appuyé l'argumentation russe et n'a pas condamné la criminelle intervention (p. 65).

Comment se fait-il que le petit livre rouge chinois n'est pas devenu le viatique des milieux ouvriers révolutionnaires des pays industrialisés, comme le furent les écrits des bolchéviks après la révolution russe de 1917 ? Le léninisme — dont la continuité est représentée par le trotskisme d'une part et le stalinisme de l'autre — marxisme russe qui a étranglé les initiatives révolutionnaires des soviets ouvriers russes après sa constitution en Etat, a perdu beaucoup de son emprise sur l'esprit des ouvriers révolutionnaires des démocraties occidentales (Il faut reconnaître que depuis lors le nombre d'ouvriers révolutionnaires a fortement décliné sous le coup de la désillusion). Lénine concevait la prise du pouvoir dans une insurrection armée du prolétariat révolutionnaire des villes et pensait en théorie que la démocratie ouvrière se réaliserait à travers les soviets (voir l'Etat et la Révolution). Tandis que le maoïsme, c'est du stalinisme à la chinoise, un « marxisme-léninisme » paysan qui, en plus de son verbiage dialectique, se distingue par son affirmation militaire : « le pouvoir est au bout du fusil » ; « c'est à travers les guerres révolutionnaires... que notre parti s'est développé, consolidé et bolchévisé, et sans lutte armée, il n'y aurait pas eu le parti communiste d'aujourd'hui » (p. 71). Nous nous demandons comment le prolétariat des villes et des champs aurait pu accéder au pouvoir (p. 32) par le moyen d'une armée paysanne. De plus, le maoïsme « enrichit » le marxisme : « du point de vue de la doctrine marxiste sur l'Etat, l'armée est la partie

constitutive principale du pouvoir d'Etat. Celui qui veut s'emparer du pouvoir d'Etat et le conserver doit posséder une forte armée... en ce sens on peut dire qu'il n'est possible de transformer le monde qu'avec le fusil » (p.71-72).

Ceci est logique dans la transformation du monde paysan chinois en monde industriel du capitalisme d'Etat, dans la mutation du servage en salariat. Mais pour la transformation du monde actuel en une société humaine sans exploitation ni oppression, c'est la conscience de l'homme qui sera le facteur déterminant, même si la violence est inévitable dans le processus du bouleversement révolutionnaire. Bien entendu, la conscience de la vraie libération de l'homme ne s'affirme que dans l'action créatrice, mais jamais dans l'action militaire dans le sens actuel du terme.

Les jeunes des pays industriels qui se groupent derrière l'étiquette maoïste croient trouver le pouvoir au bout du fusil dans la guérilla urbaine. supposons qu'ils arrivent à leurs fins, que vont-ils instituer comme pouvoir au bout de leurs fusils ? Peut-être une dictature à la Mao ? Et dans leur Etat marxiste-léniniste, chaque citoyen aura en main un nouveau petit livre rouge.

Dans les pays qui constituent ce qu'on appelle le tiers-monde, les partis (embryons d'Etat) qui reçoivent l'impulsion du maoïsme et sont militairement aidés par la Chine, tendent à établir des régimes sous lesquels les ouvriers et les paysans connaîtront le même sort que leurs frères de Chine : soumission aux ordres des cadres, exécution des plans établis par la bureaucratie étatique et image du socialisme futur annoncé par le prophète.

Aspect léniniste du maoïsme :

rôle absolu du parti communiste dans la transformation sociale

Dans une première série de 33 rubriques du petit livre rouge, Mao affirme la nécessité d'un parti armé de la théorie marxiste-léniniste, destiné à réaliser l'industrialisation, moderniser l'agriculture, et conduire le pays vers le communisme ; « si nous avons le moindre doute à cet égard, nous serons incapables d'accomplir quoi que ce soit » (p. 4). « A l'étape actuelle, qui est la période de l'édification socialiste, toutes les classes et couches sociales, tous les groupes sociaux qui approuvent et soutiennent cette édification et

participent forment le peuple » (p. 52). Entre ces classes, couches et groupes peuvent surgir des contradictions, mais des contradictions non antagonistes, qui seront facilement résolues si on considère comme bon et juste ce qui favorise le renforcement de la « direction du parti communiste » (p. 55). Cette conception totalitaire implique la nécessité d'une répression idéologique et physique à l'égard de toute pensée et action autonome des ouvriers et des paysans.

Maoïsme, art militaire et édification économique

Dans une seconde série, plus extensive, consacrée aux questions militaires, est résumée l'expérience de la longue guerre paysanne conduite par Mao. C'est cet enseignement qui intéresse le plus les états-majors de tous les maquis du tiers-monde. Mao insiste sur les méthodes appliquées par l'Armée de libération, sur sa stratégie et sa tactique « qu'aucune armée opposée au peuple ne peut utiliser ». Des principes militaires précis y sont exposés ainsi que des principes politiques à appliquer par l'armée populaire (p. 107-110).

Ce genre de « guerre révolutionnaire » où l'homme est insuffisamment soutenu par l'armement demande que soient défiés les « héros du combat », de même que l'état encore rudimentaire de l'industrie et le caractère encore primitif de l'agriculture demandent que les « travailleurs modèles » soient portés au pinacle : « vous êtes des modèles pour la nation chinoise tout entière, l'élite qui fait progresser victorieusement la cause du peuple..., un sûr soutien du gouvernement populaire et un pont qui le relie aux larges masses » (p. 203). Pour renforcer la conviction des possibilités immenses qui s'ouvrent devant les pays pauvres, Mao évoque une fable antique intitulée *Comment Yu-kong déplaça les montagnes*. Comme un vieillard plaisantait Yu-kong de cette entreprise insensée, le nonagénaire répondit : « quand je mourrai, il y aura mes fils ; quand ils mourront à leur tour, il y aura les petits-enfants, ainsi les générations se succéderont sans fin. Si hautes que soient ces montagnes, elles ne pourront plus grandir ; à chaque coup de pioche, elles diminueront d'autant ; pourquoi ne parviendrions-nous pas à l'aplanir ? » (p. 222).

Outre l'accent constamment mis sur la nécessité du travail de géant réclamé des couches productrices, de nombreuses banalités émaillent les pages du petit livre rouge consacrées à l'économie : pas de gaspillage, pas de prodigalité, pas de ripailles et beuveries (p. 207-208), lutte contre la corruption, la tendance au profit personnel (p. 209), renforcement de l'amour du travail dans l'ar-

mée et amélioration des relations entre l'armée et le peuple, l'armée ne portant plus atteinte aux biens du peuple (p. 210), efforts pour surmonter progressivement les difficultés, pas de pessimisme, d'orgueil et de présomption, etc...

Pour terminer cette litanie, nous relevons les conseils aux cadres qui « ne doivent pas, à l'instar de Krouchtchev, se prévaloir d'un pouvoir autocratique, attaquer les camarades par surprise, agir en dictateur » (p. 310). Le lecteur qui ignore que Mao est stalinien orthodoxe est surpris qu'une attaque de cette sorte soit lancée contre celui qui a osé renverser du pinacle officiel feu Staline, qui avait été le nouveau tsar de toutes les Russies. L'autorité de Staline est d'ailleurs évoquée à plusieurs reprises dans ses inspirations les plus banales (p. 255-257-259-318).

Aux jeunes sur lesquels il s'est appuyé en 1968 pour se débarrasser de son ancien camarade Lieou Chao-chi (p. 268) et orienter l'industrie vers la production de guerre, il demande de « coordonner leurs activités avec la tâche centrale du parti » (p. 324).

Aux femmes il propose de sortir des anciens carcans — politique, clanal, religieux et marital — pour « participer en masse aux activités productrices » (p. 329). Il faut que toute la main-d'œuvre féminine prenne sa place sur le front du travail ».

Mao et ses suppôts militaires ne négligent pas non plus de penser à l'utilisation de l'art et de la culture pour l'édification et le développement du capitalisme d'Etat baptisé socialisme. Et si Mao est contre « la tendance à produire des œuvres aux styles de slogans et d'affiches, où les vues politiques sont justes, mais qui manquent de force d'expression artistique », et ainsi « restent inefficaces » il exige cependant « l'unité de la politique et de l'art » (p. 335), en somme un art de propagande qui masque l'étouffement de l'esprit dans un régime de conformisme militaro-policier.

Publications

NUMEROS D'I.C.O. DISPONIBLES

1968 : 75, 76 - 1969 : 77, 78, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 87, 88 - 1970 : 89, 90, 91-92, 93, 94, 95-96 (ce dernier numéro, ronéoté, de 6 pages n'a pas été mis en vente en librairie), 97-98, supplément au 97-98 (textes de discussions), 99, 100, 101-102, 103-104, 105, 106-107, 108-109, 110-111.

BROCHURES D'I.C.O.

- LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE, MAI-JUIN 1968 (2,50 F).
- LE LENINISME EN QUESTION (1 F).
- RENCONTRE INTERNATIONALE 1969 (2 F).
- BILAN D'UNE ADHESION AU P.C.F. (2 F).
- L'ORGANISATION DE LUTTE DE CLASSE DANS LA GREVE DES MINEURS DE LIMBOURG (2 F).
- FONDEMENTS DE L'ECONOMIE COMMUNISTE (2,50 F - commande directe à I.C.O.).
- AUJOURD'HUI LES COMITES D'ENTREPRISE (2 F).
- LA PEAU DES PROFS (3 F).

Textes de base disponibles (diffusion par I.C.O.)

- REPOSE A LENINE (A. Gorter) (4 F).
- LENINE PHILOSOPHE (collection des Cahiers Spartacus) (A. Pannekoek) (5 F).
- PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS (S. Bricianer) (Editions E.D.I.) (13 F).
- THE BOLSHEVIKS AND WORKERS CONTROL (en anglais - brochure de Solidarity) (4 F).

AUTRES PUBLICATIONS EN DEPOT

- ARCHINOIR n° 3 (2,50 F).
- CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS (n° 5, 6, 7, 8, 9). Les thèses sur la révolution chinoise (n° 4) sont épuisées.

- DE LA POLLUTION CONSIDEREE SOUS TOUS SES ASPECTS (2 F).
- WILHELM REICH - « PSYCHOLOGIE DE MASSE DU FASCISME » - Les camarades qui avaient fait l'acquisition du premier tome, peuvent se procurer le deuxième (prix : 5 F) Pour ceux qui n'avaient pas acquis le premier tome, il est fait une édition unique de deux tomes au prix de 9 F (s'adresser à I.C.O.).
- Nous pouvons nous procurer, à prix intéressant pour les camarades d'I.C.O., *tous les ouvrages parus aux Editions Champ Libre* - S'adresser à I.C.O. - Aucune expédition ne sera faite sans versement du prix indiqué.

Publications récentes

- LES ORIGINES DU GAUCHISME : Exposé des idées des groupes et courants en marge du marxisme-léninisme et de l'anarchisme « officiels » - R. Gombin - Une critique paraîtra dans I.C.O. - Prix réduit si commande à I.C.O.
- Nous avons fait un nouveau tirage de la brochure : « *Aujourd'hui les Comités d'entreprise* » Ce texte examine les formes d'encadrement des ouvriers dans les grandes unités de production, aussi bien à l'Ouest (Comités d'Entreprise, co-gestion, etc...) qu'à l'Est (conseils ouvriers, organes d'auto-gestion étatique, etc...).
- LA PEAU DES PROFS : Recueil de pièces concernant des enseignants du secondaire sanctionnés par le pouvoir - Envoi contre 3 F.
- I.C.O.-LIAISONS, n° 5, est en préparation et sera vraisemblablement paru lors de la sortie de ce numéro - Sommaire dans le prochain bulletin.

Abonnements et Expéditions

Ainsi que nous l'avons annoncé dans le n° 106-107, nous devons reconstituer notre fichier d'I.C.O.-Liaisons. Les camarades qui désirent recevoir ce bulletin et les textes de discussion, doivent nous confirmer leur adresse.

La révision systématique du fichier nous amène à supprimer des envois.

L'état des finances ne permet guère d'envois gratuits. Réabonnements et contributions sont souhaités. Mais diffusion et participation aux informations et discussions sont encore mieux.

Réunions et Permanences du groupe des camarades de Paris

Les camarades de Paris tiennent plusieurs sortes de réunions :

- chaque semaine, les lundi et jeudi de 18 à 20 h.
- les 2e et 4e samedi de chaque mois à 14 h. 30 (réunions générales de discussion).

Des commissions de travail fonctionnent distinctement :

- courrier (chaque lundi)
 - contenu des différentes publications (mardi).
- Ceux qui désirent y participer se renseignent aux permanences. Il est donné un compte rendu des activités de ces commissions lors de chaque réunion générale.

D'autres commissions de travail peuvent être constituées. Des réunions exceptionnelles de dis-

cussion sur un sujet précis sont également prévues. Tout ce qui concerne ces activités sera annoncé au cours des réunions plénières et affiché dans le local où se tiennent les permanences.

Les camarades qui désirent participer à ces réunions ainsi qu'aux réunions spéciales pouvant se tenir exceptionnellement, doivent écrire à l'adresse d'I.C.O. (adresse postale exclusivement).

Les camarades de passage à Paris qui désirent prendre contact, doivent écrire au moins 8 jours à l'avance pour éviter tout retard dans la transmission des lettres, et permettre une réponse éventuelle. Aucun contact ne peut être pris au téléphone. Dans la mesure du possible, ces camarades peuvent prévoir ces contacts les lundis, jeudis et samedis ou se tiennent des réunions (sauf jours ou veilles de fêtes).

DIFFUSION D'I.C.O.

Des camarades de Paris ont entrepris une diffusion plus systématique d'I.C.O. Il sera donné une liste des librairies acceptant un dépôt. Les camarades de province sont bienvenus pour faire de même dans leur coin.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS 19^e.

Pour tous contacts ou participation aux réunions,
écrire préalablement.

Abonnements : Un an : 12 numéros (et suppléments imprimés ou ronéotés) :
24 F. (France) - 30 F. (Etranger) - 50 F (par avion)

Versements : I.C.O. - C.C.P. 20.147-54 PARIS.

Tous les textes publiés dans les numéros passés, présents et à venir d'I.C.O. peuvent être librement reproduits, traduits, ou adaptés, même sans indication d'origine.